

2011
Action
humanitaire
de l'UNICEF
pour les
enfants

renforcer la résilience

© Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
Mars 2011

Cette publication ne peut être reproduite en totalité ou en partie sans autorisation préalable.

Veuillez-vous adresser à cette fin à :

Division de la communication, UNICEF
3 United Nations Plaza, New York, NY 10017, États-Unis
Tél. : + 1-212 326-7434
Courriel : nyhqdoc.permit@unicef.org

L'autorisation de reproduction sera accordée à titre gracieux aux établissements éducatifs ou organisations à but non lucratif. Des droits de reproduction d'un montant modeste seront demandés dans les autres cas.

Pour toute mise à jour ou rectificatif ultérieur à la mise sous presse, veuillez consulter notre site Internet à l'adresse : **<http://www.unicef.org/french/hac2011>**

ISBN : 978-92-806-4573-6

2011
Action
humanitaire
de l'UNICEF
pour les
enfants

renforcer la résilience

Remerciements

Ce rapport n'aurait pu voir le jour sans les conseils et la contribution d'un grand nombre de personnes travaillant au siège, ainsi que dans les bureaux régionaux et extérieurs de l'UNICEF. En ce qui concerne les chapitres consacrés aux pays, des informations ont été reçues des bureaux suivants : Afghanistan, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Tchad, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Guatemala, Haïti, Iraq, Jordanie, Kenya, Kirghizistan, Liban, Madagascar, Myanmar, Niger, Ouganda, Pakistan, Philippines, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République populaire démocratique de Corée, Territoire palestinien occupé, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Syrie, Tadjikistan, Yémen et Zimbabwe

GESTION DE PROJET, RÉDACTION ET RECHERCHES

Dermot Carty, *Directeur adjoint*, Bureau des programmes d'urgence; Christine Knudsen, *Directrice de projet*, Marika Hofmeister, *Responsable de projet*, Piero Calvi-Parisett, James Rogan, *Rédacteurs*, Michele Ferenz, Monique Thormann, *Rédactrices*, Anastasia Warpinski, *Rédactrice-Responsable de publication du rapport*, Jennifer Meybaum, *Secrétaire de rédaction*; Karin Ulin, *Chercheuse*, Nadia Falch Bandak, *Chercheuse*; Maritza Ascencios, *Rédactrice, consultée pour cette publication*

ORIENTATION EN MATIÈRE DE PROGRAMMES ET POLITIQUES

Nous tenons à remercier les divisions suivantes de l'UNICEF: Bureau des programmes d'urgence, Division des programmes, Bureau des alliances avec le secteur public et de la mobilisation des fonds publics, et Division des politiques et pratiques. Un grand merci également à Hilde Frafjord Johnson, *Directrice générale adjointe*; Maria Calivis, *Secrétaire générale*, Louis-Georges Arsenault, *Directeur*, Bureau des programmes d'urgence; Nicholas Alipui, *Directeur*, Division des programmes; Afshan Khan, *Directrice*, Bureau des alliances avec le secteur public et de la mobilisation des fonds publics; Richard Morgan, *Directeur*, Division des politiques et pratiques; Pilar Aguilar, Sharif Baaser, Catherine Barnett, Babita Bisht, Sara Bordas Eddy, Andrew Colin Parker, Lisa Doughten, Brendan Doyle, François Ducharme, Ayda Eke, Lucia Elmi, Faika Farzana, William Fellows, Anne Golaz, Raphael Hermoso, Naomi Ichikawa, Pernille Ironside, Robert Jenkins, Sarah Karmin, Michel Le Pechoux, Mendy Marsh, Louise Maule, Amanda Melville, Claire Morton, Roseline Murama, Naline Nippita, Mads Oyen, Stephan Pichette, Jalpa Ratna, Lara Scott, Antony Spalton, Sonia Sukdeo, Julien Temple, Ellen Van Kalmthout, Tessa Wardlaw. Nous remercions également les bureaux régionaux de l'UNICEF: Luc Chauvin, Laura Bill, Lana Wreikat, Yodit Abdisa, Robert McCarthy, Grant Leaity, Selassie Atadika, Angela Raven-Roberts, Asim Rehman, Heidi Peugeot, Gianluca Buono, Anna Riatti, Toby Wicks, Thomas Davin ainsi que les conseillers techniques

MISE EN PAGE ET PRODUCTION PRÉ-PUBLICATION

Laurie Douglas Graphic Design

CARTES

Jihad Abdalla, *Administrateur chargé des situations d'urgence*

PHOTOGRAPHIE

Ellen Tolmie, *Rédactrice en chef, section Photo*; Susan Markisz, *Iconographe principale-Rédactrice de légendes*

PRODUCTION WEB

Alex Godoy, *Responsable de projets multimédias*; Dennis Yuen, *Développeur du site Internet*; Andrea Verity, *Producteur du site Internet de langue anglaise*; Emmanuel May, Linda Tom, Ling Tsui, *Conception du site Internet*; Patrice Brizard, Pedro Bujalance-Andres, Sobhi Jawabra, Diana Jimenez, *Production du site Internet en différentes langues*

PRODUCTION VIDÉO

Priyanka Pruthi, *Productrice*; John Mims, *Montage*

COMMUNICATION

Patrick McCormick, *Chargé de la communication en situation d'urgence*; Genine Babakian, *Rédactrice/révisseuse, Section médias*

IMPRESSION

Phoenix Design Aid

TRADUCTION

Version française : Marc Chalamet

Version espagnole : Carlos Perellón

Version arabe : Sobhi Jawabra

Pour en savoir plus sur l'action humanitaire de l'UNICEF, prière de s'adresser à :

Louis-Georges Arsenault

Directeur
Bureau des programmes d'urgence
(EMOPS)
UNICEF New York
Tél. : +1 212 326-7163
Fax : +1 212 326-7037
Courriel : lgarsenault@unicef.org

Afshan Khan

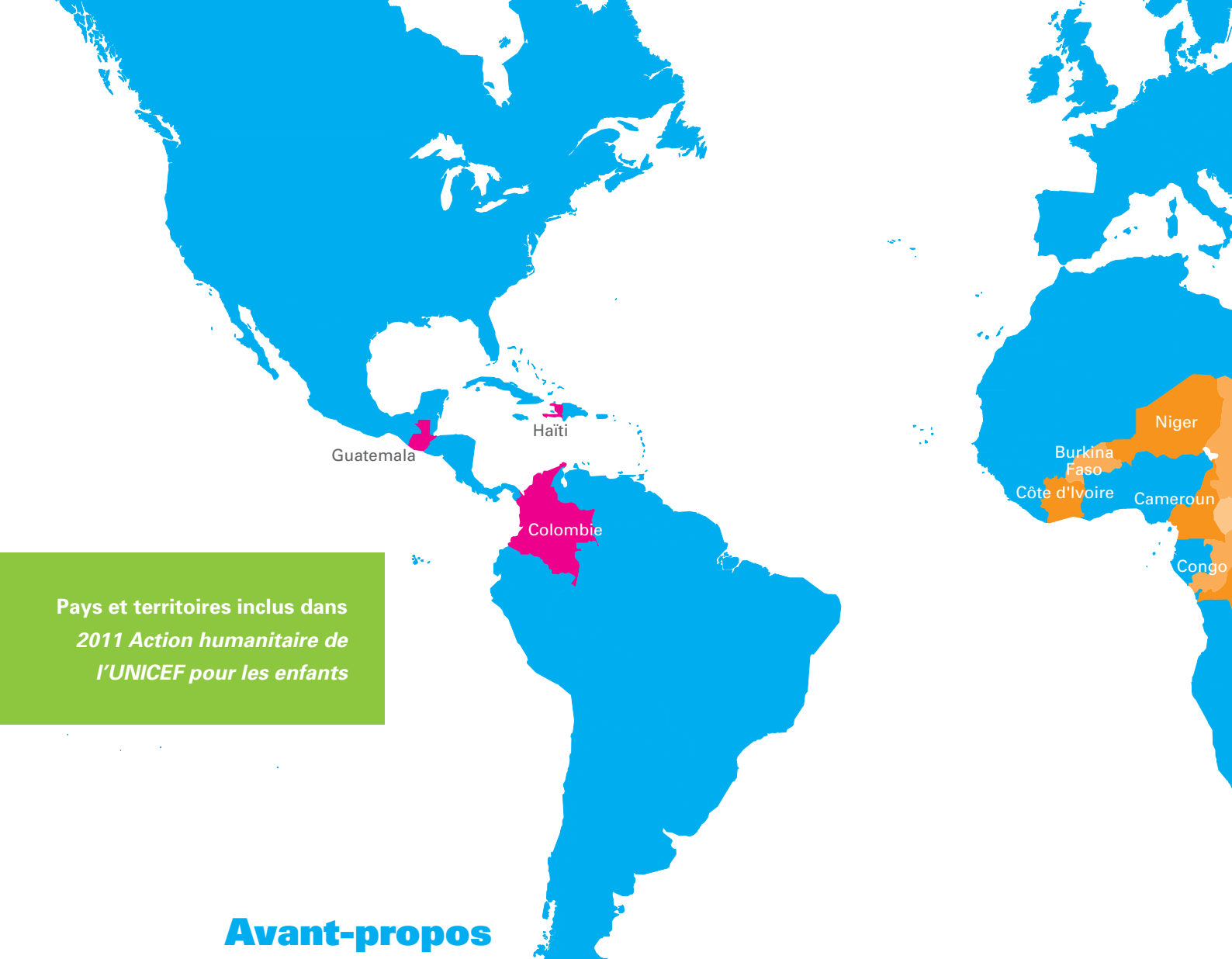
Directrice
Bureau des alliances avec le secteur
public et de la mobilisation des fonds
publics (PARMO)
UNICEF New York
Tél. : +1-212 326 7160
Fax : +1-212 326 7165
Courriel : akhan@unicef.org

Dermot Carty

Directeur adjoint
Bureau des programmes d'urgence
(EMOPS)
UNICEF Genève
Tél. : + 41 22 909 5601
Fax : + 41 22 909 5902
Courriel : dcarty@unicef.org

Table des matières

iv	AVANT-PROPOS
vi	BESOINS DE FINANCEMENT POUR L'ACTION HUMANITAIRE DE L'UNICEF EN 2011
1	RENFORCER LA RÉSILIENCE, PROTÉGER LES ENFANTS : L'UNICEF ET L'ACTION HUMANITAIRE
13	APPUI GLOBAL AUX INTERVENTIONS D'URGENCE DE L'UNICEF
17	ASIE-PACIFIQUE
20	Afghanistan
21	Myanmar
22	Pakistan
23	Philippines
24	République populaire démocratique de Corée
25	Sri Lanka
27	EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE, COMMUNAUTÉ D'ÉTATS INDÉPENDANTS
30	Kirghizistan
31	Tadjikistan
33	AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE
36	Burundi
37	Érythrée
38	Éthiopie
39	Kenya
40	Madagascar
41	Ouganda
42	Somalie
43	Zimbabwe
45	MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
48	Djibouti
49	Iraq
50	Soudan
51	Territoire palestinien occupé
52	Yémen
53	AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES
56	Colombie
57	Guatemala
58	Haïti
59	AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE
62	Burkina Faso
63	Cameroun
64	Congo
65	Côte d'Ivoire
66	Niger
67	République centrafricaine
68	République démocratique du Congo
69	Tchad
70	LÉGENDES PHOTO



Pays et territoires inclus dans
2011 Action humanitaire de
l'UNICEF pour les enfants

Avant-propos



En 2010, Haïti a été frappé par le pire séisme de son histoire, une tragédie humanitaire encore aggravée par une succession de crises. J'y ai rencontré, lors de mes visites, des enfants qui avaient quasiment tout perdu – des êtres chers, leur maison, tous leurs biens matériels – et sur qui pesaient encore de graves menaces. Mais ce qui m'a surtout frappé chez eux, et chez tant d'Haïtiens, c'est leur résilience face à la tragédie et leur capacité à espérer – et à se construire – un avenir meilleur.

Lors des inondations catastrophiques qui ont frappé le Pakistan, j'ai pu voir le même courage et la même résilience, la même ténacité indomptable qui permet de se relever après l'épreuve et de poursuivre sa route. Partout où éclatent des crises humanitaires – qu'il s'agisse de catastrophes

naturelles, de conflits humains ou de crises chroniques – la résilience est un élément crucial du relèvement.

2011 Action humanitaire de l'UNICEF pour les enfants met en lumière la façon dont l'UNICEF s'efforce d'encourager une telle résilience aux niveaux individuel, communautaire et institutionnel. Comme le montre le rapport, nous épaulons de plus en plus des initiatives innovantes pour aider les communautés à se préparer à de nouvelles crises et à en atténuer les effets – puis à rebondir et à reconstruire « en mieux » en cas de tragédie.

Partout, nous voyons comment ces innovations ont aidé les populations à surmonter d'énormes obstacles. Au Niger, par exemple, des femmes qui avaient été obligées de quitter leur village pour nourrir leurs familles se sont associées pour créer de petites entreprises qui leur ont permis d'envoyer des vivres, des semences et de l'argent aux habitants de leur communauté. Et, ce qui est tout aussi



important, le succès remporté par cette initiative commune leur a donné confiance en elles et a amélioré leur capacité à réagir en temps de crise.

Au cours de l'année écoulée, nous avons dû relever des défis sans précédents. En 2010, l'UNICEF est intervenu au total dans au moins 290 situations de crise humanitaire dans 98 pays, des crises qui ont touché des millions de gens. Les catastrophes qui ont ravagé Haïti et le Pakistan ont été suivies d'une vague extraordinaire d'aide humanitaire, mais les besoins sont énormes, dans ces deux nations mais aussi dans chaque nation confrontée à une situation d'urgence et à des crises chroniques.

Nous espérons certes que 2011 n'apportera pas autant de catastrophes mais nous devons être prêts à intervenir rapidement s'il le faut. C'est pourquoi l'édition de cette année d'*Action humanitaire de l'UNICEF pour les enfants* insiste aussi sur les besoins humanitaires prévus de 32 pays et territoires et de six régions

pour 2011. Les fonds nécessaires pour répondre à ces besoins revêtent une importance critique car ils nous permettront d'intervenir dans les situations d'urgence et de briser l'engrenage des crises à répétition.

Avec votre appui, nous pouvons minimiser l'impact des crises humanitaires où que ce soit et à tout moment, et nous pouvons contribuer à renforcer la résilience des communautés les plus vulnérables du monde. Pour le bien des enfants.

Anthony Lake
Directeur général de l'UNICEF

Besoins de financement pour l'action humanitaire de l'UNICEF en 2011

RÉGION/PAYS

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011 (EN DOLLARS É.-U.)

ASIE-PACIFIQUE

Asie-Pacifique : appui régional	1 100 000
Afghanistan	29 750 000
Myanmar	9 950 000
Pakistan	295 951 000
Philippines	14 022 000
République populaire démocratique de Corée	12 000 000
Sri Lanka	9 825 000
TOTAL	372 598 000

EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE, COMMUNAUTÉ D'ÉTATS INDÉPENDANTS

Europe centrale et orientale, Communauté d'États indépendants : appui régional	900 000
Kirghizistan	6 996 000
Tadjikistan	5 540 000
TOTAL	13 436 000

AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE

Afrique de l'Est et australe : appui régional	5 600 000
Burundi	5 223 000
Érythrée	14 075 000
Éthiopie	57 416 000
Kenya	16 168 000
Madagascar	19 200 000
Ouganda	10 000 000
Somalie	60 698 000
Zimbabwe	119 973 000
TOTAL	308 353 000

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Moyen-Orient et Afrique du Nord : appui régional	2 240 000
Djibouti	4 255 000
Iraq	40 056 000
Soudan	162 481 000
Territoire palestinien occupé	18 759 000
Yémen	20 294 000
TOTAL	248 085 000

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Amérique latine et Caraïbes : appui régional	13 000 000
Colombie	10 300 000
Guatemala	2 650 000
Haïti	156 967 000
TOTAL	182 917 000

AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE

Afrique de l'Ouest et centrale : appui régional	18 044 000
Burkina Faso	11 480 000
Cameroun	3 350 000
Congo	4 830 000
Côte d'Ivoire	5 541 000
Niger	37 062 000
République centrafricaine	11 763 000
République démocratique du Congo	115 290 000
Tchad	45 639 000
TOTAL	252 999 000

APPUI GLOBAL

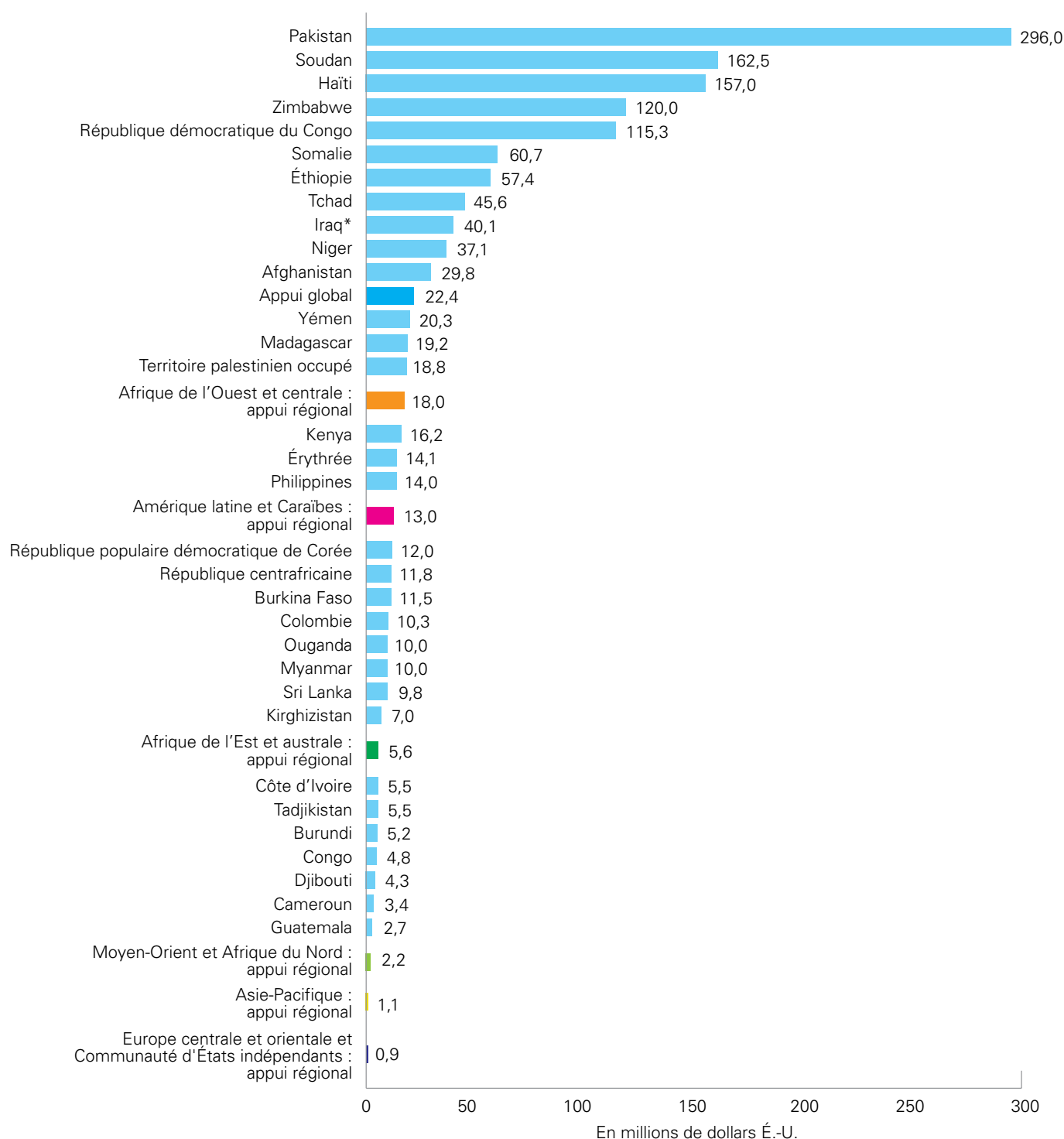
22 400 000

TOTAL À L'ÉCHELLE MONDIALE 1 400 788 000

Besoins de financement pour l'action humanitaire de l'UNICEF en 2011

BESOINS DE FINANCEMENT DE L'UNICEF POUR 2011 PAR PAYS, PAR RÉGION ET À L'ÉCHELLE MONDIALE

Source : Bureaux de pays de l'UNICEF – fin 2010



* Iraq, Egypte, Jordanie, Liban et République arabe syrienne



Renforcer la résilience, protéger les enfants : l'UNICEF et l'action humanitaire

Un monde à la complexité et aux risques croissants

En 2010, des catastrophes naturelles d'une ampleur sans précédent ont dévasté la vie de millions d'enfants, de leurs familles et de leurs communautés. Les conflits et l'insécurité ont fait de nombreuses victimes et semé l'abattement dans les populations. Le séisme qui a détruit la capitale haïtienne, les crues qui ont submergé un cinquième du Pakistan,

la sécheresse et la famine au Sahel ou bien encore les déplacements de populations et la violence en Afghanistan, en République démocratique du Congo et en Somalie ne constituent que quelques exemples parmi beaucoup d'autres de ces situations douloureuses. Ces crises humanitaires de grande ampleur, et bien d'autres situations d'urgence moins médiatisées, montrent clairement la vulnérabilité persistante aux risques d'origine naturelle et humaine de communautés et de pays tout entiers. Les chapitres consacrés aux pays du document *2011 Action humanitaire de l'UNICEF pour les enfants* décrivent l'impact des situations d'urgence humanitaire, pour certaines de courte durée, pour beaucoup prolongées, sur la vie et la dignité des enfants et de leurs familles.

L'ampleur des besoins humanitaires requiert une action ambitieuse menée avec la plus grande célérité et souvent simultanément dans différentes régions du globe. L'action humanitaire doit répondre aux besoins immédiats mais aussi s'attacher davantage à lutter contre les causes sous-jacentes de la vulnérabilité des populations aux conséquences des catastrophes, occasionnelles ou à répétition, d'autant plus que les menaces s'intensifient, se multiplient et interagissent de manière complexe et parfois mal comprise.

Aujourd'hui, les communautés qui vivent déjà au bord du gouffre subissent souvent une multitude de chocs simultanés ou répétés tels que les crises politiques, les épidémies ou la destruction de leurs habitations et de leurs moyens de production par des tempêtes ou des inondations. Sans le temps et les moyens de se relever et dépourvues de filets de sécurité sociaux, de nombreuses communautés se trouvent aspirées dans une spirale de situations d'urgence qui les conduit tout droit à la paupérisation et à la désintégration sociale. Leur grande vulnérabilité expose les pays étudiés dans le rapport *2011 Action humanitaire de l'UNICEF pour les enfants* à une escalade des risques. Ainsi, il est significatif de constater que les États fragiles et déchirés par des conflits sont les plus en retard pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement et que, de nos jours, la guerre civile récurrente constitue la forme dominante de conflit armé¹.

L'éventualité d'une nouvelle crise alimentaire en 2011 n'est qu'une des tendances mondiales interdépendantes dont les conséquences dévastatrices menacent les populations les plus pauvres de la planète. Le changement climatique, avec son cortège de phénomènes météorologiques extrêmes, de lente dégradation des ressources

et d'érosion progressive des territoires et des moyens d'existence, est en train de devenir un facteur majeur d'accroissement des risques. La raréfaction de l'eau, la détérioration de la sécurité alimentaire, la destruction de villes et d'infrastructures vitales par des tempêtes et des inondations et les déplacements de populations devraient entraîner des impacts humanitaires à grande échelle. Comme toujours, les enfants en seront les premières victimes².

Ces tendances vont se traduire par une augmentation du nombre de personnes ayant besoin d'aide humanitaire et de populations à risque et donc nécessiter une capacité de réponse renforcée et plus agile. Il faudra aussi que l'aide internationale adopte de nouveaux outils pour mieux gérer l'imprévisibilité et s'attaquer aux causes sous-jacentes de la vulnérabilité. Il s'agit là d'un but vital des activités de développement, mais l'action humanitaire a un rôle important à jouer pour atténuer les difficultés auxquelles font face les populations et préparer un relèvement et une gestion des risques plus efficaces dans l'avenir. Dans ce contexte global de complexité et de besoins croissants, l'UNICEF, qui répond à plus de 200 situations d'urgence par an, s'engage aux côtés des gouvernements et des communautés pour les aider à se doter d'une résilience propre, tant par l'action humanitaire présentée dans ce rapport que par sa programmation habituelle.

Comprendre la résilience

Ancré dans la science des matériaux et l'écologie, le concept de résilience s'est progressivement imposé dans les travaux de diverses disciplines sociales. À quelques nuances près, la résilience désigne en général l'aptitude à anticiper, à résister

La résilience désigne en général l'aptitude à anticiper, à résister et à rebondir face aux pressions et aux chocs extérieurs de manière à éviter une perte d'identité et à conserver des fonctions fondamentales.

et à rebondir face aux pressions et aux chocs extérieurs, qu'ils soient physiques, affectifs, économiques ou liés à une catastrophe ou à un conflit, de manière à éviter une perte d'identité et à conserver des fonctions fondamentales³. Certaines interprétations considèrent avant tout la résilience comme la capacité à changer de cap

au lieu de résister au changement⁴. Dans cette optique, l'adversité devient un catalyseur potentiel de la transformation. Telle que définie ci-dessous, la résilience peut constituer pour la communauté humanitaire un outil utile d'étude et de gestion de contextes de crises de plus en plus complexes.

Au sens élémentaire, la résilience est l'aptitude d'une infrastructure physique cruciale à absorber les chocs⁵. Ainsi, le développement de technologies d'assainissement adaptées dans des zones régulièrement inondées pourra diminuer le risque de maladies infectieuses après un phénomène météorologique catastrophique⁶. Mais ce concept dépasse largement la simple notion de fortification structurelle et de matériel. Il fournit une loupe permettant de comprendre comment les systèmes sociaux et leurs diverses composantes (individus, familles, écoles, villes, États et famille d'États constituant le système international) peuvent efficacement se protéger contre le risque et gérer collectivement les menaces.

Les psychologues du développement, par exemple, utilisent la résilience pour déterminer les caractéristiques, les compétences et les situations qui amènent certains enfants à sortir leur épingle du jeu en dépit des privations ou de la violence extrêmes qu'ils subissent. Les théoriciens du développement appliquent la résilience aux communautés, considérées comme détentrices de multiples forces et ressources⁷, y compris en termes de capital humain, matériel et social⁸. Que ces forces et ressources s'ancrent dans la tradition ou se développent au fil du temps, il est possible d'y puiser pour limiter et gérer les pertes liées aux crises. À un niveau supérieur de l'organisation sociale, la résilience a également servi à caractériser les États, comme dans l'analyse du renforcement de l'État dans les situations de fragilité et de conflits effectuée par l'Unité des États fragiles de l'Organisation pour la coopération et le développement économique⁹. Dans ce cas, elle apparaît comme l'opposé de la fragilité engendrée par des contrats sociaux faibles ou non inclusifs, qui implique des défaillances des fonctions fondamentales de l'État, dont l'incapacité à assurer la sécurité et à dispenser des services de base.

La résilience est donc une propriété de différents niveaux interconnectés de l'organisation sociale et politique. Dans les systèmes à résilience élevée, l'exposition au risque et les capacités de réponse sont réparties entre différents groupes¹⁰. Les inégalités et la distribution asymétrique des compétences et des ressources peuvent saper la résilience¹¹.

Si une catastrophe ou une crise dépasse les capacités d'adaptation, il est possible de faire appel à une aide « extérieure » pour protéger des valeurs essentielles (comme la vie) et des fonctions cruciales (comme l'approvisionnement en eau). Si l'État est incapable d'apporter une réponse « extérieure » adéquate aux communautés victimes d'une catastrophe, reste la solution de se tourner vers la communauté internationale. Dans ce cas, les approches de soutien de la résilience non seulement permettent de choisir le moment de l'action humanitaire et d'en justifier la nécessité, mais fournissent aussi des orientations importantes quant aux modalités d'intervention.

Certaines dimensions de la résilience apportent des indications cruciales sur la manière dont la communauté humanitaire peut repérer les points d'entrée aptes à mieux la soutenir¹², à savoir :

- *flexibilité* : aptitude à changer, y compris rapidité et degré d'adaptation ;
- *diversité* : acteurs et approches contribuant à l'exécution des fonctions essentielles d'un système ;
- *apprentissage adaptatif* : intégration des nouvelles connaissances à la planification et à l'exécution de fonctions essentielles ;
- *action collective et cohésion* : mobilisation des capacités pour décider collectivement et œuvrer à des buts communs ;
- *autosuffisance* : capacité à s'organiser en utilisant les ressources internes avec un minimum d'appui extérieur.

Un problème clé demeure : mesurer la résilience. Sa quantification est ardue pour plusieurs raisons, mais principalement parce qu'il est difficile de mesurer quelque chose qui ne se produit pas : la violence armée qui n'éclate pas, l'ouragan qui ne laisse derrière lui que des dégâts mineurs. Pourtant la faiblesse des organes de gouvernement, une mauvaise planification, l'effilochement des liens sociaux, de graves inégalités ou des réponses aux situations d'urgence qui se substituent aux capacités existantes au lieu de les renforcer ont très souvent entraîné l'échec des tentatives de soutien de la résilience. Dans un contexte où avenir rime avec accroissement des risques, la capacité de transformation qu'autorise la résilience prend une importance encore plus considérable.

En dépit du corpus d'ouvrages existant sur la résilience, les contributions de l'action humanitaire

en la matière ont été relativement peu explorées. La manière dont l'UNICEF lui-même conçoit son action humanitaire au sein du système humanitaire global continue à évoluer. L'attention prêtée à la résilience peut non seulement favoriser une

Les approches de soutien de la résilience non seulement permettent de choisir le moment de l'action humanitaire et d'en justifier la nécessité, mais fournissent aussi des orientations importantes quant aux modalités d'intervention.

action humanitaire prévisible, efficace et menée au moment opportun, mais aussi renforcer la relation entre programmation humanitaire et programmation du développement ainsi que les capacités des acteurs nationaux et locaux à gérer une incertitude et un risque grandissants.

Action humanitaire de l'UNICEF et résilience

Inspiré par la Convention relative aux droits de l'enfant, l'UNICEF a renforcé en 2010 sa politique humanitaire de base afin de défendre les droits des enfants et des femmes dans les situations de crise. Il a recadré ses Principaux engagements pour les enfants (*Core Commitments for Children - CCC*), rebaptisés Principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire, afin d'indiquer son implication plus large dans ces contextes ainsi que son engagement en faveur de la réforme humanitaire.

La planification préalable aux situations de crise et l'adoption d'une approche de relèvement rapide pendant la réponse, intégrant de bout en bout la réduction du risque de catastrophe, constituent les changements clés apportés aux Principaux engagements. Ces derniers sont également passés d'un centrage sur les activités à la recherche de résultats stratégiques plus larges liant l'action humanitaire à la réalisation des droits des enfants et des femmes dans chaque domaine de programmation de l'UNICEF. Ils reconnaissent également que tenir ces engagements fondamentaux requiert la contribution d'une multitude d'acteurs, groupes sectoriels (*clusters*) compris.

La nouvelle approche de l'action humanitaire de l'UNICEF constitue ainsi une plate-forme potentielle de soutien de la résilience au niveau

national et communautaire. Quelques exemples récents illustrent la forme qu'elle a prise dans des pays touchés par des situations d'urgence.

À Madagascar, l'UNICEF a soutenu un programme de formation et de sensibilisation des chefs de villages, des directeurs d'écoles, des directeurs de centres sanitaires, des organisations communautaires et des maires consacré aux principes et aux pratiques en matière d'eau, assainissement et hygiène (WASH) dans le cadre de la réponse d'urgence. Des accords de coopération sur la planification préalable des situations d'urgence conclus avec les organisations participantes permettront de réagir rapidement et au moment opportun en cas de cyclone ou d'inondation. Ces efforts montrent comment l'engagement de l'UNICEF en faveur de la participation des populations touchées appuie l'action collective et la cohésion.

Notre engagement en faveur de la défense des droits des personnes les plus vulnérables nous impose de donner la priorité à la restauration de l'autosuffisance dans les situations d'urgence.

La nouvelle mouture des Principaux engagements resserre elle aussi le lien entre action humanitaire et développement. Cette intégration plus forte renforce la flexibilité institutionnelle de l'UNICEF, en d'autres termes la capacité d'adaptation de nos programmes à l'évolution des situations. En outre, l'importance accrue accordée à des stratégies explicites telles que la réduction des risques de catastrophe naturelle et le renforcement des capacités locales permet aux communautés de mieux faire face à de multiples chocs à toutes les étapes du cycle prévention-intervention-relèvement. En Éthiopie, l'UNICEF a apporté sa pierre à la réduction du risque de catastrophe avec un programme de santé décentralisé, placé sous la houlette du gouvernement, dispensant des services sanitaires et nutritionnels essentiels, dont l'impact sur les communautés a été considérable : la capacité nationale de traitement de la malnutrition sévère aigüe a grimpé de 135 000 cas par mois en 2009 à 200 000 cas par mois en 2010. Il est désormais possible de repérer plus tôt les enfants concernés et de les soigner plus près de chez eux, ce qui contribue à réduire la vulnérabilité infantile.

De la même manière, tenir les Principaux engagements pour les enfants passe par une meilleure

compréhension de la réalité locale. Une présence permanente avant, pendant et après la situation d'urgence, comme le pratique l'UNICEF, permet de surveiller la situation des enfants et des femmes et de concevoir des interventions adaptées facilitant l'apprentissage adaptatif grâce au partage et à l'application de nouvelles approches et de nouvelles technologies. Dans les régions du Myanmar dévastées par un cyclone, l'UNICEF a aidé les autorités locales à bâtir des centres de santé et des écoles conformes aux normes relatives à la construction de locaux résistants aux catastrophes naturelles. Il poursuit sa campagne en faveur de l'adoption généralisée et progressive de ces normes dans l'ensemble du pays.

Grâce à ses partenariats humanitaires avec des gouvernements, des organisations non gouvernementales (ONG) locales et internationales, des communautés, la société civile et le secteur privé, tant au niveau national que communautaire, l'UNICEF est en mesure d'exploiter plusieurs approches pour améliorer les résultats de l'action humanitaire pour les enfants, ce qui va dans le sens de la diversité. Ainsi, un partenariat public-privé pour la gestion de l'eau à Marka, une ville située près de Mogadiscio meurtrie par le conflit armé somalien, l'a amené à collaborer avec de nombreuses parties prenantes. Exploitant les capacités des acteurs locaux, la mise en œuvre du projet s'est poursuivie même quand le personnel international de l'ONU n'a plus été en mesure d'accéder à la ville.

Notre engagement en faveur de la défense des droits des personnes les plus vulnérables nous impose de donner la priorité à la restauration de l'autosuffisance dans les situations d'urgence. Par exemple, dans le Territoire palestinien occupé, l'UNICEF, avec des ONG et d'autres homologues, a mis en place des services de protection de l'enfance et des services psychosociaux pour renforcer les mécanismes d'adaptation de plus de 70 000 enfants et 36 000 adultes à Gaza. Depuis la crise de 2009, l'UNICEF continue à associer soutien psychosocial et approche fondée sur les communautés intégrée aux réseaux de protection de l'enfance.

Système humanitaire et résilience

Pour remplir son rôle et ses obligations face à la montée des risques, la communauté humanitaire doit elle aussi faire preuve de résilience. La réponse aux catastrophes massives qui se sont abattues sur

Haïti et le Pakistan en 2010, ainsi qu'à d'autres situations d'urgence de moindre envergure, a certes montré le dévouement et l'efficacité du système humanitaire, mais aussi révélé des lacunes et des manquements¹³. Comme nous l'avons vu, les difficultés iront en s'aggravant.

Voilà pourquoi une réflexion est en cours sur la nature des réalignements nécessaires au sein du système humanitaire sans pour autant remettre en cause ses principes fondamentaux et son efficacité opérationnelle. Le Secrétaire général a récemment prôné le passage d'une approche fondée sur les chocs à une approche davantage axée sur les besoins et la vulnérabilité¹⁴. Certaines organisations ont élaboré des approches de résilience explicites¹⁵ tandis que d'autres ont appelé à un changement profond de paradigme concernant leur réponse à ces pressions croissantes¹⁶.

Depuis ses origines, soucieuse de renforcer son efficacité et sa fiabilité, la communauté humanitaire est passée par des phases successives de bilan, d'autoévaluation, de réforme et d'innovation. Au fil des années, elle a régulièrement progressé. Entamé en 2005 suite au tsunami dans l'océan Indien, le processus de réforme humanitaire a conduit à des améliorations importantes qui contribuent à la résilience du système, même si le débat n'a pas été explicitement posé en ces termes. La mise en commun des mécanismes de financement pour renforcer la flexibilité, la création de mécanismes de coordination (groupes sectoriels) qui optimisent l'action collective de divers acteurs humanitaires et l'élaboration d'outils d'évaluation pour mieux comprendre le contexte en constituent quelques exemples. Les évaluations en temps réel récemment mises en place accélèrent l'apprentissage et l'adaptation.

Parallèlement au renforcement de sa capacité de réponse, en particulier grâce à l'approche par groupe sectoriel, la communauté humanitaire s'est également efforcée d'améliorer ses interventions dans les contextes de catastrophes naturelles et de conflits armés ainsi que sa compréhension du facteur de risque accru que constituent les interactions entre ces deux fléaux.

La collaboration entre acteurs du développement et acteurs humanitaires dans le cadre de la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo (2005) a conduit ces derniers à adopter l'approche de relèvement rapide, qui intègre la réduction du risque de catastrophes à la planification préalable et à la réponse aux situations d'urgence. Cet

investissement dans la réduction du risque de catastrophes présente le double avantage d'aider à mieux gérer les causes sous-jacentes de la vulnérabilité et d'améliorer les partenariats ainsi que l'engagement des communautés¹⁷.

Les contributions de la communauté humanitaire à la réponse aux besoins engendrés par les contextes postérieurs aux conflits ont été validées dans le *Rapport du Secrétaire général sur la consolidation de la paix au lendemain d'un conflit* de 2009. Ce document soulignait qu'après les conflits, la communauté humanitaire peut apporter des dividendes de paix cruciaux aux populations épuisées par la guerre et en particulier aux personnes déplacées de retour dans leurs foyers et que l'approche de relèvement rapide est à même de jeter les bases d'initiatives de maintien de la paix ultérieures grâce à l'évaluation des capacités, au développement rapide de systèmes dans des secteurs clés et au renforcement des capacités dans les poches de paix, dans la mesure du possible¹⁸.

La communauté humanitaire poursuit ses efforts d'amélioration dans des domaines clés, tels que la prise d'initiatives au niveau global, la planification préalable, le renforcement des capacités nationales et locales, l'engagement auprès des communautés locales, l'évaluation des besoins, le relèvement rapide et la responsabilité à l'égard des populations touchées¹⁹. Ces efforts s'inscrivent sur fond de débat élargi sur les conditions propices à l'action humanitaire, y compris les politiques de financement et de ressources humaines, sur la

Des tendances globales prévoient des conditions météorologiques mondiales plus extrêmes encore dans l'avenir, qui exerceront un impact négatif disproportionné sur les populations les plus pauvres.

complexité grandissante de l'environnement opérationnel, sur le rôle des acteurs politiques et militaires, sur la diminution de l'accès aux personnes dans le besoin, sur le rétrécissement de l'espace humanitaire et sur les formes les mieux adaptées de participation aux situations d'urgence chroniques et complexes, bénéficiaires de l'essentiel du financement humanitaire.

Un système humanitaire agile doté de capacités de réponse larges et multidimensionnelles sera essentiel pour lutter contre les causes de la

vulnérabilité, sauver des vies et réduire les pertes dues aux catastrophes. Le changement climatique fait de cette agilité une urgence. Selon la NOAA (*National Oceanic and Atmospheric Administration*) des États-Unis, 2010 et 2005 ont été les deux années les plus chaudes de l'histoire et le théâtre de phénomènes climatiques extrêmes sur tous les continents²⁰. Aujourd'hui, les risques climatiques représentent 70 % de l'ensemble des catastrophes

En adoptant la résilience pour principe directeur, la communauté humanitaire apporterait un éclairage utile aux domaines prioritaires qu'elle a besoin d'améliorer.

contre 50 % il y a deux décennies²¹ et les crises qu'ils engendrent pourraient toucher des centaines de millions de personnes par an dès 2015²². Leur impact dépend aussi de la confluence de facteurs sociaux et économiques tels que l'urbanisation sauvage et la dégradation de l'environnement. Des tendances globales prévoient des conditions météorologiques mondiales plus extrêmes encore dans l'avenir, qui exerceront un impact négatif disproportionné sur les populations les plus pauvres.

L'ampleur gigantesque de ce défi doit inciter à investir dans une gestion des risques climatiques susceptible de bénéficier à des populations entières. La réduction du risque de catastrophes avec pour objectif la résilience des communautés est une stratégie d'adaptation au changement climatique de plus en plus reconnue. Les efforts de renforcement des capacités locales des communautés à risque ou victimes de catastrophes doivent redoubler à mesure que le système humanitaire s'arme pour mieux faire face à un avenir de risque, d'incertitude et de demande accrus.

Perspectives d'avenir

Six ans après le tsunami dans l'océan Indien, une catastrophe qui, par son échelle et par son ampleur, a posé de grosses difficultés dans tous les domaines de l'intervention humanitaire, la communauté humanitaire aborde un nouveau tournant majeur de son évolution. Des discussions sont en cours pour porter un regard neuf sur le mode de fonctionnement actuel. En adoptant la résilience pour principe directeur, la communauté humanitaire apporterait un éclairage utile aux domaines prioritaires qu'elle a besoin d'améliorer, tels que :

- *Le partenariat* : développer la résilience requiert la participation de différentes parties prenantes. Les organisations humanitaires doivent rechercher des alliances créatives et adaptées aux contextes en se tournant aussi bien vers le secteur privé que vers les organisations de développement communautaire.
- *L'innovation* : les organisations humanitaires doivent délibérément encourager l'expérimentation et de la diffusion de solutions institutionnelles et technologiques prometteuses.
- *La gestion des risques* : les organisations humanitaires doivent renforcer constamment leur compréhension et leur analyse des environnements opérationnels à haut risque afin de découvrir de nouvelles possibilités de programmes et de se rapprocher des populations concernées. La gestion des risques ne doit pas être un simple contrôle, elle doit faciliter le travail humanitaire.
- *Les principes fondamentaux* : la responsabilité, la participation, le renforcement des capacités et l'appropriation nationale et locale restent les fondements d'un appui efficace aux communautés en crise afin que celles-ci puissent prendre le chemin d'un relèvement durable.
- *La transformation sociale* : la résilience s'obtient au moyen de mécanismes sociaux dont il est impossible de mesurer précisément les résultats. Afin d'encourager des investissements véritablement durables de la part des pays donateurs et en développement, les bailleurs de fonds doivent revoir leurs propres systèmes de suivi et de communication des performances.

Les progrès réalisés dans ces domaines contribueront à établir un système humanitaire à la fois prévisible, opportun et efficace. Ces avancées doivent se fonder sur une reconnaissance accrue des relations entre les programmations humanitaires et pour le développement, ainsi que de l'importance d'accompagner les acteurs locaux et nationaux dans leur gestion des incertitudes et des risques croissants. La communauté humanitaire œuvre ainsi en faveur de la résilience conjointe du système humanitaire et des pays et communautés que nous nous sommes engagés à servir.

Tendances des financements en 2010 et action humanitaire prévue en 2011

L'urgence des besoins des enfants et des femmes vulnérables en 2010 s'est traduite à l'UNICEF par des besoins en matière de financement de l'action humanitaire d'un montant total de 1,7 milliard de dollars des États-Unis (É.-U.) Cette demande s'appuyait sur les besoins humanitaires exposés dans le *Rapport sur l'action humanitaire 2010*, dans lequel 36 chapitres décrivaient les besoins nationaux, régionaux et internationaux²³, ainsi que dans 7 appels éclair et 13 autres appels²⁴. Au 31 octobre 2010, le budget reçu pour l'ensemble des activités humanitaires de l'UNICEF s'élevait à 830,9 millions de dollars, soit 45 % de plus qu'en 2009 (572,4 millions de dollars au 31 octobre 2009), une hausse principalement due à la mobilisation des ressources en réponse au séisme en Haïti et aux inondations au Pakistan.

Le financement humanitaire reçu par l'UNICEF au 31 octobre 2010 marque une forte augmentation en termes absolus par rapport à 2009 (comme on le voit dans le diagramme ci-dessous). Plus de 406 millions de dollars, soit 49 % des fonds, étaient destinés aux interventions en Haïti à la suite du séisme et au Pakistan après les inondations.

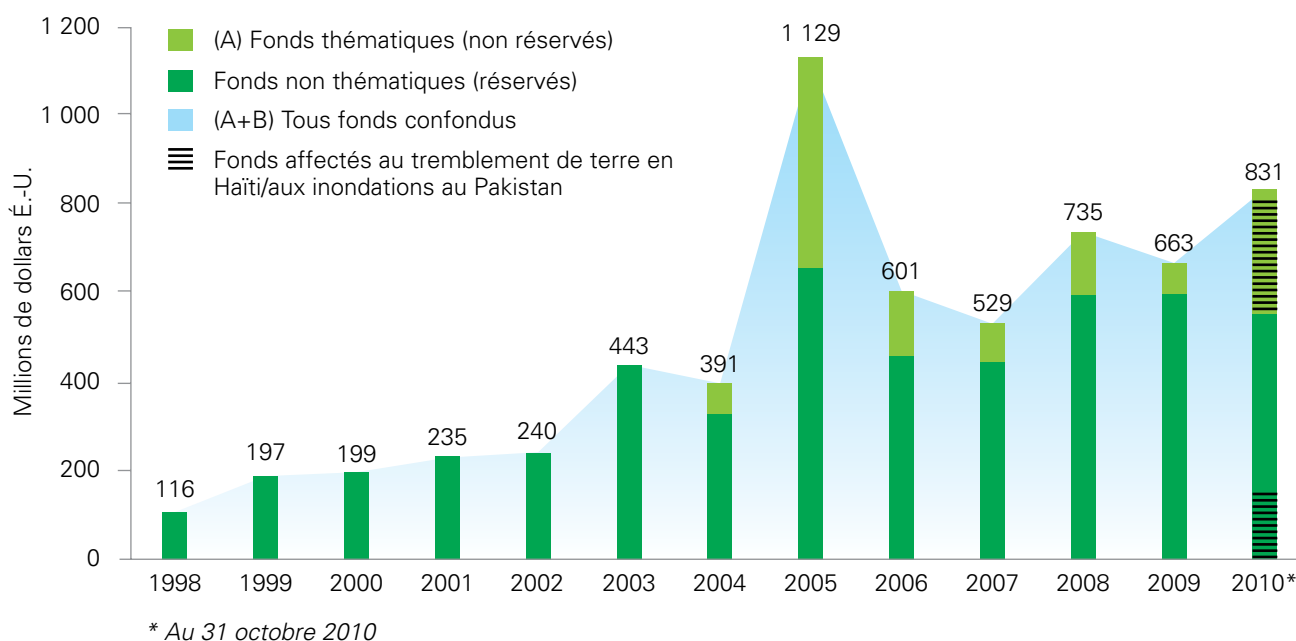
Les 426,4 millions restants devaient financer les autres opérations d'urgence de l'UNICEF.

Sur le budget de 1,15 milliard de dollars demandé dans le *Rapport 2010*, 447,9 millions, soit 39 %, avaient été reçus au 31 octobre, ce qui correspond au niveau de financement à la même époque en 2009²⁵. Sur l'ensemble des demandes du *Rapport*, les pays et régions concernés par des procédures d'appel global (CAP) étaient financés à 37 %, contre 43 % en 2009. Les appels éclair ont en moyenne reçu un financement plus élevé en 2010 qu'en 2009, en particulier du fait de l'appel éclair pour Haïti. Les besoins des appels éclair étaient financés à 69 % en 2010, contre 47 % l'année précédente. En excluant Haïti des appels éclair cumulés, cependant, le niveau de financement moyen tombe à 45 %.

L'UNICEF est particulièrement reconnaissant des généreuses contributions apportées par des donateurs des secteurs publics et privés en faveur des enfants et des femmes victimes de crises humanitaires dans le monde entier. La plus grande part du financement humanitaire de l'UNICEF provenait

FIGURE 1.1 : TENDANCES DU FINANCEMENT DES URGENCES (1998-2010)*

Source : UNICEF, Bureau des alliances avec le secteur public et de la mobilisation des fonds publics



de gouvernements donateurs (40 %), suivis par les comités nationaux de l'UNICEF (34 %). Ont également contribué au financement humanitaire des fonds d'affectation multi-donneurs, des orga-

des interventions, avec une contribution totale de 87,3 millions de dollars²⁶. Le Fonds des États-Unis pour l'UNICEF constituait la deuxième source de financement, avec 79,5 millions de dollars, dont près de 88 % ont été consacrés aux opérations d'urgence en Haïti. De janvier à octobre 2010, les dix principaux donateurs humanitaires (voir diagramme ci-dessous) représentaient quelque 63 % des contributions reçues par l'UNICEF en vue de ses interventions d'urgence.

Sur un total de 830,9 millions de dollars É.-U. reçus au 31 octobre 2010 en contributions humanitaires, 278,5 millions, soit 33,5 %, provenaient de fonds thématiques, c'est-à-dire non réservés à une activité particulière, ce qui permet à l'UNICEF d'investir ces ressources dans les secteurs qui en ont le plus besoin. Elles étaient en forte hausse par rapport aux 52,7 millions de dollars enregistrés en 2009. Les contributions thématiques réduisent les frais de transaction et simplifient la gestion des budgets au niveau national. L'UNICEF est reconnaissant de la générosité constante des donateurs qui alimentent les fonds thématiques.

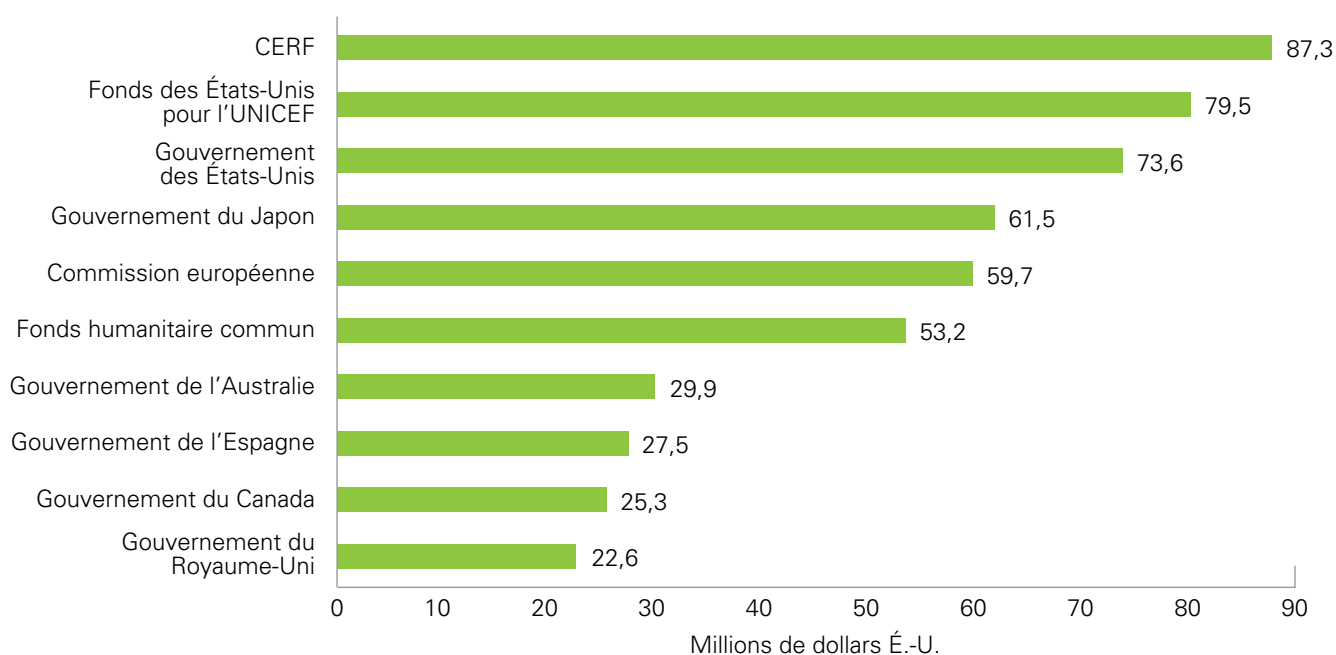
L'UNICEF tient en particulier à remercier ses partenaires des comités nationaux, qui ont fourni plus de 90 % du financement thématique reçu

Les fonds humanitaires thématiques mondiaux donnent à l'UNICEF les moyens d'investir efficacement dans de nouvelles initiatives, de respecter ses engagements en matière de réforme humanitaire (en particulier en ce qui concerne ses responsabilités de chef de file des groupes sectoriels), de hiérarchiser les crises humanitaires sous-financées et de renforcer les capacités. Ces actions permettent à l'UNICEF de concentrer ses programmes sur l'obtention de résultats durables favorables aux enfants.

nisations intergouvernementales et des fonds levés par les bureaux de l'UNICEF sur le terrain. À la fin octobre 2010, le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF) était cette année encore la principale source de financement

FIGURE 1.2 : LES DIX PRINCIPALES SOURCES DE FONDS HUMANITAIRES EN 2010*

Source : UNICEF, Bureau des alliances avec le secteur public et de la mobilisation des fonds publics



* Au 31 octobre 2010

entre janvier et octobre. Le Fonds des États-Unis pour l'UNICEF était le principal donateur thématique, avec une contribution de 72 millions de dollars, suivi par le Comité du Royaume-Uni pour l'UNICEF, le Comité allemand pour l'UNICEF, le Comité japonais pour l'UNICEF et le Comité canadien pour l'UNICEF, comme on le voit ci-dessous.

Bien que le niveau du financement thématique en 2010 ait été très supérieur à celui de 2009, une analyse des destinataires révèle toutefois que plus de 90 % des fonds versés jusqu'à présent étaient destinés aux interventions au lendemain du séisme en Haïti et des inondations au Pakistan. Seuls 27,6 millions de dollars ont été consacrés aux pays et régions restants. L'UNICEF continue d'exhorter les donateurs à apporter un financement humanitaire flexible qui puisse être utilisé dans tous les pays, et notamment au niveau mondial. Les fonds thématiques mondiaux constituent la deuxième structure de financement de prédilection de l'UNICEF après les ressources ordinaires. Cependant, 0,7 % seulement des fonds humanitaires thématiques reçus en 2010 ont été versés au titre de fonds humanitaires thématiques mondiaux. Les fonds thématiques mondiaux sont pourtant l'option la plus efficace car ils permettent à l'UNICEF de répondre de façon stratégique aux besoins prioritaires des enfants du monde entier. Les fonds humanitaires thématiques mondiaux donnent à l'UNICEF les moyens d'investir efficacement dans de nouvelles initiatives, de respecter ses engagements en matière de réforme humanitaire (en particulier en ce qui concerne ses responsabilités de chef de file des groupes sectoriels), de hiérarchiser les crises huma-

nitaires sous-financées et de renforcer les capacités. Ces actions permettent à l'UNICEF de concentrer ses programmes sur l'obtention de résultats durables favorables aux enfants.

Le niveau de financement reçu détermine la capacité de l'UNICEF à contribuer à l'amélioration des perspectives et de la résilience des enfants et des femmes touchés par des crises parfois multiples.

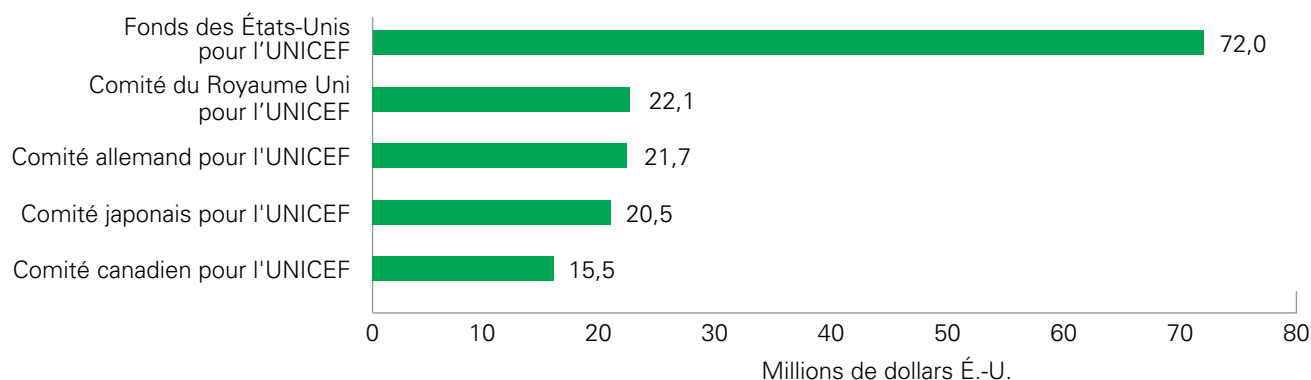
Au **Yémen**, avec un niveau de financement s'élevant à 66 % du montant demandé à la fin octobre, l'UNICEF et ses partenaires ont pu : traiter plus de 11 000 enfants contre la dénutrition dans 32 sites de soins ambulatoires, fournir un accès à l'eau potable à plus de 46 000 adultes et enfants déplacés dans les gouvernorats du Nord et à 5 000 personnes dans les communautés d'accueil, offrir des possibilités d'éducation à 125 000 enfants dans des gouvernorats en proie à des conflits et apporter un soutien psychosocial à 3 500 enfants vulnérables confrontés au double traumatisme des conflits et du déplacement.

En **Somalie**, où 27 % de la population a besoin d'aide humanitaire, le financement a permis à l'UNICEF de fournir à 1,5 million d'enfants de moins de cinq ans et à 1,3 million de femmes en âge de procréer un ensemble de services médicaux et nutritionnels essentiels. Un accès à l'eau salubre a été offert à 1,2 million de personnes dans des régions en situation d'urgence, et plus de 92 000 enfants victimes de cette situation ont pu être scolarisés.

Le **Tadjikistan**, qui a subi un tremblement de terre, des inondations et une épidémie de polio en 2010,

FIGURE 1.3 : LES CINQ PRINCIPAUX DONATEURS DES FONDS HUMANITAIRES THÉMATIQUES*

Source : UNICEF, Bureau des alliances avec le secteur public et de la mobilisation des fonds publics



* Au 31 octobre 2010

n'a reçu que 3 % du financement dont il avait besoin en octobre 2010. Malgré l'insuffisance des fonds, l'UNICEF est toutefois parvenu, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé et le Gouvernement du Tadjikistan, à faire face à une épidémie de polio de grande ampleur en lançant une campagne rapide et exhaustive qui a réussi à juguler le virus. En puisant dans d'autres sources de financement, l'UNICEF est également intervenu auprès des victimes des inondations dans le district de Kulob, où près de 2 000 personnes ont bénéficié d'une campagne d'hygiène d'urgence. Environ 300 foyers ont ainsi reçu des réservoirs d'eau, des trousseaux d'hygiène, du savon et des comprimés purificateurs d'eau. Dans 510 écoles des 20 districts les plus fréquemment touchés, plus d'un millier d'enseignants ont reçu une formation sur des mesures simples et efficaces de réduction du risque de catastrophe. Un soutien psychosocial a été apporté à quelque 750 enfants et 560 adultes à la suite du séisme qui a frappé le district de Vanj.

Il aurait été possible de faire bien davantage dans ces pays et dans d'autres pays en proie à des situations de crise présentées dans le *Rapport sur l'action humanitaire 2010* avec des niveaux de financement plus importants.

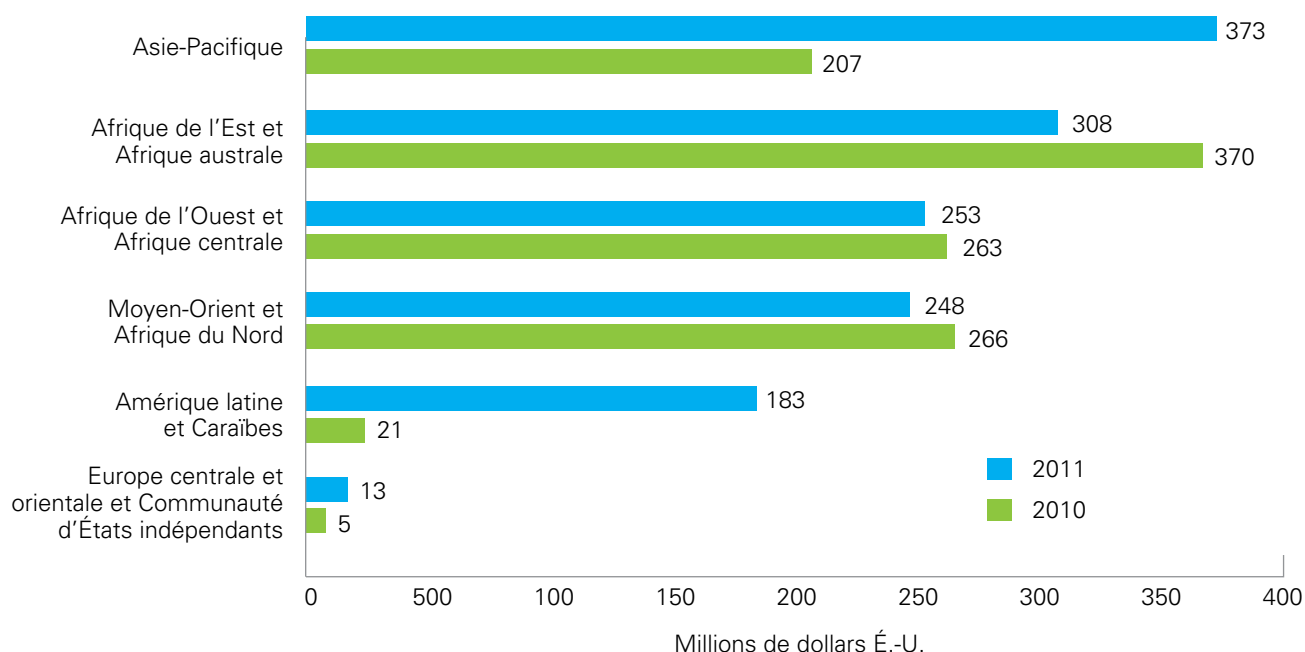
Besoins de financement humanitaire de l'UNICEF pour 2011

En 2011, l'UNICEF a besoin de 1,4 milliards de dollars²⁷ pour soutenir l'action humanitaire auquel il participe dans 32 pays et territoires. Cela représente une hausse de 21 % par rapport à l'appel lancé en février 2010, l'essentiel des fonds étant destiné au Pakistan et à Haïti, qui requièrent respectivement 296 et 157 millions de dollars. Comme on le voit dans la figure 1.4, les besoins financiers en matière d'urgence ont fortement augmenté dans la région **Asie-Pacifique**, où la demande est la plus forte avec 373 millions de dollars. Sur les fonds destinés à l'Asie, 80 % serviront à aider les enfants et les femmes victimes des inondations et des conflits au Pakistan.

Les besoins de la région **Amérique latine et Caraïbes** ont été multipliés par huit, principalement des suites des situations d'urgence en Haïti et de l'ajout de l'appel pour le Guatemala. Bien que les situations aussi précaires que celle de la Colombie réclament également une réponse plus vaste, la hausse enregistrée correspond aux efforts de promotion des préparations préalables dans

FIGURE 1.4 : BESOINS DE FINANCEMENT ESTIMÉS POUR LES SITUATIONS D'URGENCE, PAR RÉGION (2009 ET 20/12/2010)

Source : UNICEF, Bureau des programmes d'urgence, fin 2010

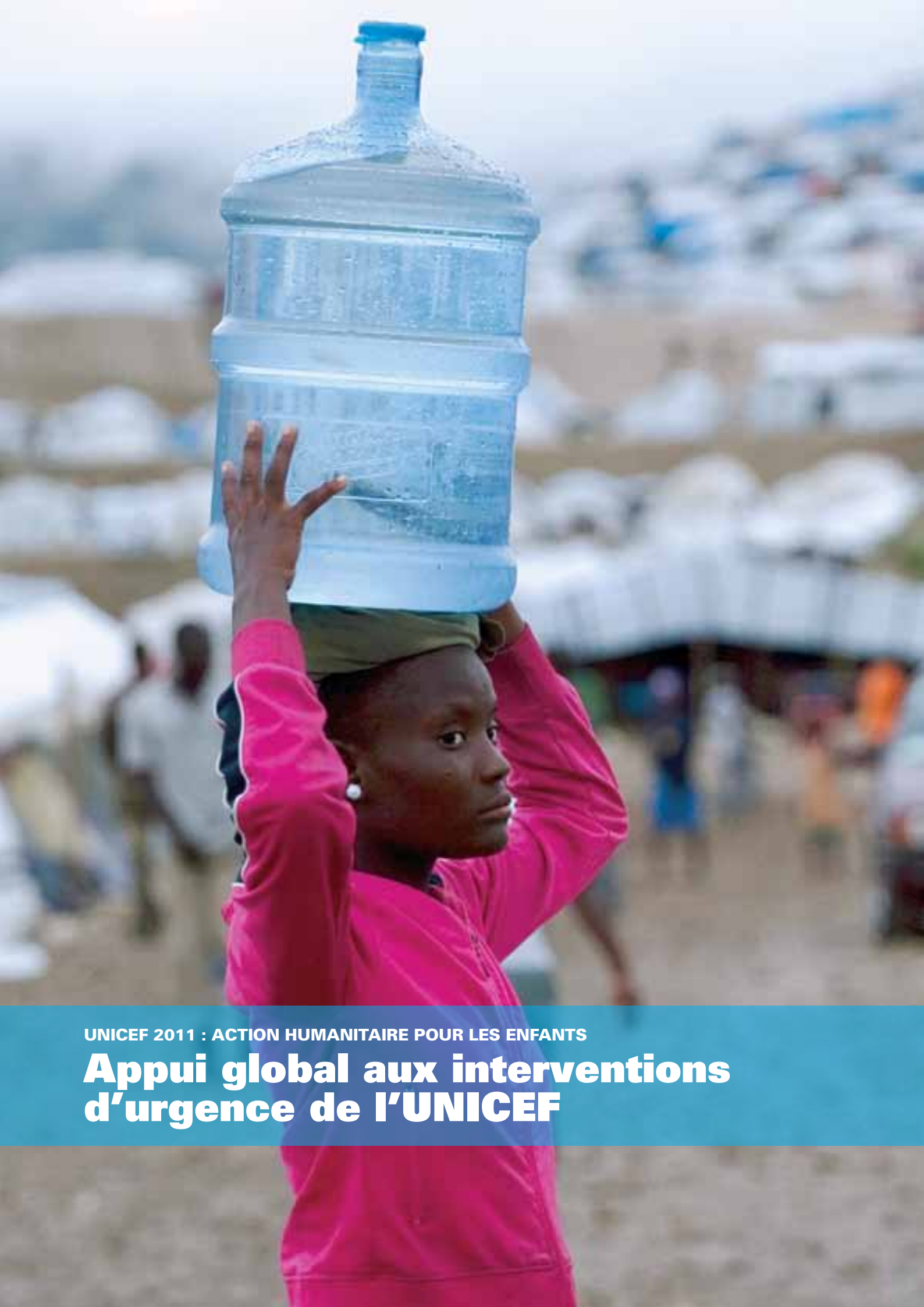


la région et au soutien apporté dans les situations d'urgence de moindre ampleur. Les besoins régionaux de la région **Europe centrale et orientale et Communauté d'États indépendants** ont également augmenté en 2010 avec l'inclusion de l'appel pour le Kirghizistan et l'accroissement des besoins du Tadjikistan.

En revanche, les besoins de la région **Afrique de l'Est et Afrique australe** ont nettement diminué, en particulier dans des pays comme le Burundi, l'Érythrée et l'Ouganda. Malgré le maintien de besoins financiers suite au référendum au Soudan, dans l'ensemble, les demandes pour les régions **Afrique de l'Ouest et Afrique centrale et Moyen-Orient et Afrique du Nord** enregistrent également une baisse.

La capacité de l'UNICEF à fournir une aide humanitaire dépend exclusivement du financement des donateurs. C'est pourquoi l'UNICEF remercie les donateurs pour leur appui important en 2010 et les invite à maintenir ou à accroître leur engagement à soutenir la résilience et à satisfaire les besoins humanitaires des enfants et des femmes en situation d'urgence en 2011.

1. Barbara Walter, « Conflict Relapse and the Sustainability of Post-Conflict Peace », contribution au *Rapport mondial sur le développement 2011*
2. DARA, « Climate Vulnerability Monitor 2010 – the State of the Climate Crisis », disponible sur Internet à l'adresse http://daraint.org/wp-content/uploads/2010/12/CVM_Complete.pdf, consulté le 25 janvier 2011.
3. Almedom, Astier M. et James K. Tumwine, « Resilience to Disasters: A paradigm shift from vulnerability to strength », in : *African Health Sciences*, vol. 8, hors-série, décembre 2008, p. 1.
4. Pelling, Mark, *Adaptation to Climate Change: From resilience to transformation*, Routledge, New York, 2011, p. 44.
5. Institute for National Security and Counterterrorism, Projet sur la résilience et la sécurité, compte rendu de l'atelier intitulé « Resilience in Post-Conflict Reconstruction and Natural Disasters », Syracuse University, 9 mars 2009, disponible sur Internet à l'adresse http://insct.syr.edu/uploadedFiles/insct/uploadedfiles/PDFs/INSCT%20Workshop%20Report_Resilience%20and%20Security.pdf, consulté le 25 janvier 2011.
6. OMS, Bureau régional de l'Asie du Sud, *Community Resilience in Disasters: How the Primary Health Care approach made a difference in recent emergencies in the WHO South-East Asia Region*, 2010, disponible sur Internet à l'adresse www.searo.who.int/LinkFiles/EHA_CRD.pdf, consulté le 25 janvier 2011.
7. Kirmayer, Laurance J. et al., « Community Resilience: Models, metaphors and measures », in : *Journal de la santé autochtone*, novembre 2009, disponible sur Internet à l'adresse www.nah.ca/jah/english/jah05_01/V5_11_Community_04.pdf, consulté le 25 janvier 2011.
8. *Rapport sur les catastrophes dans le monde 2004. Thème : les capacités locales*, Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.
9. « Concepts and Dilemmas of Statebuilding in Fragile States: From fragility to resilience », document de réflexion du CAD/OCDE, mars 2008.
10. Evans, Alex et David Steven, « The Resilience Doctrine », *World Politics Review*, 7 juillet 2009, disponible sur Internet à l'adresse www.globaldashboard.org/wp-content/uploads/2009/The_Resilience_Doctrine.pdf, consulté le 25 janvier 2011.
11. Steward, Frances, « Horizontal Inequalities as a Cause of Conflict: A review of CRISE findings », contribution au *Rapport mondial sur le développement 2011* de la Banque mondiale, août 2010.
12. Cf. par exemple : STEPS Centre, « Reframing Resilience », *STEPS Briefing 13*, disponible sur Internet à l'adresse www.steps-centre.org/PDFs/STEPSumResilience.pdf, consulté le 25 janvier 2011.
13. DARA, *Haiti One Year On*, disponible sur Internet à l'adresse <http://daraint.org/haiti-one-year-on>, consulté le 12 janvier 2010.
14. Rapport du Secrétaire général sur la coopération internationale en matière d'aide humanitaire à la suite de catastrophes naturelles : de la phase des secours à celle de l'aide au développement, A/65/356, septembre 2010, p. 2.
15. *Rapport sur les catastrophes dans le monde 2004. Thème : les capacités locales*, Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.
16. Omamo, Steven, Ugo Gentilini et Susannah Sandstrom, « Innovations in Food Assistance: Issues, lessons and implications », in : *From Food Aid to Food Assistance*, Programme alimentaire mondial, 2010, p.2.
17. *Ibid.*, p. 31.
18. *Rapport du Secrétaire général sur la consolidation de la paix au lendemain d'un conflit*, A/63/881, juin 2009, p. 10-15.
19. ALNAP, *The State of the Humanitarian System*, janvier 2010, p. 9-35.
20. National Oceanic and Atmospheric Administration, *2010 Tied for Warmest Year on Record*, 12 janvier 2011, disponible sur Internet à l'adresse www.noaa.gov/stories/2011/20110112_globalstats.html, consulté le 25 janvier 2011.
21. BCAH et EM-DAT, *Climate Change: Coping with the humanitarian impact*, Présentation PowerPoint de la campagne, diapositive n°12, 2009, disponible sur Internet à l'adresse <http://ochaonline.un.org/ochahome/InFocus/ClimateChangeHumanitarianImpact/tabid/5930/language/en-US/Default.aspx>, consulté le 25 janvier 2011.
22. Ganeshan, Shamanthy et Wayne Diamond, *Forecasting the numbers of people affected annually by natural disasters up to 2015*, Oxfam GB, 2009.
23. Dans le Rapport 2010 figuraient 16 pays et régions concernés par des procédures d'appel global (CAP)
24. Parmi les autres appels figurent les « Besoins immédiats » et les appels interorganisations (à l'exclusion des procédures d'appel global et des appels éclairs).
25. Toutes les demandes de financement émanant du *Rapport sur l'action humanitaire 2010* se rapportent aux chiffres révisés après l'examen semestriel.
26. Sur cette somme, 45,8 millions de dollars provenaient de la fenêtre Intervention rapide et 41,5 millions de la fenêtre Situations sous-financées.
27. Vingt-huit appels de pays figuraient dans le *Rapport sur l'action humanitaire 2010*, auxquels le Congo a été ajouté à la suite de l'examen semestriel. Les nouveaux pays inclus en 2011 sont le Burkina Faso, le Cameroun, Djibouti, le Guatemala et le Kirghizistan. Les besoins en financement restants pour la Guinée et la Mauritanie, objets d'appels en 2010, ont été intégrés aux appels de la région Afrique de l'Ouest et Afrique centrale pour 2011. Contrairement à l'année passée, la Guinée, la Mauritanie et le Népal ne font pas l'objet d'appel/de chapitre pour la publication *2011 Action humanitaire de l'UNICEF pour les enfants*.



UNICEF 2011 : ACTION HUMANITAIRE POUR LES ENFANTS

Appui global aux interventions d'urgence de l'UNICEF

Appui global aux interventions d'urgence de l'UNICEF

Les catastrophes majeures qui ont frappé Haïti et le Pakistan à six mois d'intervalle en 2010 ont suscité une réponse globale exceptionnelle, qui a mobilisé l'ensemble des organisations humanitaires et de leurs partenaires. Dans ces deux pays, l'étendue des dégâts et l'ampleur des besoins humanitaires liée à la topographie difficile des régions touchées et au nombre considérable de victimes (plus de 22 millions de personnes vulnérables au total) ont une fois de plus mis en évidence la nécessité de renforcer les systèmes humanitaires afin

qu'ils répondent avec davantage d'efficacité aux crises de grande envergure. En sa qualité de chef de file mondial de la protection de l'enfance, l'UNICEF intervient en moyenne dans plus de 200 situations d'urgence par an. En dernière analyse, des systèmes plus forts et mieux adaptés permettront d'assurer une réponse plus efficace et de mieux réaliser les droits des enfants et des femmes.

Pour l'UNICEF, l'action humanitaire ne se limite pas à des interventions rapides. Elle requiert aussi des activités de planification préalable ainsi que des investissements dans le relèvement rapide dès la phase initiale de la réponse. La nécessité d'intégrer le soutien de la résilience et la réduction du risque à ses programmes (qu'ils aient trait au développement ou aux situations d'urgence) s'impose avec de plus en plus de force. À cette fin, la nouvelle mouture des Principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire propose diverses approches en matière d'approvisionnement et de logistique, de programmation, de ressources humaines, de politiques et de pratiques, de communication et de technologie de l'information.

L'UNICEF met au service des besoins humanitaires des enfants et des femmes l'éventail complet de ses dispositifs d'appui. Les sièges internationaux de New York, Genève, Copenhague, Bruxelles et Tokyo apportent leur soutien aux bureaux de pays qui ont besoin de personnel, de fournitures et d'un soutien logistique supplémentaires ainsi que d'une aide pour identifier les sources et les mécanismes leur permettant de se procurer davantage de ressources financières pour répondre aux situations d'urgence. Ils mobilisent l'appui extérieur et identifient les besoins en personnels de renfort des bureaux de l'UNICEF dans le monde. Situés à Copenhague, Dubaï, Panama et Shanghai, des entrepôts abritant des stocks stratégiques permettent d'envoyer les approvisionnements nécessaires pour sauver des vies dès les premières heures d'une situation d'urgence soudaine et assurent la gestion coordonnée de la chaîne logistique à destination des zones touchées par une catastrophe naturelle ou un conflit. En outre, les sept bureaux régionaux de l'UNICEF dispensent un appui technique et opérationnel, mais aussi en termes de direction, de plaidoyer, de supervision et d'assurance qualité, aux bureaux de pays qui s'efforcent de répondre aux besoins humanitaires.

FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : FAITS MARQUANTS DE 2010

En avril 2010, l'UNICEF a adopté la troisième version des Principaux engagements pour les enfants dans

l'action humanitaire, sa politique de défense des droits des enfants pendant les situations de crise humanitaire. Ce document plaide en faveur d'une action humanitaire collective, prévisible, efficace, menée en temps opportun et conduite en partenariat entre l'UNICEF et son personnel et les gouvernements hôtes, les États membres, ses partenaires opérationnels et ceux des groupes sectoriels (*clusters*). Le recours à une planification préalable bien menée, la nécessité d'une réponse d'urgence immédiate et l'importance de l'adoption d'une approche de relèvement rapide pendant la réponse constituent les principaux changements apportés à ces engagements. Cette politique reconnaît maintenant que les responsabilités de l'UNICEF au sein des groupes sectoriels constituent une stratégie essentielle pour atteindre les objectifs de l'action humanitaire. Elle souligne l'importance du renforcement des capacités nationales, du plaidoyer, des partenariats et d'autres stratégies cruciales pendant les phases de planification préalable et de réponse.

Une collaboration étroite avec les organisations non gouvernementales (ONG) est indispensable pour que l'action humanitaire obtienne des résultats favorables aux enfants. En 2010, l'UNICEF a étendu le recours à des accords révisés de coopération et de financement à petite échelle avec des ONG. Cette démarche a assoupli les options de financement, renforcé l'obtention de résultats communs, appuyé le renforcement des capacités des institutions locales et mieux aligné le travail de l'UNICEF sur celui de ses partenaires.

Comme d'autres organisations chefs de file de groupes sectoriels, l'UNICEF a mobilisé une capacité et un appui importants afin d'assurer une coordination adéquate en temps opportun lors des catastrophes qui se sont abattues sur Haïti, le Pakistan et 27 autres pays où l'approche par groupes sectoriels a été utilisée. Il a également renforcé ses programmes sur la parité des sexes et les droits de l'homme dans le contexte de l'action humanitaire grâce à la formation et au déploiement de spécialistes de la sexospécificité afin de conseiller les groupes sectoriels en matière de généralisation et de diffusion des bonnes pratiques. Les sièges de l'UNICEF ont également fourni aux comités nationaux et aux bureaux régionaux des recommandations et des conseils, à leur demande, concernant l'application du droit international humanitaire et des principes humanitaires dans des environnements opérationnels difficiles et des situations d'urgence complexes comme au Kirghizstan, dans le Territoire palestinien occupé et en Somalie.

Au cours du premier semestre 2010, plus de 400 postes en renfort de personne ont été demandés pour

le bureau de Haïti. À titre de comparaison, sur toute l'année 2009, seules 259 personnes (fonctionnaires et personnel à disposition en cas d'urgence) ont été déployés dans l'ensemble de l'organisation. En 2010, l'UNICEF a mobilisé un nombre important de personnes pour appuyer les bureaux de pays confrontés à des situations d'urgence de grande et moyenne envergure. Elles sont intervenues dans les domaines du soutien technique, des activités de gestion, de la coordination des groupes sectoriels et de l'appui opérationnel (ressources humaines, approvisionnements et logistique, gestion des informations). La capacité d'intervention d'urgence interne de l'organisation a été complétée par des spécialistes détachés par des partenaires (gouvernements et entreprises privées) et 18 ONG. Ces partenariats ont permis à l'UNICEF d'affecter 185 personnes à 35 bureaux différents, pour un total de plus de 23 000 jours de déploiement et une progression du recours aux renforts de plus de 34 %.

En 2010, les besoins internationaux en approvisionnements ont plus que doublé par rapport aux années 2008 et 2009 mises ensemble. Grâce à l'utilisation accélérée de toutes ses ressources, la Division des approvisionnements de l'UNICEF de Copenhague a réussi à emballer et à expédier des fournitures d'urgence en 48 heures. Les réseaux logistiques locaux et ceux des sièges ont permis un meilleur partage des informations entre les partenaires et une identification plus précise des produits requis et de leur destination. Ils ont également contribué à une nouvelle formation aux approvisionnements et détaché temporairement des membres de leur personnel. La multiplication des demandes de grandes quantités des mêmes fournitures pendant des situations d'urgence simultanées à grande et moyenne échelle s'est néanmoins avérée difficile à gérer et des méthodes d'amélioration du flux des approvisionnements dans ce type de situation feront l'objet d'une étude en 2011.

Dès les premières heures après le séisme en Haïti, qui n'a pas épargné les locaux de l'UNICEF, des kits informatiques et de télécommunication d'urgence prélevés sur les stocks internes ont été expédiés à Port-au-Prince et installés par des spécialistes formés aux interventions d'urgence de l'UNICEF et d'organisations partenaires sollicitées en renfort. Ces kits ont permis d'établir des liaisons de télécommunication essentielles pour le bureau de fortune, mais il n'a pas été possible de mettre en place immédiatement d'autres services informatiques clés. Port-au-Prince a dû accéder à distance à des systèmes informatiques essentiels de l'UNICEF hébergés dans un bureau d'appui en République dominicaine.

En 2010, l'UNICEF a consacré des fonds considérables à l'élaboration d'une approche de programmation mieux adaptée et tenant plus compte des risques liés aux situations d'urgence. Cette transformation a pour objectif essentiel que tous les programmes nationaux de l'UNICEF prêtent davantage attention à la prévention, à l'atténuation et à la planification préalable des catastrophes naturelles et des conflits. Elle met en place une plate-forme solide qui vise à inciter les gouvernements et d'autres partenaires à adopter des stratégies durables de réduction des risques humanitaires présentant des avantages à long terme pour les communautés susceptibles de se trouver confrontées à des situations d'urgence. La généralisation d'une programmation tenant compte du risque et la fourniture aux comités nationaux d'orientations sur la réduction du risque de catastrophes sont essentielles pour renforcer les pratiques en ce domaine.

Investir dans le renforcement des capacités nationales avant, pendant et après les crises peut permettre aux acteurs nationaux de remplir leurs obligations de défense et de plaidoyer en faveur des droits des enfants et des femmes dans les situations d'urgence humanitaire. Le renforcement des capacités n'est pas une nouveauté pour l'UNICEF, mais il n'a pas fait l'objet d'une application systématique dans les situations d'urgence et a rarement été suffisamment poussé pour garantir un changement réel et durable. L'UNICEF est en train d'élaborer des orientations techniques sur le renforcement des capacités dans les situations d'urgence humanitaire. Il a aidé directement ses bureaux dans le sud du Soudan et en Ouganda à appliquer cette approche, y compris dans des contextes fragiles et au lendemain de conflits.

Les sièges ont également fourni des orientations au personnel de l'UNICEF sur le but, les principes et les principaux points d'entrée de la gestion de l'application d'une approche de relèvement rapide dans l'action humanitaire. Le personnel de renfort affecté au relèvement rapide a concentré en particulier ses efforts sur le renforcement de la planification et de la réponse à Haïti et au Pakistan. L'UNICEF a maintenu activement son engagement dans l'élaboration de politiques et les initiatives nationales afin d'accroître la cohérence du système de l'ONU dans les situations d'urgence complexes. Afin de compléter les orientations interorganisations, une note technique sur l'intégration de la présence de l'ONU a été rédigée et un groupe de pairs de référence a été créé pour le personnel de l'UNICEF travaillant dans des pays avec ces missions. Des fonctionnaires de l'UNICEF ont participé à plusieurs missions de planification et d'évaluation stratégiques intégrées interorganisations, notamment au Burundi, en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo, en Somalie et au Timor-Leste.

APPUI GLOBAL : PERSPECTIVES

Principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire et suivi des performances

L'UNICEF poursuit la diffusion de la version révisée des Principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire et invite tous les bureaux de pays et les bureaux régionaux à adopter une approche fondée sur ces normes et sur la couverture pour suivre la réponse d'urgence et en communiquer les résultats. Cette approche comprend des indicateurs de performance conformes aux Principaux engagements et aux normes internationales, qui cadreront également avec les initiatives de l'IASC (Comité permanent interorganisations). Cette activité de suivi et de communication s'inspire de l'expérience acquise en Haïti et au Pakistan et fait l'objet d'un projet pilote en cours dans le sud du Soudan.

Réforme humanitaire

Le renforcement des capacités visant à consolider le rôle de chef de file international des groupes sectoriels (*clusters*) Eau, assainissement et hygiène (WASH), Nutrition, Education (avec Save the Children), Protection de l'enfance et violence sexiste (dans ce dernier cas avec le Fonds des Nations Unies pour la population) de l'UNICEF exploitera les leçons apprises à Haïti, au Pakistan et dans d'autres situations d'urgence. L'UNICEF et d'autres membres de l'IASC travaillent à la clarification des attentes et à l'élaboration d'une feuille de route visant à poursuivre

l'amélioration de l'action humanitaire collective. Dans les groupes sectoriels où il détient des responsabilités globales, l'UNICEF continuera à rechercher des dispositifs de financement plus prévisibles pour les activités de ces groupes sectoriels, organisera la formation aux rôles de chef de file et de membres et fera mieux connaître les responsabilités des groupes sectoriels au sein de l'organisation. Les ressources humaines chargées de dispenser un appui de qualité aux groupes sectoriels seront améliorées. L'UNICEF participe aussi activement aux efforts interorganisations de renforcement des mécanismes de financement commun de l'action humanitaire et d'autres outils d'amélioration de la réponse.

Programmation tenant compte du risque de situation d'urgence

L'UNICEF veut s'assurer que les risques de situation d'urgence sont pris en compte à toutes les phases de la planification et de la programmation afin de les identifier, les évaluer, les réduire et les gérer de manière plus holistique. Ce processus commence par des évaluations harmonisées du risque, qui constituent un outil essentiel de définition des priorités programmatiques. Dans le même temps, le Système de gestion de la sécurité des organismes des Nations Unies a adopté un modèle ciblant certaines situations à haut risque, qui aide à déterminer le type de personnel et les effectifs à déployer ainsi que la nature des activités des programmes.

Dans le cadre de ce processus, l'UNICEF continue à travailler avec les membres du groupe de travail sur la Criticalité des programmes, qu'il préside, à l'élaboration d'un projet de cadre visant à hiérarchiser efficacement les priorités dans les environnements à haut risque. Dans la même optique, il est en train de développer un outil d'analyse des conflits pour aider ses bureaux de pays à mieux estimer les risques de conflit afin de les intégrer dans les programmes. L'UNICEF s'efforce aussi de définir les modalités de sa contribution spécifique au maintien de la paix et de fournir des orientations en la matière aux bureaux de pays et aux bureaux régionaux afin que cette contribution aide les sociétés à évoluer vers une paix durable.

Environnements à haut risque

Pour l'UNICEF, la priorité est d'améliorer la conduite de programmes de qualité dans les environnements à haut risque, tout en veillant à ce que les États membres et d'autres acteurs comprennent et reconnaissent les principes humanitaires et à ce que ses bureaux de pays reçoivent l'appui nécessaire pour choisir une stratégie efficace dans des contextes complexes et très instables. Dans ce cadre, il participe, au sein du groupe de travail Criticalité des programmes, à l'élaboration d'un projet de cadre visant à hiérarchiser efficacement les priorités des activités programmatiques afin que leur degré de criticité soit fonction de leur impact sur les populations et non sur l'organisation. En collaboration avec d'autres partenaires humanitaires, il s'efforce également de résoudre les nombreuses difficultés auxquelles se heurte la fourniture de l'aide humanitaire dans les contextes de crise actuels. Les bureaux de pays des régions à haut risque bénéficieront aussi de bonnes pratiques et d'un appui, par exemple en matière de programmation à distance.

Efficacité de la réponse

Fort de l'expérience de 2010, l'UNICEF va continuer à passer au crible les viviers de talents, à rationaliser les processus et à refondre et fusionner son fichier de

personnel de renfort pour mettre en place un groupe élargi de candidats externes de haut niveau et accélérer leur déploiement afin de pouvoir renforcer les capacités des bureaux de pays lors de situations d'urgence isolées ou simultanées. L'évaluation interne des processus administratifs (procédures internes d'activation d'urgence, procédures opérationnelles standard et processus simplifiés) en cas de situations d'urgence soudaines est en cours. L'appui aux pays pendant les phases initiale et intermédiaire des situations d'urgence prolongées va se renforcer grâce à la mise en place de normes minimales de gestion des ressources humaines et à la formation d'un personnel de renfort régional. Grâce à la coordination permanente avec ses partenaires et ses fournisseurs, l'UNICEF sera en mesure de consolider également sa stratégie d'approvisionnement mondiale, ses activités de planification préalable et son réseau logistique afin d'accélérer la réponse d'urgence.

Plaidoyer

L'UNICEF est en train de procéder à l'évaluation analytique des pratiques de plaidoyer humanitaire afin de convaincre les décideurs d'adopter des politiques et des mesures pour promouvoir et protéger les droits des enfants et des femmes dans les situations humanitaires, de plaider en faveur des agendas internationaux pour les enfants pendant les situations d'urgence et d'identifier le rôle que d'autres acteurs, dont les donateurs, peuvent jouer pour résoudre des questions sensibles telles que l'accès humanitaire. Le travail de plaidoyer renforcera l'engagement avec le Conseil de sécurité, y compris concernant le Mécanisme de surveillance et de communication des Nations Unies sur les violations graves des droits de l'enfant dans les situations de conflit armé, la capacité à surveiller, communiquer et répondre aux violations et l'élaboration de politiques, des orientations et d'outils clés. L'UNICEF abordera également avec le Conseil de sécurité les questions liées aux enfants et aux femmes dans les conflits armés et continuera à plaider en leur faveur auprès des médias internationaux, des partenaires de la société civile et du grand public.

Besoins de financement

Confronté à plusieurs situations d'urgence de grande ampleur, l'UNICEF a besoin de 22,4 millions de dollars É.-U. pour soutenir une réponse efficace et intégrée aux crises humanitaires mondiales actuelles. Ce financement complètera les 22,7 millions de dollars déjà réservés à cette fin, combinant une somme allouée dans le budget de base de l'UNICEF et les généreuses contributions de donateurs.

L'UNICEF mettra en œuvre des approches stratégiques, collaborera avec les gouvernements nationaux, apportera un appui technique, renforcera la prévisibilité de l'action humanitaire grâce aux groupes sectoriels et soutiendra la résilience à tous les niveaux avec ses partenaires et les gouvernements, dans tous ses domaines d'intervention.

Pour atteindre ces buts, assumer ses responsabilités vis-à-vis des enfants et des familles pendant les situations de crise et dispenser à ses bureaux régionaux et à ses bureaux de pays du monde entier l'appui durable et effectif nécessaire pour résoudre les graves problèmes auxquels se heurte l'action humanitaire, l'UNICEF s'efforce de mobiliser un financement sûr et prévisible.



UNICEF 2011 : ACTION HUMANITAIRE POUR LES ENFANTS

Asie-Pacifique

**Afghanistan • Myanmar • Pakistan • Philippines •
République populaire démocratique de Corée • Sri Lanka**



LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

En 2010, l'UNICEF a estimé que 1,9 million de dollars É.-U. étaient nécessaires pour le financement de son travail de coordination humanitaire et de soutien technique dans la région Asie-Pacifique. En octobre 2010, 987 637 dollars É.-U. au total avaient été reçus, ce qui représente 52 % de l'objectif. Grâce au Centre de services partagés de l'UNICEF pour l'Asie et le Pacifique (APSSC), les actions de préparation ont été renforcées dans 13 des 22 bureaux de pays durant la saison annuelle des moussons et des cyclones. Lors des inondations au Pakistan, cette amélioration de la capacité d'intervention s'est révélée payante. En effet, l'APSSC a fourni des moyens supplémentaires massifs sur une période prolongée : le conseiller régional pour les situations d'urgence, les spécialistes principaux pour la nutrition, l'éducation et l'eau, assainissement et hygiène (WASH) en situation d'urgence ont tous aidé à la réponse en urgence. Ils ont en outre aidé à la sélection du personnel supplémentaire pour les groupes sectoriels (*clusters*) sur l'éducation et la nutrition. Ils ont également effectué une évaluation rapide. Durant la période de grand froid, appelée *dzud*, le responsable du Népal en matière de situation d'urgence a été envoyé en Mongolie, afin d'aider à la coordination de la réponse. Vers la fin de l'année, un spécialiste dans le domaine de la réduction du risque de catastrophe a rejoint l'APSSC afin d'accentuer la focalisation sur la prévention et l'atténuation de l'effet des catastrophes.

Asie-Pacifique

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

En 2009, 89 % des victimes de catastrophes naturelles – allant des séismes aux cyclones et aux moussons – vivaient en Asie¹. Rien qu'au Pakistan, 20 millions de personnes ont été affectées en 2010 par les inondations qui ont recouvert un cinquième des terres du pays, amenant le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, à déclarer : « Les habitants traversent des épreuves terribles, comme je n'en avais jamais vu auparavant. Il n'y a pas de mots pour décrire ce dont j'ai été le témoin, ce que j'ai ressenti lorsque j'étais au Pakistan. Il faut une réponse de la même ampleur². » Cette région supporte un poids de catastrophes très disproportionné par rapport aux autres régions du monde. Aussi, l'aptitude de l'UNICEF à renforcer la prévention, la capacité d'intervention et la réponse est-elle essentielle pour alléger le fardeau de la crise, lorsque ces catastrophes se présentent. Lorsque l'on manque l'occasion de diminuer l'incidence des catastrophes naturelles et de répondre rapidement à une situation d'urgence, cela se traduit chaque fois par des conséquences néfastes sur la vie des survivants, sur leur santé, leur situation nutritionnelle et leur accès à l'éducation, à de l'eau en quantité suffisante et à des moyens d'assainissement adaptés.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

L'UNICEF continue d'accorder la priorité au renforcement de la capacité des 22 bureaux de pays de la région, afin qu'ils soient en mesure de prévenir les crises affectant les femmes et les enfants, de préparer des moyens pour répondre aux crises, d'atténuer leurs effets et d'y répondre.

- Le Centre de services partagés (APSSC) va effectuer des évaluations approfondies du risque afin de mieux comprendre les tendances actuelles, qui sont marquées par une exposition accrue, des processus de développement aléatoires et les changements climatiques.
- Au début des situations d'urgence, les spécialistes de groupe sectoriel de l'APSSC vont apporter un soutien et donner des conseils aux bureaux de pays dans le domaine de l'accès aux moyens financiers et humains, ainsi que des approvisionnements, afin de faire en sorte qu'une réponse coordonnée et axée sur les résultats soit apportée.
- L'APSSC va renforcer les capacités des bureaux de pays, des interlocuteurs au sein des pouvoirs publics et des membres des groupes sectoriels en organisant des séances personnalisées de renforcement des capacités, qui traitent de la préparation à l'UNICEF et du développement des groupes sectoriels. Les bureaux de pays vont bénéficier de formations et de la mise en place d'outils améliorant la réalisation des Principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire et responsabilisant les chefs de groupe sectoriel. On va également permettre un renforcement des capacités relatives à la réduction du risque de catastrophe lors d'un redressement rapide, de la préparation et de la planification habituelle d'un programme de pays.

1. Vos, Femke, et al., « Examen annuel statistique 2009 des catastrophes : leur nombre et les tendances », Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes, Bruxelles, 2010, p. 1.
2. Ki-moon, Ban, « Réflexions du Secrétaire général lors de la cérémonie organisée à l'occasion de la Journée mondiale de l'aide humanitaire », Bureau du Porte-parole du Secrétaire général des Nations Unies, New York, 19 août 2010, www.un.org/apps/sg/sgstats.asp?nid=4731, consulté le 5 décembre 2010.



BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

L'UNICEF demande 1,1 million de dollars É.-U. en 2011 afin de poursuivre son travail en vue d'améliorer l'exécution, la rapidité et la coordination des programmes d'urgence et de réduction du risque dans une région qui se caractérise par un accroissement de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles et de celles causées par l'homme. Faute d'une formation menée sur place ayant pour objectif la prévention, l'atténuation des effets des catastrophes, la préparation et la réponse, une menace va continuer à peser sur la vie de millions de femmes et d'enfants vulnérables. Il est impératif de renforcer les capacités des bureaux de pays afin qu'ils puissent fournir rapidement des services essentiels, lorsqu'ils sont confrontés à une catastrophe.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue pour la région Asie-Pacifique, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2011 et le site du bureau régional sur Internet, www.unicef.org/eapro.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **1 100 000**

400 000 Appui technique aux responsabilités de l'UNICEF en tant que chef de file de groupe sectoriel

500 000 Appui technique à la programmation de l'UNICEF dans les situations d'urgence

200 000 Réduction des risques de catastrophe



Afghanistan

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

En 2010, les inondations désastreuses ont aggravé les besoins humanitaires des enfants et des femmes en Afghanistan, un pays où les enfants vivent un conflit meurtrier et qui se trouve en pleine effervescence politique et sociale. La population totale de personnes déplacées a récemment augmenté pour atteindre plus de 440 000 personnes, dont 60 % ont fui à cause du conflit¹. La vulnérabilité de ces individus aux maladies et à la sous-nutrition est particulièrement élevée. La violence générale a décimé les infrastructures, et près de 5 millions d'enfants, des filles pour la plupart, n'ont plus accès à l'éducation². En 2010, les graves inondations qui ont frappé le pays ont endommagé les systèmes d'adduction d'eau, affectant la vie de milliers de familles. Les secours aux enfants et familles déplacés sont bloqués par les violences visant les agents humanitaires, et les prévisions de 2011 en matière de sécurité sont mauvaises. Voilà bien la preuve du besoin d'une aide humanitaire solide, efficace, et du défi de ce que cela représente.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

Avec le Gouvernement de l'Afghanistan, d'autres institutions des Nations Unies et des ONG, et en tant que chef de file du groupe sectoriel (*cluster*) pour la nutrition et de celui pour l'eau, assainissement et hygiène (WASH) et co-chef du groupe sectoriel pour l'éducation, l'UNICEF répondra aux besoins humanitaires de base d'environ 2,4 millions de personnes.

- Environ 23 000 enfants souffrant de malnutrition sévère et 216 000 femmes enceintes et allaitantes bénéficieront de soins de nutrition communautaires, de conseils d'agents sanitaires spécialisés en urgences et d'alimentation complémentaire.
- 40 000 personnes déplacées recevront des kits familiaux, et à l'échelle nationale, 270 000 enfants et 108 000 femmes enceintes ou allaitantes auront accès à des soins de santé adaptés.
- Les activités dans les domaines de l'eau, hygiène et assainissement comprendront la construction de 1 200 systèmes d'eau communautaires, de 40 points d'eau stratégiques, et la réhabilitation de 1 000 systèmes d'approvisionnement en eau délabrés.
- Les besoins immédiats dans le domaine de l'éducation seront satisfaits pour plus de 584 000 élèves et 12 000 enseignants dans les régions les plus isolées et vulnérables du pays, et les secours en matériel pédagogique d'urgence continueront d'être délivrés.
- Plusieurs organismes de protection de l'enfance, dont l'Alliance Save the Children, Child Fund Afghanistan, War Child UK et Children in Crisis seront aidés afin de fournir des services adaptés aux besoins des enfants touchés par les conflits armés et de ceux qui sont victimes de violences, de sévices et d'exploitation.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

L'UNICEF a besoin de 29 750 000 dollars É.-U. pour mener à bien ses activités prévues en Afghanistan. Cette demande s'aligne sur les conditions de la Procédure d'appel global. Un financement intégral permettra à l'UNICEF de répondre aux nombreux besoins humanitaires des enfants et des femmes en Afghanistan et de continuer son travail de renforcement de la résilience d'une population vulnérable.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue pour l'Afghanistan en 2011, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2011.

1. Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « Afghanistan 2011 : appel global », Nations Unies, Genève, novembre 2010, p. 1.
2. Initial Assessment of the Afghanistan National Education Strategic Plan (NESP II) 1389-1393 (2010-2014), p. 16.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **29 750 000**



LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

En 2010, l'UNICEF a estimé que 25 064 484 dollars É.-U. étaient nécessaires pour son aide humanitaire en Afghanistan. En octobre 2010, un total de 9 572 677 dollars É.-U. avaient été reçus, soit 38 % de la demande pour 2010. Avec ce niveau de financement, l'UNICEF a progressé dans l'amélioration de la perspective des enfants et des femmes en fournissant des médicaments pédiatriques pour plus de 40 000 enfants souffrant d'infections respiratoires liées à l'épidémie H1N1. Près de 6,5 millions d'enfants de moins de cinq ans ont reçu des compléments de vitamine A. Environ 700 000 personnes ont eu accès à de l'eau salubre grâce à la construction de nombreuses installations hydrauliques. L'UNICEF a participé aux opérations, pendant les difficiles et froids mois de l'hiver, de plus de 1 300 écoles pour 584 000 élèves et s'est impliqué dans l'information, le suivi, et la gestion de 1 700 cas de protection de l'enfance (700 filles et 1 000 garçons).



Myanmar

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

Les épreuves les plus dures et les plus récentes supportées par des enfants et des femmes au Myanmar doivent être imputées aux cyclones. Le cyclone Nargis, la pire des catastrophes naturelles ayant jamais frappé le pays¹, a laissé dans son sillage des habitations dévastées, des terres agricoles ravagées et diminué les chances d'obtenir du travail pour les nombreux ouvriers agricoles qui habitent le delta. Les enfants, dans les secteurs difficiles d'accès, continuent à souffrir de malnutrition et d'installations sanitaires insuffisantes. Un autre cyclone, Giri, a frappé en octobre 2010 la région pauvre de l'État de Rakhine. Au moins 260 000 personnes ont été touchées, plus de 100 000 se retrouvant sans abri, alors que la majorité des infrastructures étaient détruites dans les communes les plus sinistrées. Les jeunes enfants, en particulier, courent un risque élevé de malnutrition et de maladie.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

L'UNICEF, chef du groupe sectoriel (*cluster*) pour la nutrition et de celui pour l'eau, assainissement et hygiène (WASH), et co-chef du groupe sectoriel pour l'éducation, va coopérer avec le Gouvernement du Myanmar, d'autres institutions des Nations Unies et des ONG afin d'axer ses efforts sur l'assistance aux enfants les plus vulnérables et difficiles à atteindre dans les secteurs de Rakhine (notamment l'État de Rakhine Nord), de l'État de Chin et du Delta d'Irrawady. En 2011, l'UNICEF prévoit d'atteindre plus d'un million de personnes, dont 19 000 femmes, 380 000 filles et 370 000 garçons vivant en situation d'urgence.

- La gamme des secours et de l'appui en matière de nutrition va être étendue: 2400 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère vont recevoir une alimentation thérapeutique, au moins 90 % des enfants de 6 à 59 mois vont bénéficier de suppléments de vitamine A et on va distribuer à 60 % des femmes enceintes et allaitantes des micronutriments essentiels pour le bien-être maternel et une grossesse en bonne santé dans ces zones difficiles à atteindre.
- Enfants et femmes vont avoir un meilleur accès, au niveau local, aux services sanitaires, dans la mesure où les systèmes d'orientation et les capacités de l'équipe de santé primaire se sont améliorés dans les zones difficiles à atteindre où les services sont insuffisants.
- L'eau propre est un élément capital d'une meilleure santé. Environ 70 000 familles vont avoir accès à une eau satisfaisante et disposeront de bons récipients de stockage. En outre, 4 100 familles vont recevoir du matériel pour la construction et l'utilisation de latrines.
- L'éducation apporte de la stabilité en temps de crise. Soucieux d'améliorer la résilience du secteur de l'éducation, l'UNICEF, en 2011, va plaider en faveur d'une amélioration de l'infrastructure scolaire d'un bout à l'autre du pays. Pour répondre à cet objectif, 20 écoles supplémentaires, observant les normes anticycloniques, vont être construites ou améliorées dans le delta. Par ailleurs, on va également s'attaquer à la pénurie d'eau salubre et d'installations sanitaires dans les écoles existantes.
- Dans les zones en situation d'urgence, des enfants vulnérables issus de familles pauvres vont bénéficier d'un soutien local et de réseaux d'orientation améliorés.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

L'UNICEF demande 9 950 000 dollars É.-U. pour ses projets sur 2011, soit environ la moitié du montant sollicité l'an dernier. En effet, le volume de financement nécessaire pour réparer l'infrastructure sociale (écoles et dispensaires ruraux) a diminué de façon appréciable.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue pour le Myanmar en 2011, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2011 ou le site Internet du bureau de pays à l'adresse www.unicef.org/myanmar.

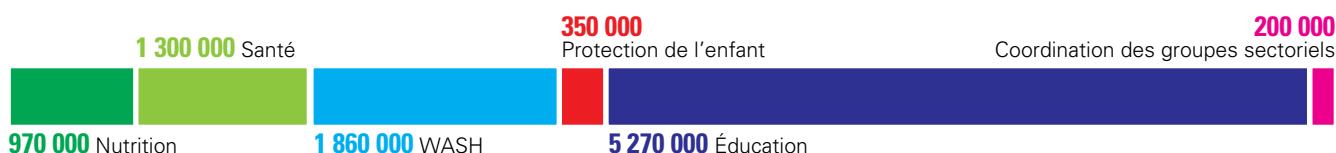
1. Groupe de base tripartite, « Évaluation conjointe des suites de Nargis » (Post-Nargis Joint Assessment), Association des Nations de l'Asie du Sud-Est, Gouvernement de l'Union du Myanmar et Nations Unies, Djakarta, juillet 2008, p. 1.

LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

En 2010, l'UNICEF a estimé que 15 899 722 dollars É.-U. étaient nécessaires pour le financement de son action humanitaire au Myanmar. En octobre 2010, 3 624 422 dollars É.-U. au total avaient été reçus, soit 23 % de l'objectif. Malgré la pénurie de financement, l'UNICEF a pu améliorer le bien-être des femmes et des enfants affectés par les cyclones. On a reconstruit vingt-quatre dispensaires respectant les normes anticycloniques; 52 000 ménages ont reçu des moustiquaires afin d'éviter le paludisme. De l'ordre de 94 % des enfants de moins de 5 ans, soit 28 000 enfants, ont reçu des suppléments de vitamine A; des micronutriments ont été distribués à 81 000 femmes enceintes et allaitantes. L'UNICEF a répondu aux besoins urgents en eau potable en fournissant 7,5 millions de litres d'eau pour 37 500 personnes. L'organisation a en outre amélioré les capacités de stockage d'eau d'environ 53 000 familles. Près de 50 écoles ont été reconstruites et l'UNICEF a aidé des groupes communautaires à protéger et aider 7 000 enfants vulnérables.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **9 950 000**





Pakistan

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

Au Pakistan, la vie de millions d'enfants et de femmes a été marquée à jamais par les inondations de juillet et d'août 2010, l'une des pires catastrophes naturelles de ces dernières décennies en termes de population, de terres, de nombre de foyers et d'infrastructures sociales affectés. Les pluies inhabituellement abondantes de la mousson liées à un schéma météorologique anormal en Asie ont fait déborder l'Indus, submergeant un cinquième des terres du Pakistan au paroxysme de l'inondation¹. Plus de 20 millions de personnes ont été touchées, 7 millions ont perdu leur domicile, et c'est toute une économie et un mode de vie agraires qui ont été affectés. Six millions de garçons et de filles ont été gravement affectés. Pourtant, cette situation d'extrême urgence n'était que la plus visible des crises humanitaires de 2010. Au nord du Pakistan, en janvier, un glissement de terrain a rayé de la carte un village et endigué la rivière Hunza, créant un lac qui a englouti les villages voisins, touchant près de 40 000 personnes. Au nord-ouest du Pakistan, plus de 1,2 million de personnes étaient toujours déplacées suite au conflit de 2009-2010. Les familles pakistanaises se retrouvent face à une série déconcertante de besoins humanitaires, qui trouvent leur origine dans l'instabilité permanente, les déplacements provisoires et la pauvreté généralisée. L'efficacité de l'intervention humanitaire dépend de facteurs tels que la fréquence des mouvements de population et l'insuffisance du nombre de partenaires capables d'aider les populations les plus vulnérables.

LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

En 2010, l'UNICEF avait estimé que 66 871 298 dollars É.-U. étaient nécessaires au financement du travail humanitaire au Pakistan. En octobre 2010, 18 995 215 dollars avaient été reçus, soit 28 % de l'objectif. Suite aux inondations, l'UNICEF avait demandé 251 millions de dollars supplémentaires². En réaction aux inondations, l'UNICEF a approvisionné quotidiennement en eau propre 2,8 millions de personnes, et a fourni des installations d'assainissement à plus de 1,5 million de personnes. Quelque 9 millions d'enfants ont été vaccinés contre la rougeole et la polio. L'appui nutritionnel a été développé afin de toucher près de 292 500 enfants et femmes enceintes et allaitantes. Plus de 143 516 enfants ont pu accéder à l'enseignement dans 2 522 centres d'apprentissage temporaires, et 104 400 enfants et femmes vulnérables ont pu profiter des espaces « amis des enfants ». Au nord-ouest du Pakistan, marqué par l'instabilité politique, l'UNICEF a fourni de l'eau potable à 500 000 personnes dans les camps et les communautés d'accueil (dont 320 000 enfants) et à 1,5 million de personnes (940 000 enfants) dans les zones de rapatriement. L'UNICEF appuie 32 écoles primaires et 8 établissements du secondaire pour près de 29 000 enfants qui vivent dans des camps pour personnes déplacées. A Hunza, l'UNICEF a fourni de l'eau potable, des équipements d'assainissement et d'hygiène à plus de 19 000 personnes, dont 10 000 enfants.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

L'UNICEF est chef de file des groupes sectoriels (*clusters*) pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) ainsi que pour la nutrition. Il codirige le groupe sectoriel pour l'éducation et il est chef du sous-groupe sectoriel pour la protection de l'enfance au Pakistan. En 2011, l'UNICEF travaillera avec le Gouvernement du Pakistan, d'autres institutions des Nations Unies et des ONG afin de répondre aux besoins de plus de 18 millions de personnes, dont 12 millions d'enfants et 3,5 millions de femmes.

- Afin de réduire la vulnérabilité aux maladies transmises par l'eau, 5 millions de personnes des régions touchées par les inondations et 920 000 personnes touchées par les conflits armés recevront un approvisionnement en eau salubre. Cette initiative comprendra une sensibilisation aux pratiques d'hygiène sûres.
- Plus de 11 millions d'enfants de moins de 5 ans exposés à la rougeole seront vaccinés, dont plus de 2,5 millions dans les zones touchées par les inondations. Plus d'un million de femmes enceintes et allaitantes et 320 000 nouveau-nés seront atteints grâce à des interventions nécessaires pour la survie et des services essentiels pour la santé.
- L'état nutritionnel de 1,2 million d'enfants âgés de 6 à 59 mois et de 700 000 femmes enceintes et allaitantes sera protégé grâce à des interventions de dépistage, d'appui nutritionnel standardisé, de communication visant la modification des comportements sur les pratiques d'alimentation des nourrissons, l'assainissement et l'hygiène.
- Plus de 2 millions d'enfants des zones touchées par les inondations et 800 000 des régions touchées par le conflit auront accès à un enseignement sûr et stable grâce aux centres d'apprentissage temporaires, à la réhabilitation des écoles, à des fournitures scolaires et à la formation des enseignants.
- Quelque 5,4 millions d'enfants et d'adolescents et 120 000 femmes touchés par les inondations bénéficieront de services de protection de l'enfance grâce à des écoles amies des enfants, la réunification des enfants disparus et séparés de leur famille, l'accompagnement psychosocial et les services téléphoniques d'urgence. L'UNICEF diffusera également des informations sur la transmission et la prévention du VIH à 220 000 femmes en âge de procréer.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

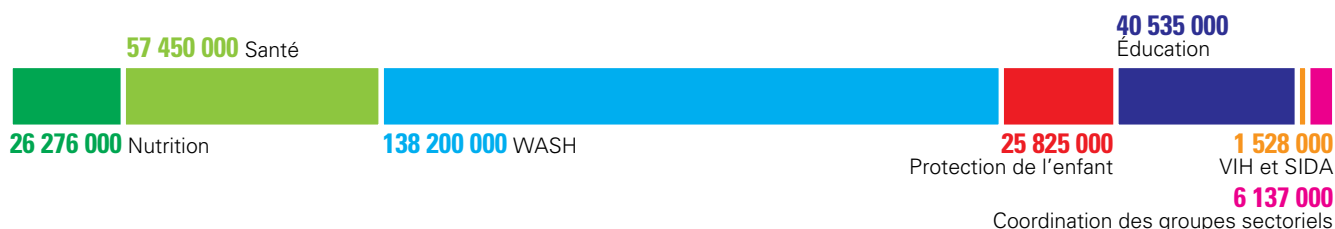
En 2011 l'UNICEF demande 295 951 000 dollars É.-U. pour le Pakistan. Cela comprend l'appui aux enfants et aux femmes des régions touchées par les inondations et le conflit.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue pour le Pakistan en 2011, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2011 ou celui du bureau de pays à www.unicef.org/pakistan.

- Programme des Nations Unies pour l'environnement, « Near Real-Time Environmental Event Alert: Pakistan's flood of the century is a global disaster », Service d'alerte environnementale mondiale du PNUE, novembre 2010, p. 3.
- Cette requête provient du Plan d'intervention d'urgence dans les zones inondées du Pakistan, août 2010, révisé en septembre 2010. Bureau de la coordination des affaires humanitaires, New York, septembre 2010.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **295 951 000**





Philippines

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

Aux Philippines, les femmes et les enfants sont confrontés à une série récurrente de conflits et de catastrophes. Le pays est habituellement soumis chaque année à des déplacements de population, dus à un conflit politique ou à une catastrophe naturelle. Le typhon Ketsana (appelé Ondoy aux Philippines), a frappé en 2009. Il a eu pour conséquence des déplacements massifs de population, une détérioration de la santé et de la nutrition, la pollution de l'eau, et a plongé des millions de gens dans une grande détresse, qui s'est prolongée durant une bonne partie de 2010. Puis, le typhon Megi a suivi, en octobre 2010. Ces catastrophes naturelles, allant de pair avec un conflit armé qui s'éternise et le risque de violences, entravent les efforts déployés pour diminuer les effets de la pauvreté, de l'eau insalubre et d'installations sanitaires insuffisantes, d'un service de santé limité et d'une gouvernance défectueuse.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

En 2011, l'UNICEF va travailler avec le Gouvernement philippin, des institutions des Nations Unies et des ONG partenaires afin de répondre aux besoins de plus de 300 000 femmes et enfants se trouvant dans les zones affectées par le conflit et la catastrophe.

- Afin d'offrir aux enfants un traitement approprié qui soit administré plus près de chez eux, la gestion de proximité du programme de malnutrition aiguë va être appliquée à trois provinces supplémentaires de la région du Mindanao central – passant au crible 37 500 enfants et soignant ceux qui souffrent d'une malnutrition aiguë sévère.
- On constate souvent des flambées épidémiques dans les zones victimes d'une catastrophe, où les services sanitaires et d'assainissement sont insuffisants. Afin de maintenir les enfants en bonne santé et d'enrayer immédiatement ces flambées épidémiques, le Comité d'évaluation de la vulnérabilité a estimé les besoins d'une population de 150 000 personnes se trouvant dans les zones affectées par une situation d'urgence. Les produits de première nécessité à fournir et à « prépositionner » comprennent notamment : 75 colis sanitaires de base, 105 000 suppléments de micronutriments, 150 000 doses de vaccin contre la rougeole, un ensemble d'articles pour la vaccination et 95 000 doses de vermifuge. En outre, on va faire en sorte que les élèves de 52 écoles aient accès à de l'eau salubre et à des installations sanitaires.
- Continuer à aller à l'école en période d'urgence apporte une stabilité nécessaire aux enfants dont ils ont grand besoin. On va remplacer les fournitures scolaires et le matériel pédagogique perdus ou endommagés (trousses scolaires, mallettes pédagogiques, séries de livres de bibliothèque scolaire, etc.) de quelque 100 000 enfants.
- Les situations d'urgence occasionnent des problèmes nouveaux de protection de l'enfant et aggravent ceux qui existaient déjà. Des réseaux de protection de l'enfant vont être organisés dans plus de 600 communautés affectées et à risque. Ces réseaux vont apporter un soutien psychosocial à 136 000 enfants grâce à la mise en place d'espaces amis des enfants dans des lieux sélectionnés.
- Afin d'aider les jeunes à se protéger contre le VIH, un répertoire des services offerts, des jeux informatifs et du matériel éducatif relatifs au VIH et au SIDA vont être fournis.

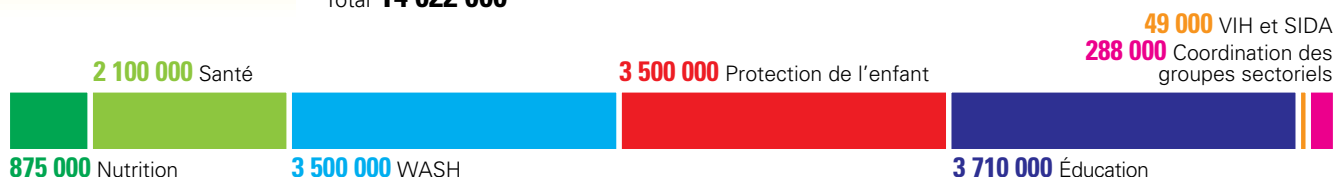
BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

L'UNICEF demande 14 022 000 dollars É.-U. pour ses activités humanitaires aux Philippines, afin de couvrir les zones affectées par le conflit dans le Mindanao, de répondre aux catastrophes naturelles potentielles – séismes, inondations, typhons – susceptibles de se produire partout dans le pays, et d'intervenir contre les répercussions des typhons survenus récemment dans le nord.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 aux Philippines et l'action humanitaire prévue en 2011, veuillez consulter le site Internet www.unicef.org/french/hac2011 ou le site Internet du bureau de pays à l'adresse www.unicef.org/philippines.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **14 022 000**





République populaire démocratique de Corée

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

Retard de croissance, émaciation, dénutrition... Ces mots terribles ne devraient avoir nulle place dans le vocabulaire de l'enfance. Pourtant, en République populaire démocratique de Corée, ils définissent la réalité pour de nombreux enfants et leurs mères. Une pénurie alimentaire nationale persistante, provoquée par des catastrophes naturelles récurrentes et la diminution de l'aide internationale apportée au pays¹, a aggravé un contexte marqué par l'insécurité alimentaire. Ce sont là de mauvaises nouvelles pour un pays où environ 37 % de la population dépend de l'aide alimentaire² pour survivre.

L'accès à la population ayant besoin d'aide reste problématique en République populaire démocratique de Corée à l'exception du Programme élargi de vaccination et de supplémentation en micronutriments. L'UNICEF et d'autres institutions de l'ONU obéissent au principe « pas d'accès, pas d'appui » et continuent de se mobiliser pour obtenir un accès à une population qui a besoin d'aide et la transparence de l'information.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

L'UNICEF, avec le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée, des ONG et diverses agences internationales, concentreront leurs moyens sur l'assistance des personnes les plus vulnérables et les plus difficiles à atteindre dans les zones rurales. L'organisation sert de chef de file pour les groupes sectoriels (*clusters*) sur l'éducation, la santé et l'eau dans le pays. L'UNICEF compte atteindre environ 4,4 millions de personnes dont 3,3 millions de femmes en âge d'avoir des enfants et environ 573 000 filles et 581 000 garçons. Un peu plus de 60 % des personnes ciblées vivent dans des zones rurales.

- En 2011, l'UNICEF et ses partenaires traiteront 13 000 enfants atteints de malnutrition sévère aiguë avec un objectif de guérison de 100 %. Une autre priorité sera d'encourager une alimentation adaptée aux nourrissons et aux jeunes enfants : allaitement exclusif au sein pendant les six premiers mois, introduction d'aliments sûrs et nutritifs après six mois, renforcée par des suppléments en micronutriments lorsque cela sera nécessaire.
- Pour réduire les taux de mortalité parmi les nourrissons et les enfants, l'UNICEF a l'intention de dépasser l'objectif de couverture vaccinale de 95 % pour les enfants de moins d'un an et élargira également l'accès aux soins de santé maternels et néonataux.
- Pour contribuer à éliminer les décès d'enfants provoqués par la diarrhée et les infections respiratoires aiguës dus à la contamination des sources d'eau, 185 000 personnes profiteront d'un accès plus régulier à de l'eau salubre acheminée par des systèmes d'adduction utilisant la force gravitationnelle ainsi que de la réparation des infrastructures pour l'eau et l'assainissement.
- L'UNICEF épaulera le gouvernement pour la remise en état des écoles maternelles et des établissements scolaires d'après-crise, en vue de faciliter une reprise rapide des activités scolaires normales. L'UNICEF prépositionnera également des fournitures scolaires de secours pour environ 25 000 élèves afin d'améliorer leur niveau de préparation et de réaction initiale face aux catastrophes et de maintenir, pour les enfants, le lien vital avec l'école et l'enseignement dans les périodes de détresse.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

L'UNICEF demande 12 millions de dollars É.-U. pour son action humanitaire de 2011, une augmentation reflétant l'élargissement géographique de ses programmes qui couvrent aujourd'hui une plus grande population ainsi qu'une quantité record de personnes affectées par des catastrophes naturelles et l'insécurité alimentaire. En l'absence du financement nécessaire à ces opérations déterminantes, les effets néfastes de la pénurie alimentaire continueront de faire souffrir les femmes et les enfants du pays, sans aucun signe de répit.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue en République populaire démocratique de Corée en 2011, veuillez consulter le site Internet www.unicef.org/french/hac2011 et/ou le site Internet du bureau de pays www.unicef.org/dprk.

1. Programme alimentaire mondial, "Opérations prolongées de secours et de redressement – République populaire démocratique de Corée, (WFP/EB.A/2010/9-C/1), PAM, Rome, 11 mai 2010, p. 6.
2. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, "Rapport spécial de la mission d'évaluation FAO/PAM sur les récoltes et la sécurité alimentaire en République populaire démocratique de Corée, FAO, Rome, 8 octobre 2008, p. 4.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **12 000 000**



LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

Dans le *Rapport sur l'action humanitaire* de 2010, l'UNICEF estimait que 10 millions de dollars É.-U. étaient nécessaires pour financer son action en République populaire démocratique de Corée. Au mois d'octobre 2010, un total de 2 050 636 dollars É.-U. – seulement 21% – avait été reçu. Avec ces fonds, priorité a été donnée aux opérations les plus déterminantes pour obtenir le plus grand impact possible. Au niveau national, 80 % des femmes enceintes ont reçu des suppléments en micronutriments pour prévenir ou traiter l'anémie. Selon le Ministère de la santé publique, les enfants de 105 comtés où les taux de malnutrition sévère aiguë étaient élevés ont reçu un traitement, 75 % d'entre eux se rétablissant complètement. En outre, 3,5 millions d'enfants et de femmes ont eu accès aux médicaments de base, et six systèmes locaux d'adduction d'eau ont été remis en état pour fournir de l'eau propre à 46 000 personnes dont 16 000 enfants – permettant ainsi de prévenir la propagation récurrente de maladies.



Sri Lanka

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

La guerre civile du Sri Lanka, qui a duré 30 ans et s'est terminée en mai 2009, a sérieusement éprouvé les services de santé, les installations d'eau et d'assainissement, les systèmes d'éducation et les filets de protection sociale pour les femmes et les enfants qui vivent dans les provinces du Nord et de l'Est. Un effort massif de redressement est en cours, chaque étape représentant à la fois une promesse pour l'avenir et un rappel du passé. Beaucoup de ceux qui peuvent regagner leurs foyers voient leurs déplacements – et leurs moyens de subsistance – limités par les champs semés de munitions et mines terrestres non explosées. De nombreux enfants peuvent aller à l'école mais découvrent qu'ils ont besoin de compenser un grave retard de scolarité causé par des années de violences et de déplacements périodiques. Après des années de conflit, environ 42 000 femmes se retrouvent seules en charge d'un foyer, ce qui entraîne des difficultés économiques importantes et compromet la qualité des soins accordés aux enfants.

Les besoins humanitaires des personnes qui sont toujours déplacées sont particulièrement criants. Durant les derniers mois de combats, plus de 280 000 personnes ont été déplacées à cause du conflit et plus de 100 000 sont toujours menacées par une nutrition et des soins de santé médiocres, par un assainissement et un système d'éducation insuffisants ainsi que par les munitions et les mines terrestres non explosées¹. Environ 300 000 autres personnes déplacées durant le conflit – certaines depuis 1990 – attendent toujours des solutions². Le grand défi humanitaire consiste à aider tous les Sri Lankais à regagner leurs foyers dans des conditions de sécurité.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

UNICEF Sri Lanka dirige les groupes sectoriels (*clusters*) sur l'eau, assainissement et hygiène (WASH) et la nutrition et il codirige le groupe sectoriel sur l'éducation avec Save the Children. En 2011, l'UNICEF continuera à collaborer avec le Gouvernement du Sri Lanka, les diverses institutions de l'ONU, des ONG locales et internationales et les communautés d'accueil pour répondre besoins de 362 000 enfants et 214 000 femmes.

- L'aide nutritionnelle sera centrée sur le traitement de la malnutrition aiguë. Environ 55 000 enfants de moins de 5 ans recevront une alimentation thérapeutique et enrichie pour le traitement de la malnutrition aiguë sévère et modérée. Des établissements médicaux, remis en état dans les zones de rapatriement, offriront leurs services à plus de 77 000 personnes.
- L'UNICEF fournira de l'eau potable et des équipements de qualité satisfaisante pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène à plus de 150 000 personnes sur les sites où vivent les rapatriés et les déplacés.
- La qualité de l'éducation et son accessibilité seront accrues. L'éducation officielle sera rétablie grâce à la remise en état d'au moins 30 écoles endommagées ou détruites pendant le conflit, pour quelque 6 000 enfants. Un Programme d'enseignement accéléré appuiera la réinsertion et le maintien au sein du système officiel d'éducation de 100 000 enfants affectés par le conflit.
- L'UNICEF contribuera au rétablissement des services nationaux et structures communautaires de protection de l'enfance pour venir en aide à plus de 20 000 enfants très vulnérables dans le nord du Sri Lanka.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011³

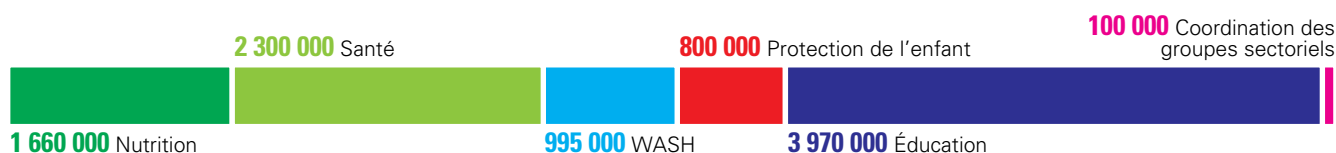
L'UNICEF demande 9 825 000 dollars É.-U.⁴ pour mener à bien ses activités prévues au Sri Lanka en 2011, soit la moitié de la somme demandée en 2010 en raison du changement rapide de situation. Un financement complet et rapide de la part des donateurs est essentiel pour assurer le bien-être des enfants et des femmes d'un pays éprouvé par une guerre civile de longue durée.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue pour le Sri Lanka en 2011, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2011 ou le site Internet du bureau de pays à www.unicef.org/srilanka.

1. Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, « 2010 UNHCR Country Operations Profile: Sri Lanka », Genève, <www.unhcr.org/pages/49e4878e6.html>, consulté le 7 décembre 2010.
2. Ibid.
3. Un Appel-éclair de six mois a été lancé le 18 janvier 2011 suite à de catastrophiques inondations et glissements de terrain. Les besoins de l'UNICEF de 9 903 600 dollars É.-U. s'ajoutent aux demandes faites dans le cadre de l'Action humanitaire pour les enfants.
4. Ces demandes de financement font partie du Plan commun d'assistance pour la Province du nord en 2011, lancé dans le pays le 1er février 2011.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **9 825 000**



LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

En 2010, l'UNICEF estimait que 20 082 000 dollars É.-U. étaient nécessaires pour financer son action humanitaire au Sri Lanka. Au mois d'octobre 2010, un total de 10 781 415 dollars É.-U. ont été reçus, soit 54 %. Avec un tel niveau des fonds en provenance des donateurs, l'UNICEF a réalisé des progrès dans l'amélioration des perspectives pour les enfants et les femmes en permettant la construction et l'équipement d'indispensables établissements médicaux à Kilinochchi, Mullaitivu, Mannar et Vavuniya. L'UNICEF a assuré la fourniture de matériel anthropométrique, de lait thérapeutique et de divers suppléments nutritionnels et médicaux pour traiter environ 42 000 enfants, adolescents et femmes enceintes et allaitantes parmi les populations à risque. La distribution d'eau salubre à la population réinstallée a été assurée grâce au nettoyage et à l'amélioration de 3 582 puits, à la réparation de 91 forages et au percement de 27 forages pour 196 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays tandis que les systèmes d'élimination des déchets répondant aux normes d'hygiène ont été assurés par la remise en état ou la construction de 32 latrines, cela à l'attention de 160 personnes. Du matériel pour l'enseignement pour environ 75 000 rapatriés et enfants se trouvant dans des écoles d'accueil a été distribué dans la province du Nord. Une sensibilisation aux risques posés par les mines a touché environ 333 983 personnes dont 84 785 garçons et 92 580 filles.



UNICEF 2011 : ACTION HUMANITAIRE POUR LES ENFANTS

Europe centrale et orientale et Communauté d'Etats indépendants

Kirghizistan • Tadjikistan



LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

En 2010, l'UNICEF a estimé qu'il fallait 1 650 000 dollars É.-U. pour financer une réponse d'urgence dans la région de l'ECO/CEI. En octobre 2010, un total de 2 110 059 dollars É.-U. avaient été reçus. En 2010, le Bureau régional de l'UNICEF pour l'ECO/CEI a apporté son concours aux bureaux de pays dans leur réponse à un certain nombre de situations d'urgence, en particulier les séismes au Tadjikistan et en Turquie, et les inondations au Kazakhstan, au Monténégro, en République de Moldova et au Tadjikistan. Dans leur réponse, les bureaux de pays de l'UNICEF ont appuyé les autorités nationales et des partenaires pour effectuer des évaluations rapides et réaliser des opérations de secours. Au Kirghizistan, l'UNICEF a pu répondre rapidement aux besoins des femmes et des enfants déplacés en participant activement à l'équipe de pays en charge de l'action humanitaire. Dans ce cadre, l'organisation a été chef des groupes sectoriels (*clusters*) sur l'eau et l'assainissement, la protection de l'enfance et la violence sexiste, et elle a été co-chef de groupe sectoriel sur l'éducation avec Save the Children. Face à la flambée épidémique de polio au Tadjikistan, le bureau régional a assuré la coordination d'un gros effort de vaccination, en ayant pour objectif de parvenir à un taux de couverture de 99 % chez les enfants de moins de 15 ans.

Europe centrale et orientale et Communauté d'Etats indépendants (ECO/CEI)

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

La région de l'ECO/CEI est exposée à des catastrophes naturelles de divers types, allant des inondations aux tremblements de terre et aux avalanches. En outre, elle connaît, de temps à autre, des crises politiques. Dans de telles situations, les femmes et les enfants sont particulièrement vulnérables face à des déplacements, à des questions de protection et à de graves problèmes sanitaires. En 2010, la conjonction d'inondations et de séismes dans les montagnes du Pamir et dans le Tadjikistan méridional a entraîné des déplacements de familles, des destructions d'écoles et d'installations de santé publique et des pertes en vies humaines. Par ailleurs, on a fait état de 476 cas de polio dans le pays, dont environ 70 % d'enfants¹. Il s'agit de la première flambée épidémique depuis que la région européenne a été certifiée exempte de polio en 2002². Au printemps 2010, le renversement du Gouvernement kirghize a donné lieu à des violences qui se sont transformées en crise humanitaire régionale avec le déplacement de l'ordre de 400 000 personnes, alors que 75 000 autres, dont 30 000 enfants, cherchaient un refuge temporaire en Ouzbékistan³.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

En 2011, le Bureau régional de l'UNICEF pour l'ECO/CEI va accorder la priorité à la poursuite du renforcement des capacités relatives à la réponse aux situations d'urgence dans les équipes des bureaux de pays et des organisations partenaires. On va encore accroître les activités de réduction des risques, en accordant une attention particulière au secteur de l'éducation.

- Le Bureau régional pour l'ECO/CEI va étendre dans la région le système d'alerte rapide et de préparation préalable de l'organisation, en tant qu'outil essentiel pour la mise en place des procédures et des actions permettant de se préparer à une situation d'urgence.
- L'équipe régionale va coordonner, diriger et superviser le programme de réduction du risque de catastrophe dans le Caucase du sud et l'Asie centrale, qui est financé par le Programme de préparation aux désastres du Département d'aide humanitaire de la Commission européenne (DIPECHO). Ce programme comprend des actions de réduction du risque dans les secteurs de l'éducation et du développement de la petite enfance. Il concerne les pays suivants : l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan.
- Le bureau régional va développer et renforcer les moyens régionaux en personnel formé à répondre et à déployer des ressources rapidement, en situation d'urgence.

1. Initiative mondiale pour l'éradication de la polio, « Octobre/novembre 2010 : des faits et des chiffres », Organisation mondiale de la Santé, Genève, 9 novembre 2010, <www.polioeradication.org/Mediaram/Monthlysituationreports.aspx>, consulté le 1er décembre 2010.
2. Organisation mondiale de la Santé, « La polio en Asie centrale et dans la Région fédérale du Nord-Caucase de la Fédération de Russie », OMS, 13 novembre 2010, <www.who.int/csr/don/2010_11_13/en/index.html>, consulté le 30 novembre 2010.
3. Appel-éclair élargi et révisé pour le Kirghizistan, juin 2010 – Juin 2011, juin 2010, p. 12.



BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

L'UNICEF demande, en 2011, 900 000 dollars É.-U. pour son soutien régional à l'action humanitaire en Europe centrale et orientale et dans la Communauté d'États indépendants, afin de renforcer sa capacité d'intervention et sa réaction aux différents types de catastrophe susceptibles de rendre vulnérables les femmes et les enfants face à un déplacement, à des questions de protection et à des problèmes sanitaires graves.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue en Europe centrale et orientale et dans la Communauté d'États indépendants, veuillez consulter le site Internet www.unicef.org/french/hac2011 et le site régional www.unicef.org/ceecis.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **900 000**

300 000 Préparation aux situations d'urgence et planification des interventions

400 000 Réduction des risques de catastrophe

200 000 Renforts disponibles de la DRH au niveau régional

Kirghizistan

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

À l'été 2010, le Kirghizistan, le deuxième pays d'Asie centrale en termes de pauvreté, a été fortement perturbé par un conflit ethnique et par le déplacement des personnes abandonnant leur logement qu'il a entraîné¹. La fragilité du gouvernement provisoire a accru, chez les habitants de la partie méridionale du pays, un sentiment de violences imminentes et de tension. La population est confrontée à la sous-nutrition et à des maladies diarrhéiques causées par un mauvais assainissement, résultant lui-même des déplacements de population et allant de pair avec la pénurie énergétique actuelle, l'insécurité alimentaire et la pauvreté, tout cela dans un contexte de crise politique. À présent, dans le pays, 36 % des enfants vivent et grandissent dans la pauvreté, et 7 % vivent dans l'extrême pauvreté². Pendant l'hiver, l'absence de systèmes de chauffage satisfaisants dans les écoles et les logements contribue à l'accroissement du nombre d'infections respiratoires aiguës et de pneumonies chez les enfants.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

En 2011, l'UNICEF va poursuivre son travail avec le Gouvernement du Kirghizistan, d'autres institutions des Nations Unies et des ONG afin de prolonger l'impact des interventions d'urgence et d'améliorer les mécanismes de préparation aux urgences. Une partie de ce travail consiste à prendre la tête des groupes sectoriels (*clusters*) de l'eau, assainissement et hygiène (WASH) et de l'éducation, ainsi que des sous-groupes sectoriels de la nutrition, de la protection de l'enfance et de la violence sexiste. Ces efforts sont conçus pour améliorer le bien-être de plus de 1,3 million de femmes et d'enfants.

- Pour compenser les carences en nutriments, 81 000 enfants (âgés de 6 à 24 mois) vont recevoir des suppléments en micronutriments essentiels, avec une couverture de 90 % dans les provinces d'Osh et de Djalal-Abad.
- Pour abaisser les taux élevés de maladie diarrhéique et d'infection respiratoire aiguë, un personnel médical de 2 500 personnes va être formé à la prévention, à la prise en charge et au traitement dans ces domaines.
- Pour s'attaquer aux besoins urgents d'eau potable et d'assainissement, 70 000 étudiants d'Osh et de la province de Djalal-Abad vont bénéficier d'installations sanitaires améliorées dans leurs établissements.
- Quelque 91 000 écoliers vont profiter d'un espace d'apprentissage sûr et d'une éducation favorisant la consolidation de la paix, grâce à l'initiative « Bienvenue à l'école ».
- Environ 15 000 enfants et adolescents vont bénéficier d'une protection et d'un soutien psychosocial dans 36 centres « amis des enfants ».

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

Pour bien progresser dans la stabilisation du bien-être des femmes et des enfants du Kirghizistan, notamment en ce qui concerne leur situation nutritionnelle, leur accès à de l'eau salubre, à l'éducation et à la protection, l'UNICEF a besoin de 6 996 000 dollars É.-U. dans le cadre des activités prévues.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue pour le Kirghizistan en 2011, veuillez consulter le site Internet www.unicef.org/french/hac2011 et/ou le site Internet du bureau de pays www.unicef.org/kyrgyzstan.

1. Programme des Nations Unies pour le développement, *Rapport 2010 sur le développement humain – La vraie richesse des nations : les chemins du développement humain*, PNUD, New York, 2010, p. 145.
2. Chzhen, Yekaterina, 'La pauvreté infantile au Kirghizistan : analyse de l'enquête sur le budget des ménages – Rapport pour l'UNICEF', *Working Paper*, n°. EC 2410, Social Policy Research Unit, University of York, Heslington, Royaume-Uni, janvier 2010, p. 3.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **6 996 000**



LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

Grâce à l'Appel-éclair lancé en juin 2010 et aux fonds qu'il a permis de réunir, l'UNICEF a pu intervenir de manière significative en faveur du bien-être des femmes et des enfants affectés par les multiples situations d'urgence au Kirghizistan. Des approvisionnements d'urgence, dans les domaines sanitaires et nutritionnels, ont été fournis aux hôpitaux dans la ville d'Osh et dans la province de Djalal-Abad, ainsi que dans des dispensaires provisoires et des postes de santé de proximité, atteignant plus d'un million de personnes. L'UNICEF a distribué à 43 000 enfants des micronutriments en poudre « Sprinkles », un fortifiant nutritionnel à prendre chez soi, et de l'UNIMIX, un aliment spécial pour les enfants souffrant de sous-nutrition. Quelque 21 000 enfants ont reçu des informations et des kits pour lutter contre la diarrhée et des kits d'approvisionnement familial en eau ont été fournis à 40 000 enfants et à 10 000 femmes. Une initiative phare, « Bienvenue à l'école », a permis à 2 600 enfants dont les écoles avaient été détruites, de bénéficier d'espaces d'enseignement provisoires. Dans les communautés affectées, des services psychosociaux ont été dispensés, sur une base quotidienne, à plus de 6 000 enfants, dans quarante-cinq espaces conçus pour les enfants.



LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

En 2010, l'UNICEF a estimé que 6 200 000 dollars É.-U. étaient nécessaires au titre des activités humanitaires au Tadjikistan. En octobre 2010, seulement 200 000 dollars É.-U. au total, soit 3 % de l'objectif, avaient été reçus. Toutefois, l'UNICEF a été en mesure de mobiliser rapidement des ressources pour cette situation d'urgence imprévue et a apporté son appui à six tournées de vaccination nationale contre la polio et à une tournée sous-nationale. Environ 2 000 personnes affectées par les inondations dans le district de Kulob ont bénéficié d'une campagne pour l'hygiène en situation d'urgence, comprenant la distribution de comprimés de chlore; de l'ordre de 300 ménages (2 100 personnes) ont reçu des bidons, des kits d'hygiène, du savon et des comprimés de purification de l'eau. Dans 510 écoles des 20 districts les plus exposés aux catastrophes, plus de 1 000 enseignants ont été formés à la prise de mesures simples et efficaces visant à réduire les risques lors d'une catastrophe. En outre, environ 750 enfants et 560 adultes ont bénéficié d'un soutien psychosocial à la suite du séisme de Vanj.

Tadjikistan

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

En 2010, une série de situations d'urgence causées par des catastrophes naturelles et des épidémies ont affecté des milliers d'enfants et de femmes au Tadjikistan, le pays le plus pauvre d'Asie centrale¹. Un relief de montagnes imposantes et l'isolement géographique entravent l'acheminement de l'aide aux enfants les plus vulnérables. Un séisme en janvier dans le district de Vanj et des inondations dans celui de Kulob en avril ont détruit des écoles, des dispensaires, ainsi que des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, compromettant l'accès des femmes et des enfants aux services essentiels et fragilisant la situation sanitaire et nutritionnelle de près de 10 000 personnes. Une flambée de polio, la première qu'on ait connue dans le pays depuis 1997², a touché 458 personnes, dont près de 90 % sont des enfants de moins de 15 ans, et mis sérieusement à l'épreuve la capacité des systèmes de réponse du Tadjikistan³. Cette flambée a été contenue, mais elle s'était déjà propagée à plusieurs pays environnants. La crise économique mondiale, le prix élevé des produits alimentaires, la tension politique avec l'Ouzbékistan et la détérioration de la sécurité intérieure, en particulier dans la Vallée du Rasht, ont aggravé la détresse et les besoins humanitaires de la population du Tadjikistan.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

En 2011, l'UNICEF va poursuivre ses efforts, en collaboration avec le Gouvernement du Tadjikistan, d'autres institutions des Nations Unies et des ONG, en vue d'améliorer le bien-être de 3,1 millions d'enfants et celui de 1,7 million de femmes en âge de procréer. L'UNICEF, l'organisation chef de file du groupe sectoriel (*cluster*) chargé de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH) et co-chef de file du groupe sectoriel chargé de l'éducation avec Save the Children, prévoit d'obtenir les résultats suivants :

- Pour la protection des enfants contre le fléau de la polio, un vaccin oral contre la polio va être fourni pour deux tournées de vaccination. Ceci ira de pair avec des interventions de mobilisation sociale afin d'assurer un taux de couverture de 99 % contre la polio chez les 3 millions d'enfants de moins de 15 ans.
- Des suppléments de micronutriments vont contribuer à prévenir la détérioration de la situation nutritionnelle de 20 000 enfants souffrant de malnutrition et de mères courant un tel risque.
- Jusqu'à 30 000 ménages, affectés par les inondations, les séismes et les catastrophes dont l'homme est responsable, vont bénéficier de l'éducation à l'hygiène dans la situation d'urgence actuelle et d'une distribution de 100 000 bidons de 20 litres d'eau, de 270 trousseaux pour la purification de l'eau, de 300 000 kits d'hygiène et de 600 000 savonnettes, afin de permettre l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à une hygiène de base.
- Les enfants des zones affectées par une situation d'urgence vont pouvoir continuer leur scolarité là où des centres d'enseignement temporaires auront été installés : 1 500 écoliers vont recevoir des kits d'École en boîte, comprenant les principales fournitures scolaires. On va permettre d'accéder aux soins et aux services de base à 10 000 enfants de foyers et d'internats, au cas où une grave urgence d'ordre météorologique venait à se produire, et environ 10 000 enfants vont bénéficier d'un soutien psychosocial dans des espaces conçus pour les enfants mis en place dans des secteurs de réinstallation et dans des communautés.
- L'UNICEF, en coopération avec le Ministère de l'éducation et le Comité des situations d'urgence et de la défense civile du Gouvernement du Tadjikistan, va piloter un modèle de réduction du risque de catastrophe en milieu scolaire dans des écoles choisies en des zones exposées aux catastrophes. Ce modèle contribue au renforcement de la capacité de réduction du risque de catastrophe dans les écoles en formant des enseignants et les autorités locales correspondantes, en encourageant les activités de préparation aux situations d'urgence, en mobilisant les communautés et en fournissant des approvisionnements pour la préparation aux situations d'urgence et la réponse à de telles situations.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

Afin de faire des progrès significatifs dans la stabilisation du bien-être des femmes et des enfants dans les zones exposées aux catastrophes du Tadjikistan, l'UNICEF demande 5 540 000 dollars É.-U. pour 2011. Un financement immédiat et complet peut aider les enfants et les femmes du Tadjikistan à se rapprocher des objectifs de santé et stabilité.

Pour toute information supplémentaire sur l'action humanitaire prévue pour le Tadjikistan, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2011 et le site Internet du bureau de pays à l'adresse www.unicef.org/tajikistan.

1. Programme des Nations Unies pour le développement, *Rapport 2010 sur le développement humain – La vraie richesse des nations : les chemins du développement humain*, PNUD, New York, 2010, p. 145.
2. Organisation mondiale de la Santé, « La polio au Tadjikistan, première importation depuis que l'Europe a été certifiée indemne de polio », Alerte et action au niveau mondial de l'OMS, Genève, 23 avril 2010, <www.who.int/csr/don/2010_04_23/en/index.html>, consulté le 7 décembre 2010.
3. Organisation mondiale de la Santé, « La polio en Asie centrale et dans la région fédérale du Caucase du nord de la Fédération de Russie », Alerte et action au niveau mondial de l'OMS, Genève, 13 novembre 2010, <www.who.int/csr/don/2010_11_13/en/index.html>, consulté le 7 décembre 2010.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **5 540 000**





UNICEF 2011 : ACTION HUMANITAIRE POUR LES ENFANTS

Afrique de l'Est et australe

**Burundi • Érythrée • Éthiopie • Kenya • Madagascar •
Ouganda • Somalie • Zimbabwe**



LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

L'UNICEF estimait en 2010 que le financement de la coordination et de l'assistance technique fournie par le Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe nécessitait 4,5 millions de dollars É.-U. Au mois d'octobre 2010, aucune somme n'avait été reçue; cependant d'autres ressources ont pu être utilisées pour renforcer les capacités de préparation aux situations d'urgence et d'organisation des secours. L'Afrique du Sud, le Burundi, les Comores, l'Éthiopie, le Kenya, Madagascar, le Malawi, le Mozambique, l'Ouganda, le Rwanda, la Somalie, le Swaziland et le Zimbabwe font partie des pays qui ont bénéficié de ce soutien au renforcement des capacités. Pour combattre l'augmentation du nombre de cas de rougeole, l'équipe sanitaire régionale a contribué aux interventions contre les épidémies menées dans les 14 pays où elles ont éclaté fin 2009 et début 2010; en Afrique du Sud et au Zimbabwe, l'équipe sanitaire a soutenu les campagnes de vaccination de masse nationales. L'UNICEF a également organisé des ateliers de formation à la préparation aux situations d'urgence et à l'organisation des secours ainsi qu'à la réduction des risques en milieu scolaire au profit de plus de 1 200 intervenants de première ligne.

Afrique de l'Est et Afrique australe

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

Pendant la plus grande partie de la dernière décennie, des millions d'enfants et de femmes en Afrique de l'Est et en Afrique australe ont souffert des conséquences de la guerre, de l'instabilité politique, des sécheresses, des inondations, de l'insécurité alimentaire et de la maladie; l'année 2010 n'a pas fait exception. On estime que dans l'Est de l'Afrique, 17,4 millions de personnes¹ sont en situation d'insécurité alimentaire en dépit des améliorations qu'a connues la sécurité alimentaire à la suite de pluies favorables prolongées, particulièrement en Éthiopie et au Soudan². Des conditions météorologiques défavorables ont par contre causé au début 2010 de graves inondations et des glissements de terrain qui ont provoqué le déplacement temporaire de 48 000 personnes en Ouganda et plus de 55 000 au Kenya, en Namibie, au Rwanda et en Zambie³. Les inondations et un mauvais assainissement ont causé parmi ces populations déplacées des épidémies de choléra, de diarrhée aqueuse aiguë et de rougeole. Le conflit armé dans le Sud de la Somalie menace les enfants et les femmes et entrave la fourniture de services essentiels. À Madagascar et au Zimbabwe, l'instabilité politique, la détérioration des infrastructures et l'incapacité du secteur public à fournir des services sociaux de base ont entraîné une détérioration générale de la santé et du bien-être. Dans toute la région, des millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés et la majorité de ces pays connaissent une situation de crise chronique.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

Le Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe continuera en 2011 à travailler avec les institutions des Nations Unies, des ONG et d'autres partenaires afin de répondre aux besoins humanitaires dans la région. L'équipe régionale continuera à fournir une assistance technique dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH), de la santé et de la nutrition, de l'éducation et de la protection de l'enfant aux pays concernés. Cette action inclura le soutien aux pays qui ont adopté l'approche de groupe sectoriel (*cluster*), en mettant un accent particulier sur le respect des normes internationales.

- Afin de combattre les flambées de maladies qui peuvent être prévenues par la vaccination, le Bureau régional travaillera en collaboration avec ses partenaires dans le domaine de la vaccination et avec les Bureaux de pays afin d'apporter une assistance technique aux pays où un grand nombre d'enfants n'ont toujours pas été vaccinés.
- Les Bureaux de pays de l'UNICEF d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe recevront le soutien nécessaire pour assurer que les écoles amies des enfants soient rouvertes dans les meilleurs délais après une situation d'urgence, de façon à minimiser l'interruption de la scolarité des enfants, à fournir une éducation appropriée et de qualité et à offrir à tous les enfants un environnement protecteur.
- En prévision de la possible multiplication des besoins humanitaires, les Bureaux de pays d'Érythrée, d'Éthiopie, du Kenya et de l'Ouganda intègrent dans leurs plans de préparation aux urgences multirisques le prochain référendum sur la sécession au Soudan en se fondant sur les chiffres fournis par le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Au cas où la situation se détériorerait, l'UNICEF aurait besoin d'un financement supplémentaire pour répondre de manière adéquate aux besoins humanitaires et pour apporter son aide à l'action des quatre pays concernés.

1. Ce chiffre inclut la République démocratique du Congo.

2. Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, sous-bureau régional pour l'Afrique de l'Est, « Aperçu humanitaire – Humanitarian Snapshot » (Troisième trimestre), Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Genève, octobre 2010, p. 1.

3. Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, sous-bureau régional pour l'Afrique de l'Est, « Aperçu humanitaire – Humanitarian Snapshot » (Troisième trimestre), Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Genève, 30 avril 2010, p. 1.



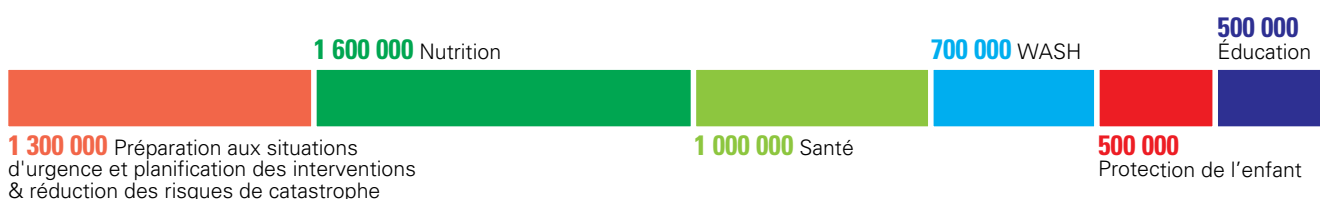
BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

L'UNICEF demande 5,6 millions de dollars É.-U. pour financer en 2011 son travail humanitaire dans la région, des besoins dont l'augmentation par rapport à 2010 se justifie par la nécessité de renforcer les capacités des Bureaux de pays dans le domaine des situations d'urgence et de l'organisation des secours pour tous les secteurs de programmes. Un financement supplémentaire sera nécessaire pour répondre à l'afflux de réfugiés au cas où la situation humanitaire du Soudan se détériorerait suite au référendum de janvier 2011.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe en 2011, veuillez consulter le site Internet www.unicef.org/french/hac2011 et le site du Bureau régional à www.unicef.org/esaro.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **5 600 000**





Burundi

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

À la fin 2010, le Burundi s'est trouvé dans une phase fragile de transition, entre une histoire récente de troubles politiques et sociaux et un avenir immédiat porteur de menaces de violences et de tensions renouvelées, comme en atteste l'augmentation d'incidents criminels, agressions à main armée, assassinats, attaques à la grenade et viols qui ont été enregistrés dans le pays¹. Le bien-être des enfants et des femmes est en jeu : ils doivent faire face à l'expatriation, au déplacement et aux risques de violences, au recrutement de mineurs dans les forces armées, à la perte d'accès à l'éducation, à la sous-nutrition et aux épidémies de maladies récurrentes que provoquent de tels bouleversements. La perspective de précipitations réduites en 2011 résultant du phénomène La Niña assombrit encore l'horizon de la population du Burundi.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

En 2011, l'UNICEF poursuivra son action de chef de file des groupes sectoriels (*clusters*) de l'éducation, la nutrition, l'eau et l'assainissement au Burundi ainsi que celui du sous-groupe sectoriel de protection de l'enfance. L'organisation collaborera avec le Gouvernement du Burundi, diverses institutions des Nations Unies et des ONG ainsi qu'avec des communautés d'accueil pour faire face aux besoins de plus de 175 000 personnes dont 15 000 femmes, 80 000 filles et 80 000 garçons.

- La portée et l'efficacité de l'aide et de l'appui nutritionnel seront élargies pour toucher 23 000 enfants atteints de malnutrition sévère aiguë. On renforcera les examens effectués au niveau local et le système d'orientation pour ce traitement dans 13 provinces prioritaires.
- Plus de 1,4 million d'enfants de moins d'un an recevront des comprimés vermifuges et des suppléments de vitamine A; 409 000 femmes enceintes recevront des comprimés vermifuges et bénéficieront de vaccination par anatoxine tétanique. Les ménages recevront 250 000 moustiquaires et 30 000 personnes obtiendront des kits contenant les médicaments et le matériel indispensables pour améliorer les habitudes en matière d'alimentation et de soins de santé.
- Les besoins en eau, assainissement et hygiène (WASH) seront satisfaits à des niveaux plus élevés. L'UNICEF construira 10 réseaux d'eau salubre dans des « villages de paix » (institué pour encourager la réconciliation entre les différents groupes ethniques) et les communautés environnantes, principalement les écoles et les centres de santé.
- Le soutien apporté à l'éducation se concentrera sur l'augmentation du niveau de préparation aux crises chez les élèves dans l'ensemble des 17 provinces.
- La protection de l'enfance se focalisera sur l'amélioration des conditions de vie de 5 000 enfants affectés par le recrutement dans les conflits armés; environ 90 % de la population en situation d'urgence recevra des informations sur la prévention du VIH, sa prise en charge et son traitement.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

L'UNICEF demande 5 223 000 dollars É.-U. pour poursuivre les opérations qu'il a prévues au Burundi. Un financement intégral implique un impact plus positif sur les vies de femmes et d'enfants qui ont déjà subi de substantielles épreuves.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue pour le Burundi en 2011, veuillez consulter le site Internet www.unicef.org/french/hac2011 et/ou le site Internet du bureau de pays www.unicef.org/burundi.

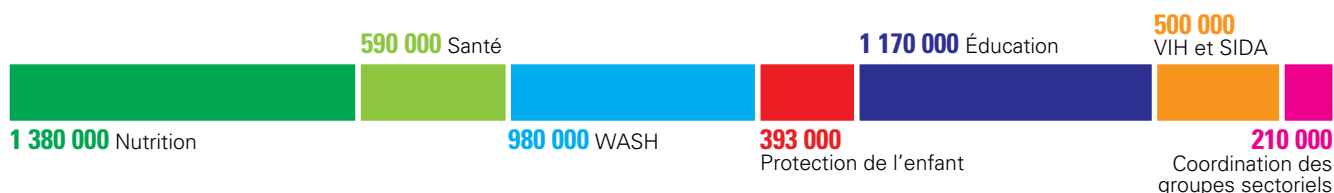
1. UNICEF Burundi Monthly Situation Report, 1er novembre 2010, p. 1.

LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

En 2010, l'UNICEF estimait qu'il lui fallait 6 546 599 dollars É.-U. pour financer son action humanitaire au Burundi. Au mois d'octobre 2010, 2 053 0689 dollars É.-U. au total avaient été reçus, soit 31 % de la demande révisée. Malgré ce déficit de financement, l'UNICEF a pu obtenir d'importants résultats pour les femmes et les enfants. Plus de 500 000 enfants âgés de 9 mois à 14 ans ont reçu des vaccins contre la rougeole; plus de 10 000 enfants atteints de malnutrition sévère aiguë et 21 000 atteints de malnutrition aiguë modérée ont été guéris. Trente-et-un systèmes d'assainissement ont été construits dans 10 écoles primaires. Environ 786 000 élèves ont pu maintenir une certaine continuité dans leur éducation grâce à des kits d'enseignement de base. Plus de 600 enfants qui avaient été associés à des groupes et des forces armées ont entamé le processus de réinsertion dans leurs communautés.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **5 223 000**





Érythrée

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

En Érythrée, les enfants et les femmes restent exposés à une sous-nutrition omniprésente qui limite la croissance physique et le développement des enfants. Ils sont aussi menacés par les mines terrestres qui émaillent une partie du territoire. Des prix à la consommation élevés, la sécheresse et les inondations contribuent à l'insécurité alimentaire et l'impasse politique actuelle avec l'Éthiopie, le pays voisin, entrave les efforts entrepris pour réduire la pauvreté, diminuer les risques de catastrophe et développer les capacités humaines. Il est essentiel de trouver un moyen d'opérer au milieu des restrictions gouvernementales afin d'apporter l'aide nécessaire au bien-être immédiat des gens les plus vulnérables du pays.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

En 2011, l'UNICEF continuera à collaborer avec le Gouvernement d'Érythrée, des institutions de l'ONU et les ONG partenaires pour répondre aux besoins d'environ 1,5 million de personnes, principalement des enfants enlisés dans la pauvreté, en proie à l'insécurité alimentaire et vulnérables aux catastrophes naturelles. La préoccupation principale de l'UNICEF sera d'assurer l'accès à la santé et à l'alimentation, à l'eau potable, à un assainissement et une hygiène satisfaisantes ainsi qu'à l'amélioration de la sensibilisation aux risques posés par les mines terrestres et à la protection de l'enfance.

- Environ 530 000 femmes enceintes et allaitantes et les enfants de moins de cinq ans bénéficieront d'une supplémentation en micronutriments et en vitamine A ainsi que de programmes d'alimentation thérapeutique.
- Parmi ces enfants, un million auront accès à des services de santé de meilleure qualité qui offriront un personnel mieux formé, du meilleur matériel et un système de prestation de médicaments plus efficace.
- Une source en eau salubre est l'un des moyens d'accès à la santé. Plus de 20 000 personnes de l'ensemble des six régions du pays disposeront d'eau potable et d'un meilleur assainissement grâce à des puits de forage neufs ou remis en état.
- Environ 15 000 enfants appartenant à la population nomade où déplacés à l'intérieur du pays pourront compter sur une éducation stable quand ils fréquenteront les espaces d'apprentissage « amis des enfants ».
- L'UNICEF veillera à ce que les enfants vulnérables appartenant aux communautés affectées par le conflit armé bénéficient d'une sensibilisation aux risques posés par les mines terrestres axée sur les enfants ainsi que d'une protection. Ce travail inclut la fourniture de trousseaux de premiers secours et la formation de bénévoles médicaux locaux.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

Pour mener à bien les opérations prévues en Érythrée, c'est à dire accomplir des progrès significatifs dans la stabilisation du bien-être des femmes et des enfants, particulièrement en ce qui concerne leur état nutritionnel, leur accès à de l'eau salubre ainsi qu'à l'éducation et à la protection, l'UNICEF demande 14 075 000 dollars É.-U.. Tout retard dans le financement complet des programmes compromettra encore plus la santé de la population vulnérable de l'Érythrée et son potentiel humain.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue pour l'Érythrée en 2011, veuillez consulter le site Internet www.unicef.org/french/hac2011.

LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

En 2010, l'UNICEF estimait que 24,8 millions de dollars É.-U. étaient nécessaires pour financer son action en Érythrée. Au mois d'octobre 2010, seulement 27% de cette somme avait été reçue. Malgré ce déficit, le financement des donateurs a permis à l'UNICEF et à ses partenaires de satisfaire les besoins humanitaires immédiats. Près de 6 000 enfants atteints de malnutrition sévère aiguë ont reçu les traitements indispensables et plus de 37 000 personnes ont pu disposer d'eau potable et de moyens d'assainissement. La sensibilisation aux risques posés par les mines terrestres a touché près de 200 000 personnes dont 150 000 enfants.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **14 075 000**





LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

L'examen à la mi-2010 a estimé que les fonds nécessaires pour mener à bien l'action humanitaire de l'UNICEF en Éthiopie s'élevaient à 68 660 000 dollars É.-U. En octobre 2010, un total de 22 973 851 dollars, soit 33 % de la demande révisée, a été reçu. Un montant supplémentaire de 21 326 000 dollars a également été reporté des fonds de l'année 2009. Parmi les réalisations principales de 2010, on note un accroissement de 44 % par rapport à 2009 du nombre de postes sanitaires locaux capables de soigner les enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère grâce à un traitement ambulatoire. Plus de 760 000 personnes touchées par les inondations ont eu accès à l'eau salubre grâce à un traitement à base de produits chimiques dans les foyers et des récipients pour l'eau potable, ou grâce à l'approvisionnement en eau par camions citernes; 67 000 enfants ont pu poursuivre leur éducation dans des espaces d'apprentissage temporaires.

Éthiopie

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

De nombreuses familles en Éthiopie ne connaissent que trop bien les situations d'urgence. Les inondations de 2010 ont touché près d'un million de personnes à travers plusieurs régions du pays¹. Des chocs périodiques, comme des sécheresses et des pluies diluviennes, créent une situation de crise immédiate qui aggrave les difficultés chroniques liées à des niveaux élevés de pauvreté, une agriculture pluviale, un manque d'eau potable, de mauvaises conditions d'hygiène et d'assainissement, et une mauvaise surveillance des maladies. Par conséquent, les femmes et les enfants, et notamment les femmes enceintes et les enfants souffrant d'une mauvaise nutrition, encourrent un risque plus élevé de maladie et de décès.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

En 2011, l'UNICEF travaillera avec le Gouvernement éthiopien, d'autres institutions des Nations Unies, des ONG et les communautés pour satisfaire aux besoins de plus de sept millions de personnes, dont six millions d'enfants vivant dans des zones vulnérables aux catastrophes naturelles et aux tensions politiques – notamment dans les régions Afar, Amhara, Gambela, Oromia, Somali, Tigré et la Région des nations, nationalités et peuples du sud (SNNP). L'UNICEF continue à diriger les groupes sectoriels (*clusters*) pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) et pour la nutrition, ainsi que le sous-groupe pour la protection de l'enfance; il co-préside également le groupe pour l'éducation. Depuis février 2004, l'UNICEF apporte son soutien à l'unité gouvernementale de coordination de nutrition d'urgence.

- Six millions d'enfants seront en meilleure santé après avoir bénéficié d'une série d'interventions essentielles à leur survie, notamment des dépistages nutritionnels et des sessions d'orientation (avec gestion de la malnutrition aiguë sévère pour 210 000 enfants), des suppléments de vitamine A et des comprimés vermifuges.
- 600 000 femmes enceintes et allaitantes recevront un dépistage nutritionnel; les femmes souffrant de malnutrition bénéficieront d'une alimentation complémentaire.
- De nombreuses communautés rurales et isolées n'ont pas facilement accès aux services de prévention et de soins essentiels. Les équipes sanitaires mobiles apporteront ces services à deux millions de personnes dans la région Somali, 90 000 personnes dans la région Afar et 302 000 personnes dans la zone du sud Omo de la région SNNP.
- Qu'il pleuve trop ou pas assez, ces deux situations menacent l'accès à l'eau salubre, l'hygiène et l'assainissement. L'UNICEF apportera son aide à 480 000 personnes dans les zones touchées par la sécheresse et les inondations afin de maintenir un accès à l'eau salubre.
- L'UNICEF assurera à 210 000 enfants vivant dans les zones touchées par les inondations et les conflits l'accès à des espaces d'apprentissage adaptés à leurs besoins, notamment dans les régions Afar, Amhara, Gambela, Oromia, Somali, SNNP et Tigré.
- Les enfants exposés sont particulièrement vulnérables lors de catastrophes naturelles ou autre type de perturbation grave. L'UNICEF s'assurera que les structures et les mécanismes de protection de l'enfance – y compris la prestation de services de protection sociale en faveur des enfants – sont en place afin d'éviter ou de répondre à une situation qui menace au moins 15 000 enfants vulnérables. L'UNICEF estime à 40 000 le nombre d'enfants vulnérables vivant dans les régions les plus durement touchées de Gambela et de Somali. De plus, les personnes ayant survécu aux violences sexuelles seront en mesure de profiter d'un réseau de services essentiels grâce à un système d'orientation plus solide.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

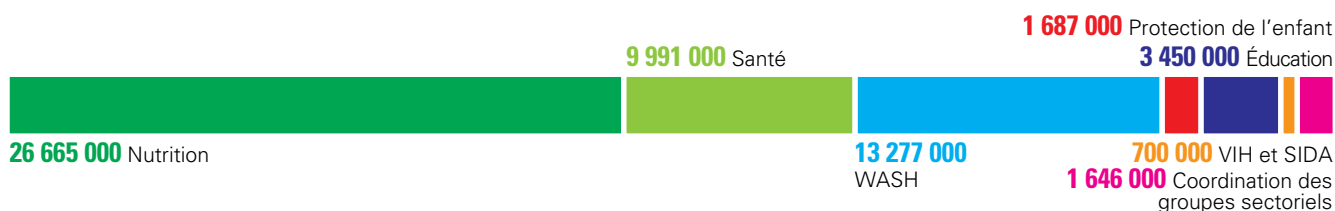
L'UNICEF demande 57 416 000 dollars É.-U. pour l'Éthiopie, soit près de 11 millions de dollars de moins qu'en 2010, ce qui s'explique par l'amélioration des récoltes de 2010 et l'intégration de la stratégie nutritionnelle d'urgence (Stratégie d'action renforcée) dans les programmes nutritionnels ordinaires au sein des zones qui ne sont pas exposées à l'insécurité alimentaire. Cependant, la situation précaire des femmes et des enfants dans les régions d'insécurité alimentaire chronique en Éthiopie signifie qu'il est impératif de disposer de la totalité du financement.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue pour l'Éthiopie en 2011, veuillez consulter le site Internet www.unicef.org/french/hac2011 ou le site Internet du Bureau de pays à www.unicef.org/ethiopia (en anglais).

1. Ministère de l'agriculture et du développement rural, Secteur de la gestion des risques de catastrophes et de la sécurité alimentaire, 'Plan d'intervention à la suite des inondations, République fédérale démocratique d'Éthiopie, Addis-Abeba, septembre 2010, p. 4.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **57 416 000**





Kenya

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

La situation humanitaire a connu en 2010 une certaine amélioration au Kenya mais ces progrès sont nuancés par la vulnérabilité chronique des populations affectées par les urgences. En dépit du volume satisfaisant des pluies récentes, les prix alimentaires élevés et l'impact persistant de la sécheresse de 2007 à 2009 ont atténué la reprise. Plus de 40 000 enfants souffrent d'une malnutrition aiguë sévère¹ et les grandes tendances de la météo prévues pour 2011 risquent d'amener une nouvelle période de sécheresse. L'afflux actuel des réfugiés somaliens, allant de pair avec un éventuel déplacement de population en provenance du Soudan, accroît les préoccupations concernant le bien-être des réfugiés et de la communauté d'accueil, et la vulnérabilité des enfants et des femmes.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

L'UNICEF, en collaboration avec le Gouvernement du Kenya, d'autres institutions des Nations Unies et des ONG, va se focaliser sur l'aide aux plus vulnérables dans les zones affectées du pays. L'UNICEF codirige les groupes sectoriels (*cluster*) chargés de la nutrition, de l'éducation, de la protection de l'enfant et des questions d'eau, assainissement et hygiène (WASH), avec le Ministère kényan concerné². L'UNICEF prévoit, pour 2011, d'atteindre 1,9 million de personnes vivant en situation d'urgence, dont environ 988 000 filles et 912 000 garçons

- Une couverture plus importante des interventions intégrées à fort impact en matière de nutrition – notamment la prise en charge de la malnutrition modérée et de la malnutrition aiguë sévère, l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, et l'apport de suppléments en micronutriments. Ces interventions, effectuées dans des dispensaires et au niveau communautaire, vont profiter à 250 000 enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition modérée, à 40 000 enfants de la même tranche d'âge souffrant d'une malnutrition aiguë sévère et à 55 000 femmes enceintes et allaitantes.
- Dans des districts sélectionnés, environ 85 % des enfants de moins de 5 ans vont être vaccinés contre la rougeole. Au moins 1,12 million d'enfants et de femmes enceintes et allaitantes vont bénéficier d'une vaccination, de services prévenant la transmission du VIH de la mère à l'enfant et de soins obstétricaux.
- De l'eau potable et des moyens d'assainissement vont être fournis à 1,6 million de personnes affectées par les catastrophes et les maladies.
- Environ 15 000 élèves du primaire de Dadaab, un camp de réfugiés accueillant essentiellement des réfugiés somaliens, vont obtenir un accès plus large à l'éducation. Grâce à la sensibilisation des parents à l'importance du développement de la petite enfance, 40 000 garçons et filles de plus vont avoir accès à l'éducation; 100 000 enfants vont recevoir un enseignement portant sur la sécurité en cas de catastrophe dans un environnement scolaire.
- Un cadre visant à la protection de l'enfant va être mis en place à Dadaab, les espaces conçus pour les enfants vont continuer à être soutenus, et on va permettre à des enfants vulnérables, dont le nombre pourra atteindre 150 000, de ne pas être séparés de leur famille en situation d'urgence; des enfants séparés de leur famille seront réunis avec des personnes qui les soignent et ils bénéficieront de services essentiels.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

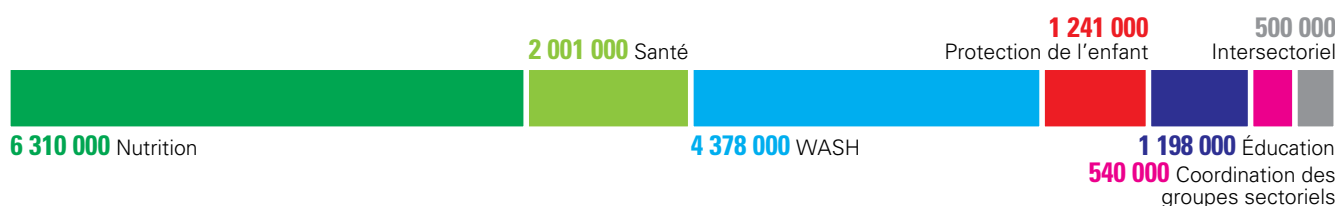
L'UNICEF demande 16 168 000 dollars É.-U. pour son action humanitaire au Kenya en 2011, alignant sa demande sur la Procédure d'appel global 2011. Ce montant est en diminution de près de 7 millions de dollars É.-U. par rapport à 2010 en raison de l'amélioration de la situation concernant la sécurité alimentaire. Toutefois, une poursuite du financement est nécessaire afin d'aider au rétablissement et de prévenir une détérioration.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 au Kenya et l'action humanitaire prévue en 2011, veuillez consulter le site Internet www.unicef.org/french/hac2011 ou le site Internet du bureau de pays à l'adresse www.unicef.org/kenya.

1. Bureau du Coordonnateur humanitaire des Nations Unies au Kenya, 'Mise à jour humanitaire sur le Kenya' (*Kenya Humanitarian Update*), vol. 65, Nations Unies, New York, 17 octobre–15 novembre 2010, p. 3.
2. UNICEF est co-chef du groupe sectoriel pour la nutrition avec le Ministère de la santé publique et de l'assainissement, pour l'éducation avec le Ministère de l'éducation; pour la protection de l'enfance avec le Ministère de l'égalité des sexes et de l'enfance; et pour l'Eau, l'assainissement et l'hygiène avec le Ministère de l'eau et de l'irrigation.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **16 168 000**



Madagascar

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

À Madagascar, l'extrême pauvreté, des catastrophes naturelles récurrentes et une crise politique ont créé une situation explosive. La suspension de la plupart de l'aide extérieure a entraîné la réduction de la capacité du gouvernement à répondre aux situations d'urgence. L'insécurité alimentaire est devenue une réalité quotidienne pour beaucoup. En fait, en l'absence d'une réponse immédiate au problème de l'insécurité alimentaire dans les régions méridionales d'Androy, Anosy et Atsimo Andrefana, il est très probable que l'état nutritionnel de 136 000 enfants à risque de moins de cinq ans se dégradera, ce qui exigera une intervention d'urgence dans les trois premiers mois de 2011¹. Il s'agira d'une année cruciale pour l'UNICEF dans ses efforts visant à l'amélioration du bien-être des femmes et des enfants de Madagascar.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

L'UNICEF, avec ses partenaires – dont le Gouvernement de Madagascar, diverses institutions de l'ONU et des ONG – concentrera ses moyens sur l'aide aux femmes et enfants vulnérables dans la région du sud, touchée par la sécheresse et l'insécurité alimentaire, et les régions menacées par les cyclones. Un aspect important de l'aide de l'UNICEF est la direction des groupes sectoriels (*clusters*) de l'éducation, de la nutrition, de l'eau, assainissement et hygiène (WASH) ainsi que de celui de la protection. L'UNICEF prévoit de toucher plus d'un million de femmes en âge d'avoir des enfants et environ 560 000 filles et 584 000 garçons de moins de 5 ans.

- Pour limiter les effets de l'insécurité alimentaire croissante dans le sud, l'UNICEF et ses partenaires soigneront près de 91 000 enfants âgés de 6 à 59 mois contre la malnutrition sévère aiguë grâce à un modèle de prise en charge au niveau de la communauté.
- Les enfants et les femmes auront accès à des soins de base préventifs et curatifs pour les maladies qui les touchent le plus grâce aux médicaments et fournitures indispensables dont seront dotés 150 dispensaires dans les zones sinistrées.
- Disposer d'eau propre est difficile mais essentiel dans un environnement sujet à la sécheresse, aux inondations et à l'incertitude politique. Quelque 1 520 000 personnes vulnérables, dans toute une série de situations différentes, auront accès à de l'eau salubre et des moyens d'assainissement convenables grâce à des produits de purification de l'eau à domicile, à une collecte convenablement organisée et à des récipients de stockage ainsi qu'à des points de distribution d'eau et à de meilleures latrines.
- Soucieux de faire bénéficier les enfants d'une scolarité continue, l'UNICEF et ses partenaires de groupe sectoriel construiront environ 400 centres scolaires pour 424 000 enfants dont les vies ont été bouleversées par les inondations et la sécheresse.
- Pour réduire les violences et les sévices contre les jeunes et leur donner plus d'autonomie dans les situations d'urgence, l'UNICEF renforcera les réseaux de protection de l'enfance dans les secteurs à risques élevés de Fenerive Est et de Morondava.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

L'UNICEF demande 19,2 millions de dollars É.-U. pour son action humanitaire à Madagascar en 2011, une augmentation de 40 % par rapport à la demande de 2010. La suspension par le Gouvernement du financement de l'achat des médicaments et des vaccins de base ainsi que celui du combustible pour les glacières à vaccins a entraîné une augmentation importante de la demande de fonds pour les opérations liées à la santé – un financement qui est nécessaire pour écarter une crise massive dans les services de santé dont dépendent des millions de personnes. Faute de financement pour ces opérations humanitaires capitales, le bien-être des femmes et des enfants de Madagascar sera mis au péril au point d'exiger une intervention d'urgence supplémentaire.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue pour Madagascar en 2011, veuillez consulter le site Internet www.unicef.org/french/hac2011.

1. Programme alimentaire mondial, Pronostic définitif 2010, (Evaluation finale 2010), Powerpoint.

LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

Selon la demande révisée de la mi-2010, l'UNICEF estimait que 11 113 565 dollars É.-U. étaient nécessaires pour financer son action humanitaire à Madagascar. Au mois d'octobre 2010, un total de 331 565 dollars É.-U. – 3 % – avait été reçu. Les fonds provenant de donateurs, complétés par l'utilisation de stocks prépositionnés et les ressources régulières ont permis à l'UNICEF d'obtenir les résultats suivants : plus de 1,4 million de personnes ont pu rester en bonne santé grâce aux médicaments de base fournis aux dispensaires. Environ 48 000 enfants âgés de 6 à 59 mois ont été examinés pour diagnostiquer la malnutrition sévère aiguë au moins deux fois pendant l'année. Dans la partie méridionale du pays, 8 000 enfants ont été diagnostiqués et soignés et, parmi eux, 1 506 ont été dirigés vers un hôpital de district. L'eau salubre, si importante pour prévenir les maladies, est devenue une réalité pour 50 000 personnes lorsque 170 points d'eau ont été désinfectés. Les enfants, dont la vie avait été bouleversée par le cyclone Hubert, ont pu recommencer leurs études quand 84 salles de classes endommagées dans 69 écoles ont été remises en état.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **19 200 000**



Ouganda

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

L'Ouganda est engagé dans un long processus de relèvement, après la grave crise humanitaire qui a touché toute la région du nord. L'élection présidentielle et le référendum qui auront lieu dans le pays et au Soudan début 2011 pourraient compromettre ces efforts car ils risquent, selon des estimations provisoires, de provoquer la fuite de 100 000 réfugiés supplémentaires vers l'Ouganda. On compte encore aujourd'hui dans le nord de l'Ouganda plus de 112 000¹ personnes déplacées, dont 28 000 enfants. Le changement climatique devrait aggraver la situation en entraînant des variations de plus en plus imprévisibles des précipitations qui provoqueront, à leur tour, des inondations ou des glissements de terrain et en accentuant les effets des sécheresses cycliques. Si la malnutrition aiguë sévère et le taux global de malnutrition aiguë sont en-dessous des niveaux d'urgence, la sous-nutrition demeure un problème chronique dans les régions du nord et du nord-est. Dans certains districts, la couverture en assainissement est nettement inférieure à la moyenne nationale.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

En raison du transfert des responsabilités de coordination sectorielle en 2010, le travail de l'UNICEF en Ouganda en 2011 portera sur la poursuite de la coordination des activités sectorielles via les agences déléguées responsables de la gestion de l'aide humanitaire. L'UNICEF compte collaborer étroitement avec le Gouvernement ougandais, d'autres institutions de l'ONU et de nombreuses organisations non gouvernementales pour répondre aux besoins humanitaires de près de 732 000 personnes, dont 183 000 enfants.

- L'UNICEF équippa et formera le personnel de 115 centres de soins pour lui permettre de diagnostiquer la malnutrition aiguë sévère et de traiter 13 000 enfants.
- Les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes qui vivent dans des camps de personnes déplacées, les zones de retour et les régions touchées par des situations d'urgence bénéficieront de services de santé préventifs et curatifs.
- L'UNICEF contribuera au développement à une plus grande échelle et à la mise en œuvre de la prise en charge communautaire des cas. Son action portera également sur la sécurité de l'approvisionnement en médicaments essentiels en vue de renforcer la résistance aux situations d'urgence des 732 000 femmes et enfants du groupe ciblé en 2011. L'UNICEF contribuera à la mise en place de campagnes nationales de vaccination en Ouganda, où 4 millions de personnes sont exposées au risque de méningite.
- 232 000 personnes vivant dans des zones touchées par la sécheresse ou les inondations, les épidémies de maladies d'origine hydrique et la population résiduelle vulnérable des anciens camps de personnes déplacées bénéficieront d'un meilleur accès à l'eau potable et à l'assainissement.
- Près de 780 000 étudiants (50 % de garçons et 50 % de filles) des régions du nord et du nord-est et des communautés de nouveaux réfugiés auront un meilleur accès aux environnements d'apprentissage sûrs qui sont essentiels à leur éducation et à leur bien-être.
- L'UNICEF contribuera à la protection et à la réintégration de plus de 250 000 enfants des populations déplacées au nord du pays qui sont retournées dans leur région d'origine. L'UNICEF permettra à ces enfants d'avoir accès aux services sociaux existants et luttera contre toutes les violences dont ils sont victimes.
- Le plan multirisque de préparation de l'UNICEF prend en compte les possibles répercussions du référendum qui aura lieu au Soudan, en se fondant sur les estimations développées dans le cadre de la planification régionale.
- Le renforcement de la capacité des partenaires nationaux en matière de préparation et de réponse à différentes situations d'urgence demeurera un élément important de l'action de l'UNICEF.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

Dans le cadre de la réduction de l'aide humanitaire et du développement des programmes de relèvement, l'UNICEF demande 10 millions de dollars É.-U. pour son action humanitaire en Ouganda en 2011, soit moins de la moitié du montant réclamé en 2010. Un financement intégral lui permettrait d'optimiser l'impact positif de ses efforts sur la vie des enfants et de leurs familles, à un moment où l'Ouganda aborde un tournant décisif de son histoire.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue pour l'Ouganda en 2011, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2011.

1. Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, 'UNHCR Operation in Uganda: Fact Sheet', UNHCR, Kampala, 19 novembre 2010, p. 1.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **10 000 000**



LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

L'UNICEF estimait en 2010 à 27 096 711 dollars les besoins de financement pour ses activités humanitaires en Ouganda. En octobre 2010, les fonds reçus s'élevaient à seulement 4 919 350 dollars É.-U. (soit 18 % du montant total). La portée des activités d'urgence de l'UNICEF s'en est trouvée réduite mais des résultats significatifs ont pu être obtenus. Près de 12 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère des régions du nord et du nord-est ont reçu un traitement. Au lendemain des glissements de terrain qui se sont produits dans l'est du pays, les efforts de UNICEF ont porté sur l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) pour les survivants, l'éducation et la mise en place d'espaces sécurisés pour les enfants. Quand des épidémies de choléra et d'hépatite E ont éclaté dans la région Karamoja, l'UNICEF a soutenu des interventions WASH et a contribué à la mobilisation des communautés en vue d'empêcher la propagation des maladies. L'UNICEF a également renforcé les capacités de protection et d'intervention d'urgence des comités de gestion des catastrophes au niveau des districts dans les régions du nord et du nord-est, en organisant des formations à la préparation et à la réponse aux situations d'urgence.



Somalie

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

La Somalie souffre depuis 20 ans d'un environnement socio-politique complexe, allant de pair avec une extrême pauvreté, l'insécurité alimentaire, un conflit et l'instabilité. Bien qu'il ait baissé de 25 % depuis 2009, essentiellement en raison des pluies 2010 supérieures à la moyenne, le nombre de personnes nécessitant encore une aide humanitaire serait de l'ordre de 2 millions de personnes – soit 27 % de la population totale, un chiffre ahurissant¹. Ils sont seulement 29 % à disposer de l'eau potable². Les femmes et les enfants somaliens pris dans les extrêmes difficultés du pays voient s'accroître le risque de maladie et de sous-nutrition, subissent une violation systématique de leurs droits et accèdent difficilement à ce qui est indispensable pour mener une vie saine : des soins de santé, une éducation, une alimentation appropriée et de l'eau potable.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

L'UNICEF, le plus important fournisseur de services dans des secteurs clés en Somalie, est chef de trois groupes sectoriels (*clusters*) : celui de la nutrition, celui de l'éducation et celui de l'eau, assainissement et hygiène (WASH). L'UNICEF, qui codirige également le sous-groupe pour la protection de l'enfance, va poursuivre ses efforts en 2011 avec le Gouvernement, des institutions des Nations Unies et les ONG partenaires afin de répondre aux besoins urgents des enfants et des femmes figurant parmi les 2 millions de personnes déplacées ou affectées d'une autre manière par le conflit.

- Au moins 54 600 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère et 22 000 femmes enceintes et allaitantes atteintes de malnutrition aiguë vont bénéficier d'un traitement.
- 250 centres de santé maternelle et infantile – atteignant 2,5 millions de femmes et d'enfants – vont disposer de suffisamment de médicaments indispensables, de vaccins, d'équipement de base et de formation, ainsi que de services sur le terrain pour des interventions permettant de sauver des vies.
- Environ 274 000 adultes et 224 000 enfants vont avoir accès à de l'eau salubre grâce à la réhabilitation et à la construction de systèmes d'alimentation en eau.
- Dans 200 écoles ou centres d'enseignement provisoires, créés pour atténuer les effets psychosociaux du conflit, 60 000 filles et garçons vont pouvoir jouer et s'instruire dans des manuels. Des tentes déjà utilisées et servant de centre d'enseignement provisoire vont laisser la place à des salles de classe construites de façon traditionnelle avec des murs de boue et des toits de plaques de tôle.
- Au moins 200 communautés vulnérables de la Zone Sud-Central (ou vivent quelque 180 000 enfants selon les estimations), ainsi que des communautés de déplacés dans le nord du pays vont être mobilisées pour empêcher la maltraitance et protéger les enfants dans les situations d'urgence.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

Afin de réaliser des progrès importants dans la stabilisation du bien-être des femmes et des enfants en Somalie, en particulier au niveau de leur situation nutritionnelle et sanitaire, de leur accès à l'eau potable, à l'éducation et à la protection, l'UNICEF demande 60 698 000 dollars É.-U. pour mener à bien les activités prévues. L'UNICEF a aligné sa demande sur la Procédure d'appel global 2011.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 en Somalie et l'action humanitaire prévue en 2011, veuillez consulter le site Internet www.unicef.org/french/hac2011 ou le site Internet du bureau de pays à l'adresse www.unicef.org/somalia.

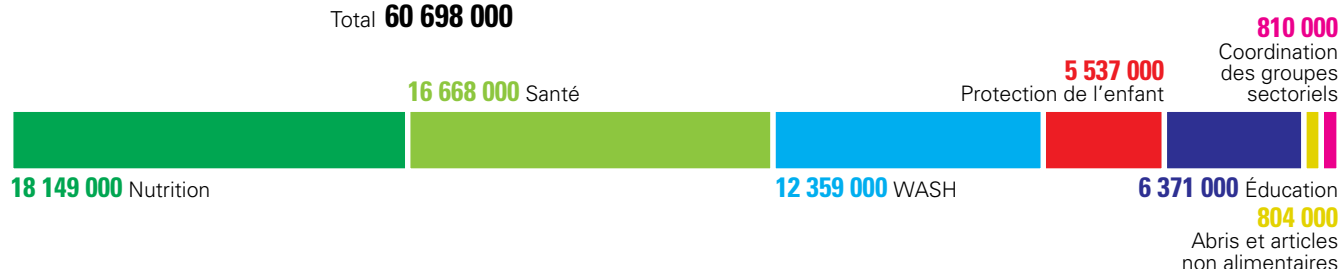
1. Unité d'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition - Somalie, 'Sécurité alimentaire après la campagne Gu 2010', FSNAU, Nairobi, 27 septembre 2010, <www.fsnau.org/in-focus/food-security-post-gu-2010>, consulté le 15 novembre 2010.
2. Enquête en grappes à indicateurs multiples (MICS), 2006.

LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

En 2010, l'UNICEF a estimé que 66 020 900 dollars É.-U. étaient nécessaires pour le financement de son action humanitaire en Somalie. En octobre 2010, 36 509 777 dollars É.-U. avaient été reçus, soit 55 % de la demande 2010. Cette année, en dépit d'un contexte difficile, l'UNICEF s'est efforcé d'apporter avec ses partenaires une réponse humanitaire coordonnée, afin de soulager les souffrances et de sauver des vies. Ce financement a permis à l'UNICEF d'obtenir un certain nombre de résultats, notamment : la fourniture à 1,5 million d'enfants de moins de 5 ans et à 1,3 million de femmes en âge d'avoir des enfants d'un ensemble de services pour la santé et la nutrition, nécessaires à la survie; l'accès à l'eau potable donné à 1,2 million de personnes se trouvant dans des zones affectées par une situation d'urgence; la scolarisation de plus de 92 000 enfants touchés par une situation d'urgence ou déplacés.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **60 698 000**



Zimbabwe

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

Les enfants et les femmes du Zimbabwe sont menacés. Les crises qui les touchent sont multiples et complexes : instabilité politique et économique, pauvreté abjecte, détérioration du secteur des services sociaux, épidémie de VIH qui a déferlé sur le pays, pluies irrégulières et insécurité alimentaire. Seulement 10% des enfants du pays reçoivent une alimentation nutritive, l'allaitement exclusif au sein représente seulement 6% et, par conséquent, la sous-nutrition touche 34% des enfants âgés de 6 à 59 mois¹. Un accès réduit à l'eau et à l'assainissement, particulièrement dans les zones rurales, a pour effet que 33% de l'ensemble des habitants du Zimbabwe doivent pratiquer la défécation à l'air libre². Les limitations dans les secteurs sociaux et de l'éducation perpétuent la violence, l'exploitation et la traite des enfants. L'aide humanitaire est entravée par une vulnérabilité institutionnalisée, les moyens réduits du pays et l'absence de dispositifs pour la protection de l'enfance.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

L'UNICEF, qui collabore avec le Gouvernement du Zimbabwe, des institutions de l'ONU et des partenaires de la société civile, continuera de répondre aux besoins des enfants et des femmes en 2011 grâce à l'aide humanitaire, des programmes de redressement et des activités de transition conçues pour renforcer les services sociaux de base. L'UNICEF, en tant que coresponsable du groupe sectoriel (*cluster*) chargé de la nutrition aux côtés du Gouvernement, coresponsable du groupe sectoriel de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH) aux côtés d'OXFAM, et coresponsable du groupe sectoriel de l'éducation aux côtés de Save the Children et du Gouvernement, espère toucher environ 6 612 000 personnes, particulièrement des mères et des nouveau-nés, des orphelins et divers enfants vulnérables, les enfants migrants et ceux qui sont affectés par le VIH et le SIDA.

- Jusqu'à 1 million de personnes, dont 100 000 femmes enceintes et leurs enfants, bénéficieront de soins pédiatriques intégrés contre le VIH et le SIDA dans le cadre des programmes de santé maternelle, de vaccination et de nutrition.
- Plus de 17 000 enfants, soit environ 70 % de ceux ayant besoin d'assistance, seront traités contre la malnutrition sévère aiguë.
- De l'eau salubre en quantités suffisantes deviendra une réalité pour 4 millions de personnes grâce à la distribution de produits chimiques de base pour le traitement de l'eau dans 20 emplacements en zones urbaines et grâce à la construction de puits de forage ainsi qu'à la remise en état de puits dans les centres urbains et les zones rurales où les besoins sont les plus grands.
- Pour appuyer la remise en fonctionnement du système éducatif, si indispensable au bien-être des enfants et aux fondements d'une société stable, l'UNICEF visera 2,8 millions d'élèves, 10 000 jeunes non scolarisés, 15 000 enseignants non qualifiés et 1 000 écoles en les dotant de matériaux d'enseignement, de programmes d'éducation alternative, d'une amélioration de la formation des enseignants en activité face aux situations d'urgence et d'eau, d'assainissement et d'hygiène dans les écoles. En outre, un réseau national d'organisations de la société civile sera mis sur pied pour améliorer la réduction des risques liés aux catastrophes.
- La protection et le bien-être de 25 000 garçons et filles rescapés de la violence seront améliorés grâce à une action destinée à assurer leur accès aux services légaux, de santé et d'aide de base.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

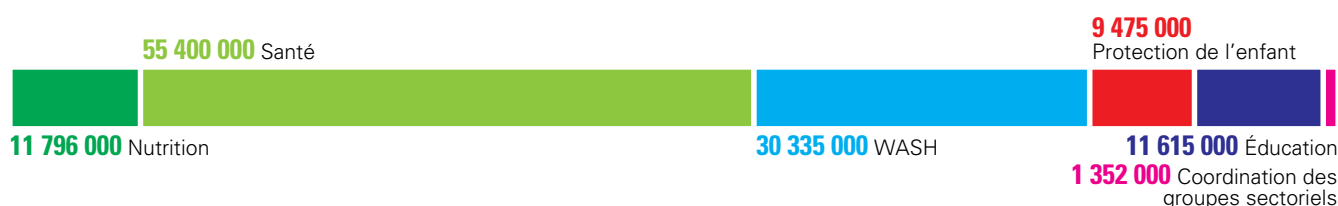
L'UNICEF demande 119 973 000 dollars É.-U. pour son action humanitaire au Zimbabwe en 2011. L'UNICEF a aligné cette demande sur les besoins de la Procédure d'appel global (CAP). Tout retard de financement met en danger le bien-être des femmes et des enfants vulnérables pendant un moment crucial de la transition du Zimbabwe à partir d'une situation de crise complexe vers un redressement politique et économique.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue pour le Zimbabwe en 2011, veuillez consulter le site Internet www.unicef.org/french/hac2011 ou le site Internet du bureau de pays à l'adresse www.unicef.org/zimbabwe.

1. Food and Nutrition Council, 'Zimbabwe National Nutrition Survey – 2010: Preliminary findings', Ministry of Health and Child Welfare, [Conseil pour l'alimentation et la nutrition, « Enquête nationale sur la nutrition au Zimbabwe – 2010 ; conclusions préliminaires », Ministère de la santé et de la protection de l'enfance] Harare, 2010, pp. 31, 47, 18.
2. Central Statistical Office, Zimbabwe, and United Nations Children's Fund, 'Multiple Indicator Monitoring Survey (MIMS) 2009: Preliminary report', CSO and UNICEF, [Bureau central de statistiques, Zimbabwe, et UNICEF, « Enquête à indicateurs multiples (MIMS) 2009 : rapport préliminaire », CSO et UNICEF] Harare, novembre 2009, p. 19.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **119 973 000**



LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

L'UNICEF estimait que 108 700 000 dollars É.-U. étaient nécessaires pour financer son action humanitaire au Zimbabwe d'après la demande révisée de la mi-2010. En octobre 2010, un total de 19 819 156 dollars É.-U. avait été reçu, soit 18 % de la demande de 2010. Ces fonds ont permis à l'UNICEF d'obtenir d'importants résultats pour les femmes et les enfants parmi lesquels : 375 000 mères et nouveau-nés ont bénéficié de fournitures de base pour les soins obstétricaux en situation d'urgence et pour un dépistage rapide du VIH; 13 200 enfants atteints de malnutrition sévère aiguë ont été soignés, en partie sur 229 nouveaux sites de traitement; le fléau du choléra a été repoussé lorsque 211 000 personnes de secteurs particulièrement menacés ont pu avoir accès à de l'eau salubre; 2,8 millions d'élèves des écoles primaires ont pu voir la qualité de l'éducation s'améliorer grâce à de meilleurs matériaux d'enseignement et d'apprentissage.



UNICEF 2011 : ACTION HUMANITAIRE POUR LES ENFANTS

Moyen-Orient et Afrique du Nord

**Djibouti • Iraq - Égypte - Jordanie – Liban et
République arabe syrienne • Soudan • Territoire
palestinien occupé • Yémen**



LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

En 2010, l'UNICEF estimait que 5 millions de dollars É.-U. étaient nécessaires pour son action humanitaire au Moyen-Orient et en Afrique du Nord dont 4 millions de dollars É.-U. pour l'aide liée à la sécheresse à Djibouti. Au mois d'octobre 2010, un total de 3 321 603 dollars É.-U., soit 66 % de l'objectif, avait été reçu. À Djibouti, l'UNICEF a pu apporter son aide à un grand nombre d'enfants ayant besoin de soutien nutritionnel, remettre en état des sources en eau potable et accroître la disponibilité de fournitures pour l'hygiène (*voir le chapitre sur Djibouti*). Pendant les crises liées aux conflits en Iraq, dans le Territoire palestinien occupé, au Soudan et au Yémen, le bureau régional a déployé du personnel d'urgence et de l'assistance technique. En outre, l'UNICEF a renforcé ses partenariats aux niveaux régional et mondial en collaborant étroitement avec le réseau régional inter-institutions pour la préparation et l'intervention en cas de catastrophe; les efforts déployés pour améliorer globalement le niveau de préparation aux catastrophes ont porté leurs fruits quand l'équipe régionale a ébauché une stratégie de réduction des risques axée sur l'éducation, l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

Moyen-Orient et Afrique du Nord

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord est marquée par l'instabilité à long terme de l'Iraq, du Territoire palestinien occupé, du Soudan et du Yémen. Le nombre de personnes déplacées dans la région est évalué à plusieurs millions et de nombreuses femmes et enfants ne disposent pas d'accès aux services indispensables et aux dispositifs de protection. Les catastrophes naturelles constituent également une préoccupation croissante car le changement climatique, associé à l'urbanisation galopante, à l'épuisement des ressources naturelles et à la dégradation de l'environnement, a pour conséquence un nombre de catastrophes de plus en plus fréquentes. Au cours des 19 dernières années, environ 10 millions de personnes de la région ont subi les effets de ces problèmes, qui ont causé pour environ 39 milliards¹ de dollars de dégâts, compromettant encore davantage la stabilité économique de millions de personnes vulnérables.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

Pour l'UNICEF, un objectif primordial pour 2011 dans la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord est de renforcer le niveau de préparation aux catastrophes en aidant les bureaux de pays grâce à l'assistance technique et à la mobilisation des ressources. Le bureau régional continuera à apporter une assistance technique aux pays utilisant le dispositif du groupe de coordination inter-institutions pour répondre aux engagements de l'UNICEF en tant que chef de file du groupe sectoriel (*cluster*) dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH); de la nutrition; de l'éducation; et de la protection de l'enfance.

- Dans la région, les situations d'urgence deviennent de plus en plus complexes et exigent que les activités de plaidoyer soient de plus en plus ciblées tout en appelant à plus de nuance. En 2011, l'équipe régionale continuera de renforcer ses liens avec les partenaires du secteur public et à se mobiliser pour une meilleure sensibilisation aux problèmes difficiles et aux effets des situations d'urgence sur les enfants.
- L'UNICEF mettra en place des capacités sous-régionales de secours, probablement situées en Jordanie et facilement accessibles par route, afin de couvrir les besoins immédiats en fournitures d'urgence pour 50 000 personnes en Iraq, en Jordanie, au Liban, dans le Territoire palestinien occupé et en République arabe syrienne.
- Le bureau régional fournira une assistance technique pour veiller à ce qu'au moins 80 % des bureaux de pays de l'UNICEF de la région disposent d'un niveau opérationnel de préparation aux catastrophes et de plans d'intervention.
- Dans l'anticipation d'une crise humanitaire potentielle au Soudan, les bureaux de pays continueront d'être appuyés dans leurs plans de préparation aux catastrophes y compris dans la préparation d'une intervention renforcée en faveur des enfants et des femmes à l'intérieur et à l'extérieur du Soudan.
- Des exercices pour la réduction des risques en cas de catastrophe seront intégrés aux politiques et aux programmes régionaux et nationaux d'éducation. Des stratégies destinées à parvenir à une plus grande sécurité et une meilleure résilience au niveau local seront enseignées dans les écoles et par le biais de campagnes publiques de sensibilisation.
- Le bureau régional épaulera le bureau de pays en Algérie dans ses efforts entrepris pour faire face aux vulnérabilités des réfugiés sahraouis qui vivent dans le Tindouf.

1. Base de données EM-DAT du Centre de recherches sur l'épidémiologie des catastrophes naturelles (CRED), centre collaborateur de l'OMS.



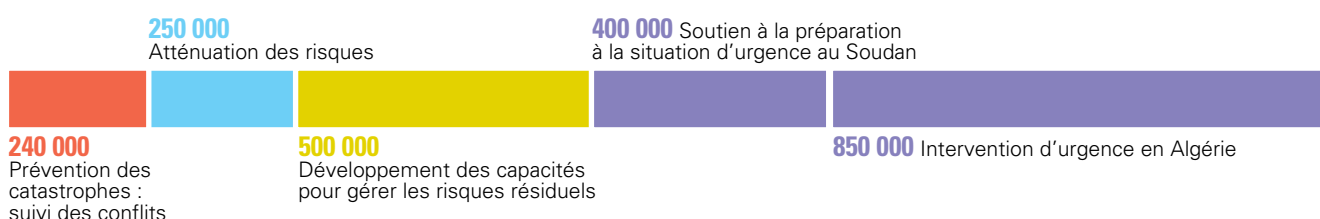
BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

L'UNICEF demande 2 240 000 millions de dollars É.-U. pour poursuivre son action d'anticipation des risques pour les femmes et les enfants de la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. L'organisation se consacrera aussi au renforcement des capacités, aussi bien régionales que locales, pour prévenir les crises affectant les enfants, s'y préparer et y répondre, en privilégiant Djibouti, l'Iraq, le Soudan, le Territoire palestinien occupé et le Yémen. Le financement pour les opérations de secours faisant suite à sécheresse à Djibouti, qui était l'an dernier inclus dans la demande pour la région, est maintenant couvert par une demande séparée d'*Action humanitaire pour les enfants*.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue pour le bureau régional du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord en 2011, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2011.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **2 240 000**





LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

Fin 2010, l'UNICEF est parvenu à des réalisations significatives dans le domaine de la nutrition, de la santé, de l'assainissement et de l'hygiène, ainsi qu'à des améliorations en matière d'éducation et de bien-être des enfants. Quelque 70 % des enfants souffrant d'une malnutrition aiguë sévère ont été accueillis dans les 20 centres d'alimentation thérapeutique et dans les 30 centres thérapeutiques communautaires du pays. Environ 75 % des familles des zones affectées ont pu s'approvisionner à des sources d'eau potable réhabilitées et bénéficier d'une plus grande quantité de produits d'hygiène. Les services sociaux ont aidé à la protection et au soutien de 700 orphelins et enfants vulnérables, qui ont tous reçu des vêtements. Sur ces 700 enfants, seulement 461 sont scolarisés; on leur a distribué des colis scolaires et ils ont accès à des tuteurs. Quarante-sept d'entre eux bénéficient d'une formation professionnelle. En outre, 195 enfants vivant dans les rues ont pu accéder à un environnement sûr, conçu pour les enfants et disposant d'un assainissement approprié.

Djibouti

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

À Djibouti, on ne peut prendre pour acquis ni l'eau ni la nourriture. Depuis septembre 2007, les pluies n'ont pas atteint la moitié de la moyenne normale¹ et la sécheresse a mis à l'épreuve les capacités de la population à se nourrir correctement. Alors même que les enfants et les femmes du pays affrontent des terres desséchées et le risque d'une sous-nutrition extrême, des réfugiés fuyant le conflit en Somalie voisine affluent dans le pays, exacerbant l'insuffisance des ressources et des moyens du gouvernement. À Djibouti, 120 000 personnes – soit 15 % de la population – sont déjà confrontées à un manque criant de nourriture, de soins de santé, de soutien nutritionnel, d'eau potable et d'installations sanitaires. Par rapport à l'an dernier, le nombre de demandeurs d'asile à Djibouti a augmenté de 20 %, atteignant environ 14 500 fin 2010².

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

L'UNICEF, en collaboration avec le Gouvernement de Djibouti, des ONG et des partenaires, va contribuer à l'amélioration du bien-être de 120 000 personnes affectées par la sécheresse et par d'autres épreuves, dont 5 000 femmes, 25 000 filles et 29 000 garçons, de la façon suivante :

- Le traitement de la sous-nutrition va être renforcé au sein de 40 dispensaires avec le passage à plus grande échelle de l'approche mobilisant la communauté, et un approvisionnement permanent en suppléments alimentaires va être organisé dans 10 dispensaires.
- Près de 25 000 enfants âgés de 6 à 59 mois seront en meilleure santé à l'avenir après avoir bénéficié des vaccins essentiels, et 15 000 enfants vont recevoir des comprimés vermifuges.
- 30 sources d'eau propre vont être réhabilitées et développées. Des campagnes en faveur de l'hygiène vont aider la population des régions du nord et de l'ouest à adopter des pratiques meilleures pour la santé.
- 10 000 orphelins et enfants vulnérables vont bénéficier d'un ensemble de services sociaux (scolarisation, transferts en espèces assortis de conditions pour la consommation alimentaire, formation professionnelle pour ceux qui abandonnent l'école); en outre, un centre d'accueil portes ouvertes va répondre aux besoins de 500 enfants des rues.
- Environ 42 000 adolescents vont être en mesure de mieux se protéger contre le VIH grâce à une information de base fournie par une mobilisation communautaire, un renforcement des capacités et une communication pour le développement.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

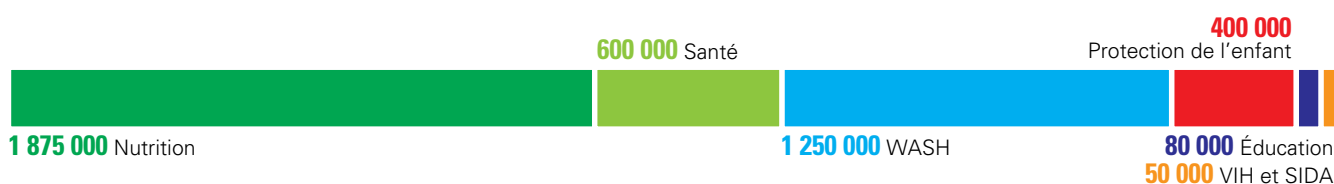
En 2010, le système des Nations Unies à Djibouti a lancé, suite à la sécheresse, un appel en vue d'obtenir 39 millions de dollars É.-U., pour la période allant d'octobre 2010 à octobre 2011. Cet appel tient compte de près de 4,8 millions de dollars É.-U. pour des interventions effectuées par l'UNICEF dans le domaine de la nutrition, et dans celui de l'eau, assainissement et hygiène (WASH)³. Dans cette même optique, l'UNICEF demande 4 255 000 dollars É.-U. pour son action humanitaire à Djibouti en 2011, afin de répondre aux besoins croissants de la population victime d'une sécheresse persistante, de l'insécurité alimentaire et des conflits dans les pays voisins. Faute de financement au titre des activités clés décrites ci-dessus, le déficit en matière d'alimentation, d'eau et de logement sûr va continuer à menacer le bien-être des enfants et des femmes de Djibouti.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue pour Djibouti en 2011, consulter le site www.unicef.org/french/hac2011 et/ou le site Internet du bureau de pays www.unicef.org/djibouti.

1. Nations Unies, 'Djibouti Drought Appeal' (Appel suite à la sécheresse à Djibouti), Bureau pour la coordination des affaires humanitaires, New York et Genève, 2010, p. 1.
2. Ibid.
3. Nations Unies, 'Djibouti Drought Appeal' (Appel suite à la sécheresse à Djibouti), Bureau pour la coordination des affaires humanitaires, New York et Genève, 2010, p. 4.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **4 255 000**





LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

L'UNICEF estimait en 2010 à 49 857 545 dollars É-U les besoins de financement pour ses activités humanitaires en Iraq et dans les pays voisins. Au mois d'octobre 2010, les fonds reçus s'élevaient au total à 7 220 298 dollars pour l'Iraq et à 10 158 315 dollars pour l'aide régionale en faveur des Iraquiens vulnérables déplacés en Égypte, en Jordanie, au Liban et en République arabe syrienne. Malgré l'insuffisance des fonds reçus, l'UNICEF a pu fournir 7 tonnes de lait thérapeutique F-100 et F-75 à plus de 2 000 enfants sous-alimentés en Iraq. Dans les provinces d'Anbar, Basrah, Missan et Thi-Qar, 43 000 enfants de moins de 5 ans et 17 000 femmes enceintes ont bénéficié d'un meilleur accès aux soins de santé primaires. Plus d'un million de personnes de 48 communautés différentes ont pu accéder plus facilement à l'eau potable et à l'assainissement. Des interventions d'urgence en matière d'éducation ont permis de venir directement en aide à quelque 286 700 étudiants (dont 38 % de filles) et 17 390 enseignants (dont 44 % de femmes). L'UNICEF a également formé 750 enseignants et 7 500 écoliers aux risques et à la prévention de la maltraitance.

L'Iraq et les Iraquiens vulnérables déplacés en Égypte, en Jordanie, au Liban et en République arabe syrienne

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

Les violences permanentes qui rythment le quotidien d'une grande partie de l'Iraq ont affaibli la gouvernance et mis le pays dans l'incapacité de satisfaire les besoins de nourriture, de protection et d'éducation de sa population. Les troubles politiques et économiques ont plongé dans une situation de grande vulnérabilité les femmes et les enfants, en butte à la pauvreté, la sous-nutrition, le manque d'eau potable et d'assainissement, l'insuffisance des ressources éducatives, les violences faites aux personnes et la maltraitance. Les Iraquiens doivent relever des défis liés aux menaces de sécheresse, aux infrastructures détruites et à une population importante de réfugiés et de personnes déplacées. Le nombre de personnes déplacées se chiffre en millions. Une grande partie s'est réfugiée dans les pays voisins et on estime à plus d'un million le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays depuis 2006, année où les violences ont atteint leur paroxysme. Les craintes et l'insécurité persistantes font obstacle au retour des personnes. Une aide soutenue et intensive est nécessaire pour assurer aux femmes et aux enfants iraquiens vulnérables des conditions de vie minimales et une protection fondamentale dans un contexte de guerre, de violence et de discorde politique, qu'ils soient en Iraq, en Jordanie, au Liban ou en République arabe syrienne.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

L'UNICEF exerce, comme chef de file du groupe sectoriel (*cluster*) pour l'éducation ainsi que pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) et comme chef de file adjoint du groupe sectoriel sur la santé et la nutrition dirigé par l'Organisation mondiale de la Santé et comme adjoint à la direction du groupe sectoriel de la protection piloté par l'UNHCR, de multiples responsabilités sectorielles en Iraq. En 2011, l'UNICEF continuera de travailler avec les gouvernements iraquien, égyptien, jordanien, libanais et syrien et de collaborer avec d'autres institutions de l'ONU et des ONG pour répondre aux besoins de 3,5 millions d'Iraquiens vulnérables.

- En Iraq, 140 000 enfants et femmes recevront des vitamines essentielles, des nutriments et bénéficieront d'interventions nutritionnelles pour lutter contre la malnutrition. Dans les 26 districts prioritaires, y compris ceux situés dans les zones marécageuses et touchées par la sécheresse, l'accent sera mis sur les enfants de moins de 5 ans.
- En Iraq, la formation du personnel médical et un accès élargi aux centres de santé publics permettront à 50 000 enfants et femmes d'avoir un meilleur accès aux soins de santé primaires. Des travaux de réparation et d'agrandissement dans trois maternités permettront d'accroître le taux d'accouchements dans des conditions de sécurité.
- 200 000 personnes issues des communautés vulnérables des 26 districts prioritaires auront accès à l'eau potable et à un meilleur assainissement.
- 300 000 enfants et jeunes recevront en Iraq un soutien éducatif via la création ou la réhabilitation des infrastructures éducatives et la mise en place d'un enseignement de la « deuxième chance » pour les enfants qui ont été privés d'une éducation de base à cause des conflits.
- Les services de prévention, de contrôle, de notification et d'intervention pour les cas de violation des droits de l'enfant dans les situations d'urgence seront renforcés. En Égypte, en Jordanie, au Liban et en République arabe syrienne, l'UNICEF poursuivra ses activités récréatives et ses interventions de sensibilisation auprès des groupes les plus marginalisés. L'UNICEF continuera également d'apporter un soutien psychologique aux enfants iraquiens et à renforcer les capacités des prestataires de service à répondre aux besoins sociaux élémentaires des enfants réfugiés iraquiens. Près de 100 000 personnes bénéficieront d'actions de sensibilisation concernant le VIH/SIDA et la prévention de la transmission de la mère à l'enfant.

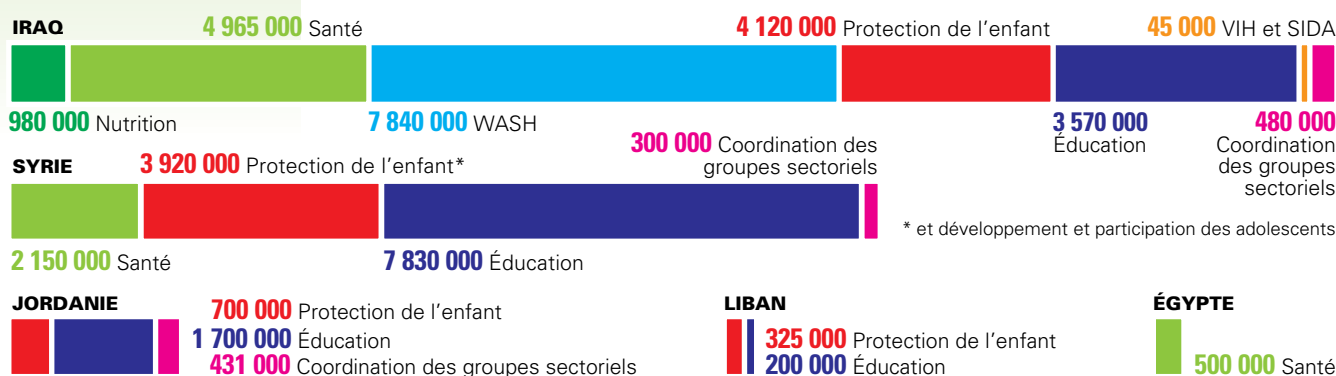
BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

L'UNICEF demande au total 40 056 000 dollars É-U pour son aide en faveur des Iraquiens vulnérables. Quelque 22 000 000 dollars seront utilisés pour mener à bien ses activités prévues en Iraq, 14 200 000, pour venir en aide aux femmes et aux enfants vulnérables déplacés en République arabe syrienne, 2 831 000 dollars pour ceux qui vivent en Jordanie, 525 000 dollars pour ceux qui sont au Liban et 500 000 dollars pour ceux qui se sont réfugiés en Égypte. Cette demande s'inscrit dans le cadre du Plan d'action régional en faveur des réfugiés iraquiens piloté par l'UNHCR.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue en 2011, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2011

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **40 056 000**





LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

En 2010, l'UNICEF estimait que 172 025 003 dollars É.-U. étaient nécessaires pour son action humanitaire au Soudan. Au mois d'octobre 2010, un total de 66 805 039 dollars É.-U. avait été reçu, soit 39 % de l'objectif. Ces fonds ont permis à l'UNICEF d'aider des millions d'enfants et de femmes de la façon suivante : plus de 9 millions d'enfants ont reçu des suppléments en vitamine A, plus de 6 millions ont reçu des vermifuges et environ 63 000 enfants ont été traités dans des centres d'alimentation thérapeutique. De l'eau chlorée a été fournie dans le nord du Soudan, 306 600 enfants ont pu accéder à une éducation de base et 1,6 million d'enfants et d'enseignants du sud du Soudan ont pu tirer parti de kits d'enseignement et de matériaux pédagogiques. Au Darfour et dans d'autres parties du nord du pays, des colis d'urgence, des articles non alimentaires et d'hébergement ont été livrés à 172 400 personnes récemment déplacées et touchées par les catastrophes naturelles; 1,25 million de déplacés ont reçu des colis contenant des bidons et des bâches en plastique pour la saison des pluies.

Soudan

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

Le Soudan abrite plus de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays que n'importe quelle autre nation au monde. On y compte près de 4,3 millions de déplacés, suite aux nombreuses années de conflit¹. Les inondations, la sous-nutrition, l'absence de moyens d'assainissement et un système éducatif mal adapté ainsi que les menaces directes posées par un conflit violent continuent d'être la réalité pour de nombreux Soudanais. Le spectre de la sécession du Sud-Soudan par la voie du référendum de janvier 2011 laisse craindre une augmentation spectaculaire des besoins et risque de compliquer encore l'acheminement de l'aide humanitaire. La volatilité de l'ambiance politique et l'insécurité qui règne déjà dans le pays entravent les opérations humanitaires tout comme le font les obstacles administratifs, ce qui rend les nombreuses populations à risque difficiles à atteindre, voire entièrement inaccessibles.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

En 2011, en tant que chef de file du groupe sectoriel pour la nutrition et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) et du sous-groupe pour la protection de l'enfance, l'UNICEF continuera à collaborer avec le Gouvernement du Soudan, diverses institutions de l'ONU et des ONG locales et internationales ainsi qu'avec les communautés d'accueil pour tenter de répondre aux besoins de plus de 12 millions d'enfants et d'environ 4 millions de femmes.

- Des soins de santé et une aide alimentaire seront apportés à 16,5 millions de personnes au nord du Soudan; dans le sud, 3,2 millions d'enfants de moins de 5 ans et 2 millions de femmes en âge d'avoir des enfants auront un meilleur accès à des soins de santé de base.
- L'objectif pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène pour 2011 sera la réduction de la morbidité et de la mortalité infantiles causées par des maladies liées à l'eau et au manque d'assainissement et d'hygiène; dans le sud, 327 000 personnes recevront de l'eau et différents services en matière d'assainissement et d'hygiène.
- Les enfants dont les vies ont été déstabilisées par des situations d'urgence recevront des services de protection dont ceux concernant la recherche des familles et la réunification; une prise en charge et une aide psychosociale provisoires seront assurées pour les enfants et leurs familles/communautés.
- Parmi les autres opérations de protection de l'enfance, l'UNICEF appuiera la libération, la réunification avec leur famille et la réintégration de 2 200 enfants qui étaient associés avec les groupes armés.
- Le Programme d'éducation en situation d'urgence de l'UNICEF servira plus de 350 000 enfants et 6 400 enseignants du nord du Soudan et aidera 1,3 million d'enfants touchés par les crises au sud du pays. On luttera contre la propagation du VIH au sein d'une population de 17 millions de personnes dans 10 Etats du nord grâce à une information préventive sur le VIH, des conseils et tests et grâce à la prévention de la transmission du virus de la mère à l'enfant par le biais d'une prophylaxie antirétrovirale.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

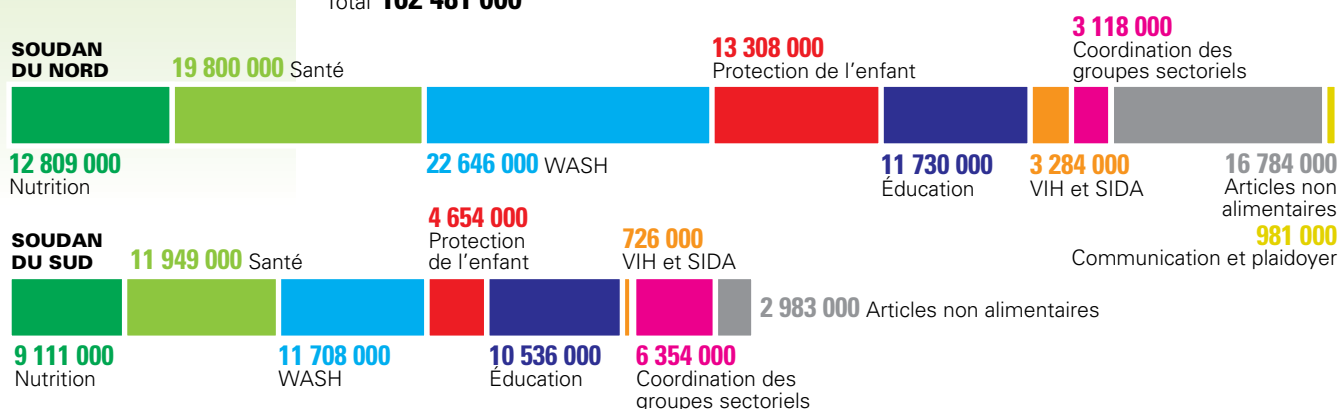
L'UNICEF demande 162 481 000 dollars É.-U. pour mener à bien les opérations qu'il a prévues au Soudan. Cette demande s'inscrit dans le cadre des demandes de l'UNICEF dans le prochain « Plan de travail des Nations Unies et de ses partenaires pour le Soudan 2011 ». Un financement complet et immédiat est nécessaire pour empêcher une plus grande détérioration de la situation des enfants et des femmes du Soudan.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue pour le Soudan en 2011, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2011 ou le site du bureau de pays www.unicef.org/sudan.

1. Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés « Appel global de l'UNHCR pour 2011 », UNHCR, Genève, 1er décembre 2010, p. 52.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **162 481 000**



Territoire palestinien occupé

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

Des vagues successives de violence provoquées par la longue occupation militaire israélienne ont aggravé les conditions de vie dans le Territoire palestinien occupé, ce qui a eu des conséquences psychologiques négatives sur la population, aggravé la pauvreté et créé des pénuries en matière de services essentiels comme les soins de santé, l'eau potable, l'assainissement et l'éducation. Alors que le blocus israélien à Gaza entre dans sa quatrième année, les quelque 1,5 million d'habitants – dont au moins la moitié sont des enfants – subissent de graves conséquences humanitaires. En Cisjordanie, l'immense barrière de séparation qui, lorsqu'elle sera achevée, aura plus de 700 kilomètres de long, entrave l'accès à la terre, à l'eau et à l'éducation pour des milliers d'enfants alors que les restrictions concernant le déplacement des habitants touchent l'ensemble de la population, soit 2,4 millions de personnes. Les conséquences douloureuses des violences liées à la colonisation et des déplacements forcés sont évidentes chez les Palestiniens, particulièrement chez les enfants.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

L'UNICEF dirige les groupes sectoriels (*clusters*) pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) ainsi que les groupes pour l'éducation, le sous-groupe pour la protection de l'enfance et le Groupe de surveillance et d'information sur les infractions graves commises contre les enfants en Israël et dans le Territoire palestinien occupé. L'UNICEF contribue aussi au travail des groupes sectoriels chargés de la santé, la sécurité alimentaire et la nutrition. De concert avec le gouvernement, diverses institutions de l'ONU et ONG, l'UNICEF prévoit d'utiliser les fonds obtenus pour 2011 pour améliorer la vie de 1,5 million d'enfants et de femmes.

- Quelque 311 000 mères bénéficieront de séances de soutien psychologique et d'une meilleure sensibilisation à l'allaitement exclusif au sein et à une supplémentation en micronutriments adéquate afin de réduire les risques de carences nutritionnelles parmi les nourrissons et les femmes enceintes.
- Les hôpitaux et les centres de soins de santé de base seront dotés de matériel médical indispensable et les familles bénéficieront d'interventions immédiates et de meilleures informations sur la façon d'élever des enfants dans des situations de crise.
- Quelque 207 000 personnes (dont 144 000 enfants) auront accès à l'eau potable et à des moyens d'assainissement grâce à cinq nouveaux centres de dessalement de l'eau et aux réparations d'urgence effectuées sur les réseaux d'adduction d'eau et d'égouts. L'UNICEF distribuera de l'eau à 80 écoles primaires et remettra en état les installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène dans 55 écoles.
- Environ 210 000 enfants auront un meilleur accès à l'éducation de base lorsque l'UNICEF apportera son aide pour les transports, les fournitures et le matériel pédagogique pour les écoles touchées et appuiera les programmes de rattrapage et de loisirs. L'accès à un enseignement de type alternatif sera assuré pour 13 500 enfants de 10 à 18 ans qui risquent d'abandonner leurs études.
- Pour réduire les effets des violences et du conflit armé sur les enfants, 310 000 jeunes enfants et 20 500 enfants plus âgés, de 10 à 18 ans, recevront une protection et une aide psychosociale et 95 000 personnes s'occupant d'enfants et autres bénévoles seront mobilisés par les réseaux de protection de l'enfance.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

L'UNICEF demande 18 759 000 dollars É.-U. pour son action humanitaire afin de réaliser les objectifs mentionnés ci-dessus. L'UNICEF a aligné sa demande sur les besoins de la Procédure d'appel global de 2011 (CAP) avec des sommes supplémentaires demandées dans le domaine de la santé pour couvrir les besoins urgents.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue pour le Territoire palestinien occupé en 2011, veuillez consulter le site Internet www.unicef.org/french/hac2011 ou le site Internet du bureau de pays à l'adresse www.unicef.org/oPt.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **18 759 000**



LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

En 2010, l'UNICEF estimait que 24 247 910 dollars É.-U. étaient nécessaires pour financer son action humanitaire dans le Territoire palestinien occupé. En octobre 2010, un montant total de 9 794 657 dollars avait été reçu, soit 40 % de l'objectif. L'UNICEF a utilisé ces fonds pour améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour quelque 131 000 personnes dont 101 000 enfants. Les services de protection et d'aide psychosociale ont permis de renforcer les mécanismes de défense de plus de 70 000 enfants et 36 000 personnes s'occupant d'enfants à Gaza; le soutien psychologique, individuel ou collectif, a profité à 5 000 autres enfants et 1 800 personnes s'occupant d'enfants. En ce qui concerne les problèmes de santé, dont les carences en micronutriments, l'UNICEF a contribué à l'enseignement des méthodes d'alimentation des nourrissons à quelque 7 500 mères et assuré la vaccination d'urgence contre la polio de 42 000 enfants. Des cours de rattrapage scolaire ont profité à environ 19 000 enfants dont l'éducation avait été perturbée ou interrompue et environ 35 000 adolescents ont participé à des activités d'enseignement et de loisirs parascolaires.



Yémen

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

La vie des femmes et des enfants au Yémen est sévèrement limitée par un mélange complexe de situations d'urgence extrême et de sous-développement chronique : l'insécurité dans le gouvernorat de Sa'ada, au nord du pays; des conflits dans le sud du pays; les déplacements qui en résultent; le manque d'eau et de nourriture; un nombre important de migrants et de réfugiés¹; la médiocre condition de la femme; et des inondations. En parallèle, l'accès aux services permettant de réduire l'impact de ces conditions (des services comme les soins de santé, l'eau potable et l'assainissement, l'éducation et la protection, et un espace vital humanitaire pour que les intervenants extérieurs puissent répondre aux besoins les plus urgents) est extrêmement limité. Des centaines de milliers de personnes déplacées, dont 70 % sont des femmes et des enfants², ont besoin d'assistance. Les communautés qui les accueillent ont également besoin de soutien. Cette situation d'urgence prolongée au Yémen a sérieusement mis à l'épreuve les mécanismes de survie de toutes les personnes touchées.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

En 2011, l'UNICEF continuera de travailler avec le Gouvernement yéménite, d'autres institutions des Nations Unies, des ONG locales et internationales ainsi que les communautés d'accueil afin de satisfaire les besoins de près de 1,2 million de femmes et d'enfants touchés par les conflits, notamment les populations déplacées dans les gouvernorats du nord et du sud, et les personnes pouvant être affectées par d'autres situations d'urgence. L'organisation dirige les groupes sectoriels (*clusters*) pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), pour la nutrition et pour l'éducation au Yémen, ainsi que le sous-groupe sectoriel pour la protection de l'enfance.

- Les enfants qui vivent dans des campements pour déplacés sont plus vulnérables à la sous-nutrition. Quelque 80 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère recevront les soins indispensables.
- L'accès à de meilleurs services de santé permet de réduire le nombre de décès et de maladies infantiles. Dans ce but, au moins 60 000 enfants de moins de cinq ans à Sa'ada bénéficieront d'une série complète de vaccins.
- L'eau salubre contribue à la santé individuelle et communautaire. Au moins 120 000 personnes vulnérables bénéficieront d'une ou plusieurs des composantes humanitaires WASH : accès à l'eau salubre, assainissement et promotion de l'hygiène. Par exemple, 8 000 enfants bénéficieront des améliorations apportées aux centres WASH dans 20 écoles à Sa'ada et Hajjah.
- Environ 200 000 enfants affectés par l'instabilité à travers le pays seront en mesure de reprendre une vie normale en se rendant dans des espaces d'apprentissage adaptés à leurs besoins afin de recevoir un enseignement de qualité.
- 1 600 enfants ayant été victimes de violences, de recrutement, de détention, de séparation ou de trafic, recevront une aide psychosociale, médicale et judiciaire, et seront réintégrés dans leurs communautés.
- L'UNICEF continue à s'occuper du sous-développement chronique présent dans le pays, notamment la sous-nutrition chronique, par des interventions à moyen et long terme à travers ses programmes ordinaires.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

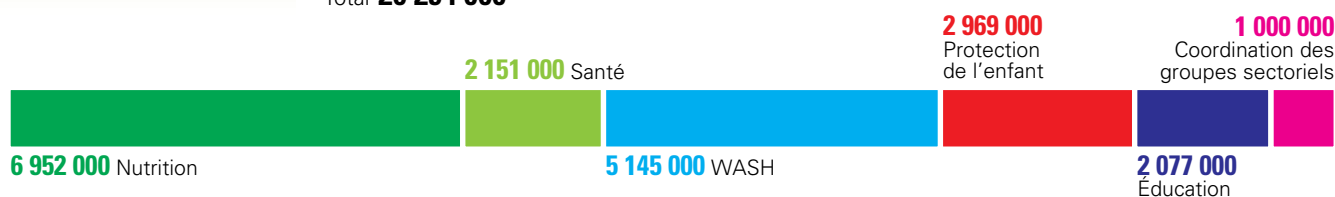
Dans ces situations d'urgence prolongées, il est essentiel de stabiliser la situation des femmes et des enfants au Yémen, et particulièrement leur statut nutritionnel, leur accès à l'eau potable et leur capacité à obtenir une éducation et une protection. L'UNICEF demande 20 294 000 dollars É.-U. pour mener à bien les activités prévues (approximativement le même montant que l'année précédente). L'UNICEF a aligné sa demande sur les besoins énoncés par la Procédure d'appel global (CAP) de 2011.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue pour 2011 au Yémen, veuillez consulter le site Internet www.unicef.org/french/hac2011.

1. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, 'Feuille de faits sur le Yémen', UNHCR, Genève, septembre 2010, p. 1.
2. Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Rapport annuel 2009 de l'UNICEF au Yémen, UNICEF, Sana'a, Yémen, décembre 2009, p. 7.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **20 294 000**



LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

Lors de l'examen mené à la mi-2010, l'UNICEF a estimé que les fonds nécessaires pour l'action humanitaire de l'UNICEF au Yémen s'élevaient à 9 669 689 dollars É.-U. En octobre 2010, un total de 6 343 774 dollars a été reçu, soit 66 % du montant demandé. Ce financement a permis à l'UNICEF d'améliorer les perspectives futures des enfants yéménites, comme le démontrent les résultats clés suivants : plus de 11 000 enfants ont été soignés pour sous-nutrition dans 32 centres de traitement ambulatoires, plus de 46 000 déplacés internes (adultes et enfants) dans les gouvernorats du nord et 5 000 personnes provenant des communautés d'accueil ont pu avoir accès à de l'eau potable, 125 000 enfants dans les gouvernorats touchés par les conflits ont eu accès à l'éducation; et 3 500 enfants vulnérables ont reçu une assistance psychosociale afin de surmonter les traumatismes liés aux conflits et aux déplacements.



UNICEF 2011 : ACTION HUMANITAIRE POUR LES ENFANTS

Amérique latine et Caraïbes

Colombie • Guatemala • Haïti



LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

En 2010, l'UNICEF a estimé que les fonds nécessaires pour son action humanitaire en Amérique latine et dans les Caraïbes s'élevaient à 1,8 million de dollars É.-U. Début octobre 2010, aucun financement n'avait été reçu. Le bureau régional, cependant, a pu utiliser les fonds de DIPECHO (Préparation aux catastrophes de l'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne – ECHO) qui ont été reportés de l'année 2009, ainsi que des ressources provenant du Gouvernement néerlandais et de fonds thématiques d'urgence de l'UNICEF, et ce dans le but de réagir rapidement et efficacement lors du tremblement de terre en Haïti. L'UNICEF, en coopération avec ses partenaires², a collecté des approvisionnements de son entrepôt central au Panama, déployé des ressources humaines spécialisées pour aider à répondre à la catastrophe, a fourni des conseils techniques, et a apporté un soutien de plaidoyer d'urgence lors des premières phases de l'intervention. Au cours de l'année, l'équipe régionale a continué à aider les bureaux de pays confrontés à des situations d'urgence (notamment la Barbade, le Belize, le Chili, la Colombie, la République dominicaine, le Guatemala et l'État plurinational de Bolivie) en organisant une formation « alerte rapide, action rapide » dans 11 pays et en dirigeant 17 ateliers de renforcement des capacités pour la prévention des catastrophes dans le secteur éducatif.

Amérique latine et Caraïbes

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

La région Amérique latine et Caraïbes est régulièrement frappée par des catastrophes naturelles de grande envergure : ouragans intenses, pluies torrentielles, inondations subites suivies de périodes de sécheresse prolongées, activité volcanique intense et tremblements de terre dévastateurs. La perte répétée des moyens de subsistance a plongé les populations les plus vulnérables dans une insécurité chronique. En parallèle, les déplacements causés par ces catastrophes aggravent davantage les problèmes importants de la région, tels que les risques de sévices et de violence sexuelle et sexiste, la transmission du VIH, l'exploitation et la traite de personnes. Des périodes de sécheresse dévastatrices entraînent de graves pénuries d'eau dans la région du Gran Chaco en Amérique du Sud, du Paraguay à l'État plurinational de Bolivie et provoquent une crise alimentaire et nutritionnelle dans les « corridors secs » d'Amérique centrale, du Guatemala au Honduras et au Nicaragua.

Actuellement, près de 24 % des enfants de moins de 5 ans dans toute l'Amérique latine et les Caraïbes souffrent de retard de croissance en raison d'une mauvaise nutrition¹. Le manque de préparation face aux crises et l'insuffisance des interventions augmentent les risques encourus par les femmes et les enfants, déjà extrêmement vulnérables. Du fait de l'écart important entre les riches et les pauvres dans cette région, les défis majeurs pour répondre aux catastrophes consistent à subvenir aux besoins des plus pauvres et travailler avec les structures nationales pour parvenir à une plus grande efficacité dans la gestion des catastrophes.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

En coopération avec ses partenaires, notamment les organismes gouvernementaux dans la région et d'autres institutions internationales grâce au mécanisme de l'Équipe spéciale du Groupe de travail interinstitutions « Risques, situations d'urgence et catastrophes en Amérique latine et dans les Caraïbes » (REDLAC), le Bureau régional Amérique latine et Caraïbes de l'UNICEF (TACRO), va continuer à renforcer sa capacité de réaction rapide face aux diverses catastrophes naturelles qui frappent régulièrement la région ainsi qu'aux situations humanitaires résultant de problèmes sociopolitiques.

- L'équipe régionale va soutenir la formation des bureaux de pays à la préparation et la réponse aux situations d'urgence, et l'utilisation d'outils tels que le système « alerte rapide, action rapide ». Les actions de préparation seront développées en partenariat avec les gouvernements nationaux.
- Les bureaux de pays et les partenaires gouvernementaux recevront une assistance technique pour prévenir les catastrophes, et en atténuer les effets, par le biais d'une approche multisectorielle coordonnée axée sur les plus vulnérables.
- TACRO va initier un plaidoyer au niveau régional en faveur de la préparation et de la réponse aux situations d'urgence ainsi que le relèvement des situations d'urgence dans le secteur éducatif. Pour cela, le bureau va promouvoir des Normes minimales interinstitutions pour l'éducation dans les situations d'urgence, des ateliers de formation pour les premiers intervenants et les coordinateurs sectoriels à travers la région, et la participation des ministères de l'éducation nationaux lors de la conférence régionale sur la réduction des risques et l'éducation.
- TACRO va renforcer la capacité de préparation au niveau régional pour assurer la livraison des approvisionnements d'urgence en matière d'eau, assainissement et hygiène (WASH) le déploiement rapide d'experts et de coordinateurs sectoriels et une assistance technique dans le secteur WASH, en coopération avec les partenaires régionaux.
- L'équipe régionale de l'UNICEF soutiendra les activités de renforcement des capacités et de l'assistance opérationnelle pour la couverture en matière de vaccination, médicaments vermifuges et la distribution de moustiquaires traitées à l'insecticide dans les zones touchées par les épidémies de paludisme et de dengue et les zones d'urgence.
- Grâce à des approches à base communautaire, TACRO soutiendra les bureaux de pays de l'UNICEF et d'autres partenaires comme le Programme alimentaire mondial, l'Organisation mondiale de la Santé et les ONG nationales, pour encourager les bonnes pratiques nutritionnelles.
- Le bureau régional soutiendra les capacités renforcées (en interne et parmi ses partenaires) pour améliorer la prévention et la réponse à toutes les formes de sévices, d'exploitation et de violence touchant les enfants, notamment dans les zones sujettes aux catastrophes. Cela inclut la formation, la traduction et l'adaptation des lignes directrices, et la création d'un fichier régional sur la protection des enfants dans les situations d'urgence.



BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

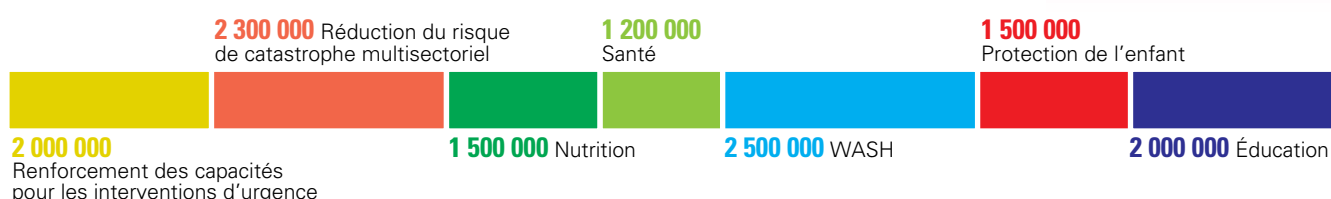
L'UNICEF demande 13 millions de dollars É.-U. pour mener à bien son action humanitaire en Amérique latine et dans les Caraïbes, afin de renforcer le niveau de préparation et de réaction aux nombreuses catastrophes qui touchent la région. Une attention particulière sera donnée au renforcement des mécanismes de prévention des catastrophes, en coopération avec les gouvernements et les partenaires nationaux.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue en Amérique latine et dans les Caraïbes, veuillez consulter le site internet www.unicef.org/french/hac2011 et le site du Bureau de pays à www.unicef.org/lac (en espagnol) et www.unicef.org/lac/english.html (en anglais).

1. Lutter, Chester K., et Camila M. Chaparro, La Desnutrición en Lactantes y Niños Pequeños en América Latina y El Caribe: Alcanzando los Objetivos de Desarrollo del Milenio [La malnutrition in chez les nourrissons et les petits enfants en Amérique latine et dans les Caraïbes : Réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement], Organisation panaméricaine de la Santé, Washington, D.C., 2008, p. 17.
2. Les partenaires de l'UNICEF dans la région comprennent l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement, le dépôt de l'ONU pour les actions humanitaires au Panama (dirigé par le Programme alimentaire mondial), et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, en coopération avec tous les membres des agences du mécanisme de coordination régional REDLAC.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **13 000 000**





LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

En 2010, on a estimé que 6 millions de dollars É.-U. étaient nécessaires pour les activités humanitaires de l'UNICEF en Colombie. En octobre 2010, seulement 8 % de l'objectif de financement avait été atteint. Toutefois, des fonds en provenance d'autres sources ont permis à l'UNICEF d'améliorer les perspectives des femmes et des enfants : 43 000 enfants et adolescents ont bénéficié d'une réponse intégrée dans les secteurs de la santé, de la nutrition, de l'eau, de la protection, de l'assainissement et de l'éducation; 500 femmes enceintes et allaitantes et 6 500 enfants de moins de 5 ans ont reçu des soins nutritionnels et des services éducatifs; 3 900 enfants en zone rurale de moins de 5 ans et leur famille affectés par le conflit armé ont reçu une aide alimentaire, une protection et un soutien pour le développement du jeune enfant. Compte tenu du manque de fonds, certaines activités humanitaires prévues pour 2010 en matière de prévention et de traitement du VIH et du SIDA n'ont pu être entreprises.

Colombie

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

En Colombie, le lourd fardeau humanitaire est lié essentiellement à la violence engendrée par un conflit qui perturbe la vie des Colombiens depuis quatre décennies et se traduit par des violations incessantes du droit humanitaire international et des droits de l'homme. Les femmes et les enfants courent des risques graves en raison de l'existence de groupes armés illégaux, de la menace de violence quasi constante liée au conflit et au trafic de stupéfiants, qui amènent des massacres, des accidents dus aux mines antipersonnel, des extorsions de fonds et des enrôlements forcés. Durant la dernière décennie, chaque année, des centaines de milliers de Colombiens en moyenne ont été contraints de partir de chez eux – 289 000 pour la seule année 2009¹ – la Colombie n'étant dépassée que par le Soudan en nombre de personnes déplacées dans leur propre pays. Dans ce contexte de troubles politiques, les Colombiens ont également été victimes des risques naturels. Lors des trois derniers mois de 2010, les pluies diluviennes déclenchées par La Niña ont causé des inondations et des glissements de terrain, affectant près d'1,3 million de personnes dans 599 communes situées dans 28 départements d'un pays qui en compte 32². Ces pluies ont déjà entravé l'accès à l'eau potable, aux soins sanitaires et à l'éducation. On prévoit qu'elles se poursuivront jusqu'en mars 2011. À cause de ces situations d'urgence qui se cumulent, les droits des enfants sont de moins en moins observés. C'est en particulier le cas des enfants qui se trouvent dans des communautés rurales et de ceux qui sont exclus de toute perspective en raison de leur race, de leur sexe ou de l'endroit où ils habitent. L'un des grands défis de l'aide humanitaire en Colombie est de parvenir à atteindre ces enfants et leurs familles.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

L'UNICEF va coopérer avec le Gouvernement colombien, d'autres institutions des Nations Unies et des ONG afin de répondre aux besoins de 444 000 personnes, dont 9 000 femmes, 208 000 garçons et 223 000 filles. En tant qu'institution chef de file apportant son appui aux tables rondes nationales sur l'eau, assainissement et hygiène, l'éducation et la nutrition en situation d'urgence, l'UNICEF prévoit de parvenir à un certain nombre de résultats essentiels.

- Des services et des approvisionnements nutritionnels vont être fournis à 20 000 enfants et à 4 000 femmes enceintes ou allaitantes d'ascendance africaine ou appartenant à des communautés autochtones, affectés par une catastrophe naturelle, la violence armée et les déplacements.
- 50 000 enfants, adolescents, femmes enceintes et mères allaitantes dans ces communautés vont avoir accès à des services et à des approvisionnements sanitaires d'urgence, notamment des compléments contenant des micronutriments, des aliments thérapeutiques et des moustiquaires traitées à l'insecticide.
- Des médicaments antirétroviraux et d'autres approvisionnements essentiels pour la prévention de la transmission du VIH et la prophylaxie post-exposition au virus vont être mis à la disposition de 50 000 personnes affectées par les catastrophes naturelles, la violence armée et les déplacements. Dans des communautés rurales, 10 000 personnes, soit 2 000 familles, vont disposer de quantités suffisantes d'eau salubre dans les communautés rurales. Quelque 109 500 enfants ayant eu leur école sinistrée par une catastrophe vont pouvoir exercer leur droit à l'éducation lorsque leur école aura été réparée ou remise en état, afin qu'elle devienne sûre, qu'elle résiste à l'épreuve des catastrophes et qu'elle soit adaptée aux besoins des enfants.
- Dans des zones rurales du pays, affectées par une catastrophe naturelle, un confinement forcé ou un déplacement, un risque élevé d'accident dû aux mines et à des engins non explosés, et un risque d'enrôlement dans des groupes armés, 200 000 enfants (102 000 garçons et 98 000 filles) vont être protégés grâce à une formation sur le risque des mines et en les faisant participer à des programmes spécifiques axés sur la prévention de l'enrôlement.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

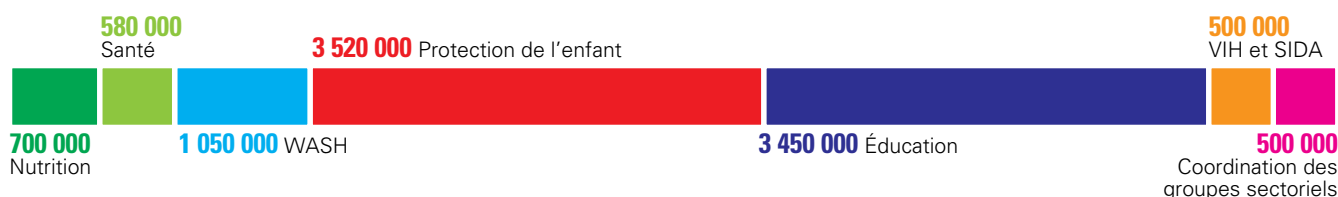
L'UNICEF demande 10,3 millions de dollars É.-U. pour son travail humanitaire en Colombie en 2011, soit une augmentation de près de 4 millions de dollars É.-U. par rapport à 2010. Ces fonds sont nécessaires pour augmenter l'aide aux communautés les plus vulnérables et pour répondre à l'accroissement des situations d'urgence, causé par les catastrophes naturelles des derniers mois de 2010 et par les conséquences du conflit armé en cours.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue pour la Colombie en 2011, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2011 et le site Internet du bureau de pays www.unicef.org.co (en espagnol).

1. Internal Displacement Monitoring Centre – IDMC – et Norwegian Refugee Council – NRC (Centre du suivi du déplacement interne et Conseil norvégien des réfugiés), « Déplacement interne : vue d'ensemble des tendances et développements en 2009 », IDMC et NRC, Genève, mai 2010, p. 51.
2. Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, « Colombia. Temporada de luvias 2010, Fenómeno de La Niña » [Colombie. La saison des pluies: Le phénomène La Niña], Bulletin n° 9, OCHA, New York, 24 novembre 2010, p. 1.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **10 300 000**





LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

En 2010, l'UNICEF a reçu 1 424 695 de dollars É.-U. pour son action au Guatemala, soit 15 % des 9 362 310 de dollars demandés par le biais de deux Appels-éclair. Un financement complet aurait certes élargi l'aide à plus d'enfants et de femmes mais les fonds reçus ont permis d'améliorer le bien-être de nombreuses personnes sinistrées suite aux multiples crises subies par le Guatemala. L'UNICEF a appuyé le traitement de 500 enfants atteints de malnutrition sévère aiguë dans un certain nombre de départements sinistrés et a fourni de multiples micronutriments en poudre à 20 000 enfants. Environ 123 500 personnes (17 000 garçons, 15 000 filles et 92 000 femmes) se trouvant dans des abris provisoires ouverts à la suite des inondations et dans les communautés les plus touchées ont pu bénéficier d'eau potable et d'assainissement. Environ 2 500 enfants touchés par la catastrophe ont reçu une aide psychosociale.

Guatemala

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

« Ne pas pouvoir sortir la tête de l'eau », c'est l'expression qui capture le mieux, littéralement et figurativement, la nature accablante de la situation d'urgence au Guatemala en 2010. Non seulement le pays continue d'être gravement affecté par les pluies imprévisibles qui résultent du phénomène El Niño mais, en 2010, il a été aussi éprouvé par la tempête tropicale Agatha et l'éruption volcanique du Pacaya. Le bilan est lourd : 1,5 milliard de dollars É.-U. en dégâts et pertes et 911 000 personnes affectées, soit près de 4 % de la population¹. Des pluies irrégulières et des températures anormalement élevées ont eu des répercussions négatives sur les récoltes, aggravant l'insécurité alimentaire de la population et se traduisant par des niveaux élevés de sous-nutrition². Les faiblesses structurelles du Guatemala, dont des processus limités de plans d'occupation des sols, un développement économique et territorial insuffisant ainsi que l'affaiblissement des écosystèmes existants, freinent le redressement et entravent les préparatifs à des situations d'urgence.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

En 2011, l'UNICEF jouera un rôle positif dans la vie de plus de 100 000 enfants et femmes vivant dans les régions et les communautés les plus touchées dont les départements de Baja Verapaz, Chiquimula, El Progreso, Escuintla, Jalapa, Sololá, Suchitepéquez et Zacapa.

- Pour lutter contre le lent affaiblissement que la sous-nutrition peut provoquer sur une population, 22 000 enfants et femmes des zones rurales recevront des micronutriments pas le biais d'aliments enrichis, de suppléments ou de préparations contenant de multiples micronutriments. En outre, 660 enfants atteints de malnutrition sévère aiguë recevront un traitement avec pour objectif un rétablissement total et une bonne santé. L'UNICEF et ses partenaires formeront 500 agents sanitaires, des agents de la communauté et des mères pour alimenter correctement les nourrissons et les jeunes enfants.
- Environ 80 % des enfants et des femmes vivant dans les abris et les communautés touchées par les inondations recevront les vaccinations de routine indispensables. L'UNICEF fournira de la vitamine A et des vermifuges à 22 000 enfants.
- En partenariat avec le Ministère de la santé, les Catholic Relief Services, Oxfam et Water for People, l'UNICEF offrira un accès à de l'eau potable à 12 000 personnes des zones rurales et installera des équipements d'assainissement dans des écoles et des abris.
- Pour maintenir la continuité de l'éducation et un environnement sans risque pour les enfants, l'UNICEF donnera à 25 300 enfants des écoles maternelles et primaires du matériel, du mobilier et des manuels scolaires. Les enfants auront aussi accès à une aide psychosociale grâce à des psychologues et des enseignants formés par l'UNICEF.
- L'UNICEF fera passer de 10 à 70 % le pourcentage de personnes dans les départements sinistrés qui recevront des informations sur la prévention du VIH, sa prise en charge et les activités de soutien.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

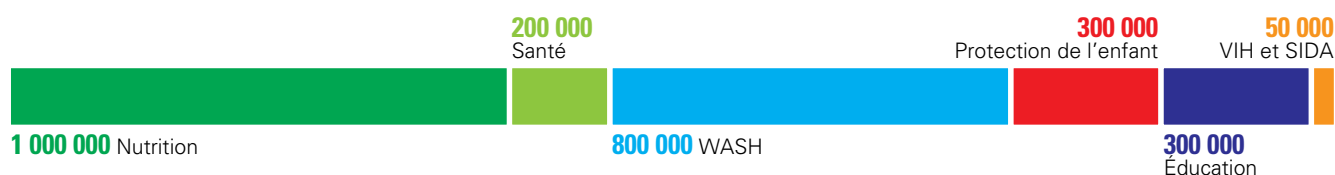
Pour 2011, l'UNICEF demande 2,65 millions de dollars E.-U. pour les opérations d'aide humanitaire qu'il a prévues au Guatemala. Cette demande est motivée par la nature importante de la crise au Guatemala qui a entraîné deux Appels-éclair en 2010. La gravité de la situation que vivent les femmes et les enfants ne saurait être négligée et elle exige un financement immédiat et complet.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue au Guatemala en 2011, veuillez consulter le site Internet www.unicef.org/french/hac2011 et/ou le site Internet du bureau de pays www.unicef.org/guatemala.

1. Gouvernement de la République du Guatemala, 'Evaluación de daños y pérdidas sectoriales y estimación de necesidades ocasionados por desastres en Guatemala desde mayo a septiembre de 2010' [Evaluation des dégâts et pertes sectorielles et estimation des besoins occasionnés par les catastrophes au Guatemala de mai à septembre 2010], Guatemala City, 2010, pp. 21, 27.
2. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Guatemala : Efectos del cambio climático sobre la agricultura [Les effets du changement climatique sur l'agriculture], CEPAL, Mexique, Juin 2010, p. 1.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **2 650 000**





Haïti

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

En 2010, les femmes et les enfants en Haïti ont dû affronter des situations d'urgence extrêmes qui ont créé des défis sans précédent pour la population. Le séisme du 12 janvier a tué plus de 220 000 personnes et en a déplacé 2,3 millions d'autres. On estime qu'un million de personnes, dont 400 000 enfants, vivent encore dans des campements temporaires surpeuplés, augmentant ainsi les risques liés à la santé et la protection. Les inondations provoquées par l'Ouragan Tomas début novembre ont fait de nouvelles victimes, entraîné des déplacements temporaires et contribué à l'aggravation de l'insécurité alimentaire. Au 15 décembre, une épidémie de choléra avait déjà touché 117 580 personnes et provoqué 2 481 décès, dont 169 enfants de moins de cinq ans. L'impact de ces crises a été particulièrement sévère dû à la vulnérabilité extrême des enfants. Ces graves situations d'urgence ont encore exacerbé l'insécurité alimentaire, endommagé les infrastructures de l'eau et de l'assainissement, augmenté les menaces qui pèsent sur la protection des enfants, détruit le système éducatif et gravement perturbé un secteur sanitaire déjà affaibli. Lorsque le choléra a fait son apparition dans la région rurale de l'Artibonite, il s'est rapidement propagé dans tout le pays, montrant une fois de plus que les grandes disparités dans l'accès aux services sociaux à travers le pays représentent une menace réelle et immédiate pour la santé et la stabilité de la nation ainsi qu'une violation des droits fondamentaux des enfants. La mission humanitaire a rapidement mis en place des services et des interventions nécessaires pour la survie ayant pour but de répondre aux besoins de base des enfants touchés par le séisme et le choléra. Mais le défi à relever consiste à assurer que ces services soient décentralisés et solidement ancrés dans des structures communautaires durables.

LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

Immédiatement après la catastrophe, l'UNICEF a lancé un appel de fonds à hauteur de 222 757 000 dollars des É.-U., et a révisé ce montant en y ajoutant 127 243 000 dollars pour satisfaire les besoins humanitaires restants, par le biais du Rapport sur l'action humanitaire, dans le cadre d'un plan d'action de 2 ans. En octobre, 66 992 052 dollars avaient été reçus. Grâce à la générosité des donateurs, l'UNICEF et ses partenaires ont pu vacciner plus de 1,9 million d'enfants et dispenser des services sanitaires de base à près de 1,8 million de personnes en distribuant 177 kits d'urgence dans les centres de santé. Plus de 11 250 enfants souffrant de malnutrition sévère aiguë ont reçu un traitement qui leur a sauvé la vie dans l'un des 159 programmes d'alimentation thérapeutique en ambulatoire ou dans l'un des 28 centres de stabilisation mis en place après le séisme. Plus de 678 000 personnes ont eu accès à de l'eau potable grâce à des camions-citernes lors de la phase de relèvement précoce; l'installation de 8 900 latrines a permis à 1,1 million de personnes d'accéder à un assainissement d'urgence. Plus de 4 000 enfants séparés de leur famille ont été enregistrés. Plus de 1 000 enfants ont retrouvé leur famille; les autres sont logés dans des lieux temporaires sûrs.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

L'UNICEF dirigera les groupes sectoriels de l'eau, assainissement et hygiène (WASH), éducation et protection en Haïti pendant l'année 2011 et continuera à travailler avec le Gouvernement haïtien, d'autres institutions des Nations Unies et des ONG.

- Au moins 2,5 millions de personnes exposées à des risques élevés d'infection du choléra auront accès à de l'eau potable grâce à l'amélioration de la surveillance et des traitements. Plus de 9 millions de personnes seront touchées par des messages sur la santé et l'hygiène conçus pour éviter la propagation du choléra.
- Jusqu'à 3 millions de personnes bénéficieront de services de santé préventifs et curatifs, et recevront des fournitures essentielles; les coûts d'exploitation des établissements, notamment les centres de traitement du choléra et les points de réhydratation orale, seront supportés par l'UNICEF. L'UNICEF aidera les infirmières, le personnel auxiliaire des centres sanitaires et les travailleurs sanitaires des communautés à améliorer leur capacité à reconnaître et gérer les cas de choléra.
- 10 000 enfants âgés de 0 à 59 mois et souffrant de malnutrition sévère aiguë (ce qui correspond à 30 % de tous ceux dans le besoin) recevront un traitement de qualité et en temps utile. Quelque 50 000 femmes enceintes – 17 % de toutes les femmes enceintes en Haïti – seront mieux informées sur les questions relatives à l'alimentation des nourrissons, la nutrition et la prévention du choléra.
- Environ 90 000 enfants pourront bénéficier de la construction de 100 écoles semi-permanentes supplémentaires dans les zones touchées par le tremblement de terre ou les zones marginalisées.
- Plus de 500 000 enfants touchés par les tremblements de terre et d'autres enfants extrêmement vulnérables, ainsi que 20 000 femmes menacées ou survivant(e)s de violences bénéficieront de services essentiels et de services de protection, tels que la prévention, les soins, le soutien et le traitement liés au VIH.

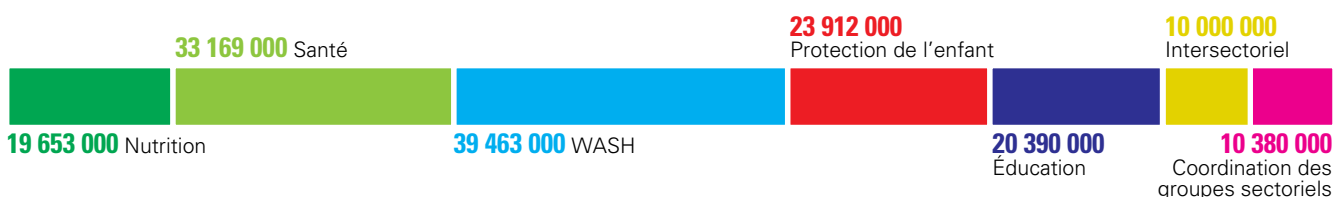
BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

L'UNICEF demande 156 967 000 dollars É.-U. pour mener à bien son action humanitaire en Haïti en 2011. Cette demande dépasse les besoins énoncés dans la Procédure d'appel global (CAP) parce qu'elle comprend des engagements liés à l'intensification de la réponse de l'UNICEF vis-à-vis du choléra. Un financement immédiat et adéquat est nécessaire pour éviter que la situation humanitaire ne se dégrade davantage et pour renforcer la résilience déjà démontrée par les femmes et les enfants du pays.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue pour Haïti en 2011, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2011 ou celui du bureau de pays à www.unicef.org/haïti.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **156 967 000**





UNICEF 2011 : ACTION HUMANITAIRE POUR LES ENFANTS

Afrique de l'Ouest et centrale

**Burkina Faso • Cameroun • Congo • Côte d'Ivoire •
Niger • République centrafricaine • République
démocratique du Congo • Tchad**



LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

En 2010, l'UNICEF a estimé que les fonds nécessaires pour son action humanitaire en Afrique de l'Ouest et centrale s'élevaient à 40 025 300 dollars É.-U. En octobre 2010, un total de 4 911 757 dollars É.-U. avait été reçu, soit 12 % du montant demandé. Cependant, l'UNICEF a développé des centres d'approvisionnement régionaux à Douala et Accra pour assurer la livraison rapide d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi lors de la crise nutritionnelle au Sahel. Plus d'un million de dollars ont été recueillis grâce à la Procédure d'appel global (CAP), ce qui a permis de vacciner 1 178 000 personnes contre la méningite et d'augmenter les stocks de vaccins au Tchad et au Burkina Faso. Des fonds d'urgence régionaux ont été déployés au cours de la première phase d'intervention lors des inondations au Burkina Faso et au Bénin, et au cours de la période de préparation avant les élections en Guinée et en République centrafricaine. Les équipes régionales ont dispensé deux types de formation : des formations sur la façon de minimiser l'interruption des classes pendant les urgences destinées aux gouvernements, aux ONG partenaires et au personnel des bureaux de pays (Bénin, Gambie, Ghana, Mauritanie, Sénégal, Sierra Leone et Togo) ; et des formations sur la protection des enfants déplacés et séparés de leurs familles destinées aux forces de police et aux partenaires gouvernementaux (Côte d'Ivoire, Ghana, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo).

Afrique de l'Ouest et Afrique centrale

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

En Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, les populations sont confrontées à une pauvreté chronique, une insécurité alimentaire récurrente et des régimes alimentaires inadéquats, ce qui a engendré une génération d'enfants souffrant de dénutrition. La sécheresse cyclique, la surexploitation de ressources naturelles limitées et des pratiques agricoles désuètes entravent la production alimentaire dans la région du Sahel. En 2010, près de 10 millions de personnes ont dû faire face à une grave crise alimentaire et 859 000 enfants de moins de cinq ans ont eu besoin d'un traitement contre la malnutrition aiguë sévère¹. Les dangers naturels ou créés par l'homme multiplient ces besoins et compromettent les infrastructures et l'accès aux services de base, facilitant la propagation des maladies : au cours de l'année 2010, le choléra, la méningite, la rougeole et la polio se sont déclarées dans au moins 20 pays de la région. Le taux de mortalité parmi les nourrissons et les enfants de moins de cinq ans en Afrique de l'Ouest et centrale est l'un des plus élevés du monde². Plus d'une dizaine de pays de la région occupent le bas du classement annuel selon l'Indice de développement humain³.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

Le Bureau régional de l'UNICEF en Afrique de l'Ouest et centrale continuera à apporter un soutien technique, de coordination et de planification pour aider les bureaux de pays à assister des millions de personnes vulnérables à travers la région. Le bureau régional distribuera également des fonds aux équipes nationales dans plusieurs pays pour les aider à surmonter les situations d'urgence prolongées, y compris celles d'un moindre degré d'urgence qui demandent néanmoins une réponse coordonnée et des ressources adéquates.

- Pour améliorer la prévention des catastrophes, un fonds d'urgence régional sera mis en place et utilisé pour accroître la capacité de déploiement rapide et maintenir les centres d'approvisionnement régionaux à Douala, au Cameroun et l'Entrepôt de fournitures humanitaires des Nations Unies à Accra.
- Le bureau régional assurera un suivi des conditions nutritionnelles en apportant, dans chacun des pays concernés, un soutien sous forme de méthodes, de formations ou d'analyses pour la réalisation d'au moins une enquête nutritionnelle, en se basant sur la méthodologie SMART (spécifique, mesurable, réalisable, pertinent et limité dans le temps).
- Un soutien technique renforcera l'assistance apportée aux gouvernements qui tentent d'enrayer les épidémies de méningite, de choléra et de rougeole. Pour s'assurer de disposer d'un stock suffisant de vaccins, l'UNICEF va cartographier les zones les plus exposées au choléra, en se concentrant sur la zone du centre (Cameroun, Niger, Nigéria et Tchad) et la zone côtière (Bénin, Guinée, Guinée-Bissau et Togo).
- L'UNICEF développera un traitement des eaux à domicile et des stratégies de stockage. L'équipe régionale renforcera la préparation au niveau national et local par la promotion de l'hygiène, notamment les bonnes pratiques pour le lavage des mains et les stratégies de traitement des eaux dans les zones exposées au choléra.
- En prévision d'une éventuelle crise humanitaire à la suite du référendum dans le Sud-Soudan, les bureaux de pays en République centrafricaine, République démocratique du Congo et au Tchad sont en train de mettre à jour leurs plans de préparation multirisques basés sur les chiffres de planification de l'UNHCR. Le bureau régional cherche un financement pour prépositionner ses fournitures d'urgence et déployer des ressources pendant les premières phases d'une éventuelle intervention d'urgence.
- Le Bureau régional en Afrique de l'Ouest et centrale acheminera des fonds et déploiera des ressources pour soutenir les bureaux de pays dans leur coordination des interventions d'urgence, en se concentrant sur les situations d'urgence soudaines, notamment dans les pays sans accès à des ressources, par le biais d'un appel de l'*Action humanitaire pour les enfants séparé*.



BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011⁴

Le Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest et centrale demande 18 044 000 dollars É.-U. pour apporter un soutien, une coordination, une planification et tout autre type d'assistance technique afin d'améliorer la réponse humanitaire de l'UNICEF dans la région. Cela inclut 9 751 000 dollars É.-U. pour aider les pays qui n'ont pas fait l'objet d'une présentation dans cette publication de l'*Action Humanitaire pour les enfants*.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue par le Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest et centrale en 2011, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2011 et le site Internet du Bureau régional à l'adresse www.unicef.org/wcaro.

1. ReliefWeb, 'Sahel : Aperçu de la crise alimentaire', OCHA, Genève, 19 avril 2010, p. 1.
2. Fonds des Nations Unies pour l'enfance, et al., 'Niveaux et tendances de la mortalité infantile' : rapport 2010 – Estimations publiées par le groupe interinstitutions des Nations Unies pour l'estimation relative à la mortalité infantile', UNICEF, New York, 2010, p. 16.
3. Programme des Nations Unies pour le développement, 'Indicateurs internationaux de développement humain', PNUD, New York, 2010, <<http://hdr.undp.org/en/statistics>>, accès le 2 décembre 2010.
4. Les Plans d'action d'urgence humanitaire pour le Libéria et la Côte d'Ivoire et les pays voisins (Burkina Faso, Ghana, Guinée et Mali) ont été déployés le 14 janvier 2011 suite aux conséquences humanitaires de la crise politique en Côte d'Ivoire. Les fonds demandés par l'UNICEF dans ce cadre de ces plans (5 715 93 dollars É.-U. et 5 696 627 dollars É.-U. respectivement) s'ajoutent aux demandes faites pour ces pays dans le cadre de l'Action humanitaire pour les enfants. Ces besoins humanitaires seront vraisemblablement examinés lors des évaluations interinstitutions et en fonction de l'évolution d'une situation volatile.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **18 044 000**





LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

À la fin 2010, l'UNICEF avait contribué à l'obtention de résultats significatifs concernant l'état nutritionnel de la population vulnérable, l'accès aux soins de santé, à l'assainissement et à l'hygiène ainsi que l'amélioration de l'éducation et de la protection sociale pour les enfants. Environ 21 600 enfants ont été soignés contre la malnutrition sévère aiguë pendant la première moitié de 2010 par rapport à 26 000 pour l'ensemble de l'année 2009. Une campagne de vaccination a réussi à protéger 678 000 personnes contre le risque de méningite. La construction de six nouveaux points d'eau a doté d'eau potable 1 800 personnes se trouvant sur des sites de réinstallation; 1 000 familles ont bénéficié d'un meilleur assainissement et de services encourageant l'adoption de meilleures habitudes d'hygiène. Près de 15 000 enfants ont bénéficié d'une éducation en situation d'urgence et d'une assistance. L'UNICEF a mis en place des services d'aide psychosociale et des espaces amis des enfants qui ont touché 3 800 enfants, adolescents et femmes vulnérables ou sinistrés. Il ne s'agit là que de quelques-uns des résultats obtenus au cours de l'année 2010.

Burkina Faso

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

La pauvreté structurelle du Burkina Faso et son manque de ressources ont rendu d'autant plus difficile la réponse aux récentes inondations catastrophiques et à de virulentes épidémies. Des inondations sans précédent à Ouagadougou en septembre 2009 et les pluies torrentielles et les crues qui ont suivi dans de nombreuses parties du pays de juillet à fin septembre 2010 ont affecté plusieurs centaines de milliers de personnes. Les crues ont radicalement accru les risques de maladie et de sous-nutrition. Des flambées de méningite ont provoqué 5 980 cas durant la première moitié de l'année 2010 et 40 % des personnes touchées étaient des enfants de moins de 5 ans¹. Alors que la prévalence générale de la malnutrition aiguë au Burkina Faso a été réduite de 21,2% en 2003² à 11,3% en 2009³, le pays est toujours considéré en-dessous des niveaux de sous-nutrition d'urgence.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

L'UNICEF, aux côtés d'un certain nombre de partenaires dont le Gouvernement du Burkina Faso et des ONG, concentrera ses moyens sur l'aide aux plus vulnérables et aux populations les plus difficiles à atteindre dans les zones rurales qui ont été durement frappées par la sécheresse, les inondations et les maladies. L'UNICEF espère atteindre environ 150 000 personnes vivant dans des situations d'urgence en 2011, dont 80 000 enfants.

- Les maladies apparaissent souvent là où se sont produites des catastrophes naturelles. L'introduction d'un vaccin conjugué contre la méningite A en 2011 réduira le nombre de cas de méningite au niveau national en 2011.
- Disposer d'eau salubre en quantité suffisante est fondamental pour rester en bonne santé. Au moins 85 000 personnes touchées par les inondations, dont 18 000 enfants, auront accès à de l'eau potable; 80 % de la population déplacée aura accès à un assainissement convenable.
- Plus de 49 200 garçons et filles âgés de 3 à 15 ans auront accès à des établissements dispensant une éducation de qualité dans les zones Centre-nord, du Plateau central et du Sahel touchées par les inondations. La protection des enfants et des femmes sera accrue en 2011 grâce à la diffusion de données sur les menaces pesant sur leur bien-être et en aidant les organisations à intégrer des objectifs de protection dans leur action.
- L'UNICEF contribuera à améliorer la gestion au niveau des communautés des enfants atteints de malnutrition sévère aiguë afin de sauver la vie de 45 000 enfants.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

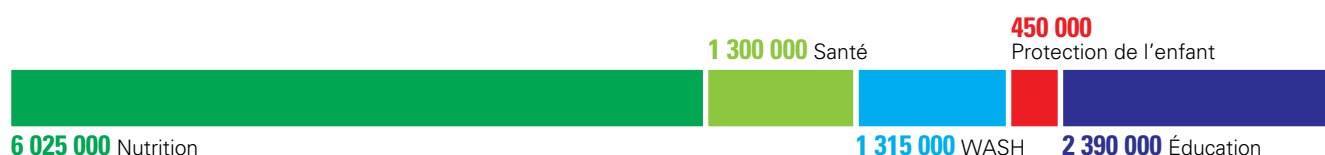
L'UNICEF demande 11 480 000 dollars É.-U. pour son action humanitaire en 2011 au Burkina Faso pour répondre au nombre élevé d'enfants et de femmes touchés par les catastrophes et l'insécurité alimentaire.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue pour le Burkina Faso en 2011, veuillez consulter le site Internet www.unicef.org/french/hac2011 ou le site Internet du bureau de pays à l'adresse www.unicef.org/bfa/english.

1. Comité national de la gestion des épidémies, Service du contrôle des maladies, « Rapport d'enquête épidémiologique », Ministère de la santé, Ouagadougou, Burkina Faso, juillet 2010, p. 3.
2. Calcul de l'UNICEF basé sur l'Enquête démographique et sanitaire 2003 et d'après les Normes de croissance de l'enfant de l'OMS.
3. Département de la nutrition, « Enquête nationale sur la nutrition », Ministère de la santé, Ouagadougou, Burkina Faso, 2009, p. 32.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **11 480 000**





LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

L'UNICEF a été en mesure de répondre, en 2010, aux besoins humanitaires immédiats à la fois des réfugiés et des populations d'accueil. Plus de 17 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère ont bénéficié d'un traitement nécessaire pour la survie entre janvier et août 2010. Ces enfants appartenaient tant aux communautés d'accueil qu'à celles de réfugiés et se trouvaient dans les provinces touchées (Est, Adamaoua, Extrême-Nord et Nord). Parmi ces enfants, plus de 95 % de ceux qui étaient âgés de 6 à 59 mois ont reçu une dose de suppléments en vitamine A et 95 % des enfants de 12 à 59 mois ont reçu des comprimés de vermifuge. De nouvelles latrines ont été construites dans les villages pour environ 1 000 familles. Du matériel d'enseignement et d'apprentissage pour 5 700 enfants, dont 2 500 réfugiés, a été fourni à trente-huit écoles accueillant des enfants réfugiés.

Cameroun

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

Les habitants de l'est et du nord du Cameroun ont bien des difficultés à s'assurer un accès minimum à des services de base – eau potable, soins de santé et éducation – face à un flux continu et mouvant de réfugiés venus de la République centrafricaine. En outre, dans la Province Nord, 3 500 réfugiés, qui se sont enfuis du Tchad en 2008, vivent toujours dans le camp Longi. Des situations d'extrême urgence augmentent la tension. En 2010, les inondations et le choléra ont fait de nombreuses victimes dans le nord, compromettant encore davantage l'existence déjà précaire de beaucoup de femmes et d'enfants. Dans les Provinces Adamaoua et Est, le taux de malnutrition aiguë est d'environ 8,5 %, ce qui est proche des niveaux de situation d'urgence. Des niveaux aussi élevés de sous-nutrition rendent la population vulnérable à la maladie et la fragilisent face à d'éventuelles catastrophes naturelles. Tout cela atteste des conditions incertaines à long terme dans ces régions.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

En 2011, l'UNICEF va poursuivre son travail avec le Gouvernement du Cameroun, d'autres institutions des Nations Unies, des ONG et des communautés locales en vue d'aider 1 million de femmes et d'enfants.

- En réponse aux niveaux croissants de sous-nutrition, 25 000 enfants vont bénéficier du programme de malnutrition aiguë avec une prise en charge dans la communauté. Le module de nutrition essentiel basé sur la Communication pour le développement va être généralisé dans les secteurs en situation d'urgence où vivent 1 million d'enfants de moins de 5 ans et 1,3 million de femmes en âge de procréer.
- Afin d'aider à la mise en place d'une prise en charge au sein de la communauté des cas de malnutrition aiguë, environ 300 centres de soins situés dans les Provinces Adamaoua, Est, Extrême-Nord et Nord vont être approvisionnés en médicaments essentiels, en produits pour le déparasitage et la vaccination, en équipement pour les urgences médicales, en alimentation thérapeutique prête à l'emploi et en vitamine A.
- Quelque 300 communautés, représentant 6 % de la population des régions les plus déshéritées et 2 % de la population du pays, vont bénéficier des actions de l'Assainissement total piloté par la communauté, ce qui va améliorer de 30 % l'accès à l'assainissement dans ces communautés et de 1 % dans tout le Cameroun.
- Afin que les jeunes enfants réfugiés aillent à l'école et restent scolarisés, l'enseignement accéléré et autres programmes de reprise de la scolarité vont être renforcés dans 17 écoles primaires se trouvant dans les Provinces Adamaoua et Est où vivent de nombreux réfugiés.
- Plus de 500 000 jeunes et adolescents vont pouvoir accéder plus facilement au service de dépistage volontaire et d'accompagnement psychologique en matière de VIH.

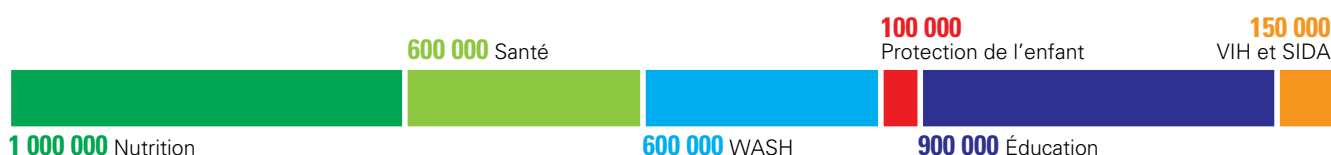
BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

Soucieux de stabiliser le bien-être des femmes et des enfants au Cameroun en améliorant leur situation nutritionnelle, leur accès aux services de soins et à l'eau potable, et leurs possibilités dans le domaine de l'éducation, l'UNICEF demande 3,35 millions de dollars É.-U. pour mener à bien les activités prévues.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue pour le Cameroun en 2011, veuillez consulter le site Internet www.unicef.org/french/hac2011.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **3 350 000**





Congo

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

En 2010, plus de 114 000 personnes ont fui la République démocratique du Congo pour se réfugier au Congo¹. Bien que l'arrivée de réfugiés semble s'être stabilisée depuis mai, les conflits politiques et les violences actuelles dans leur pays ne laissent pas envisager un retour sans risques. Les réfugiés au Congo, dont 80 % sont des femmes et des enfants² d'après les estimations, vivent dans des conditions propices à la sous-nutrition et aux maladies. Pour de nombreux réfugiés, l'accès limité à l'eau, à l'hygiène et aux installations d'assainissement facilite la propagation des maladies transmises par l'eau. Les inondations récurrentes ont également fait des ravages : des milliers d'enfants ont eu des difficultés à se rendre à l'école, et près de 350 000 personnes sont exposées au choléra³. En novembre 2010, le Congo a connu une épidémie mortelle de poliovirus sauvage. La quasi-totalité des cas ont été signalés dans la ville portuaire de Pointe Noire. Début décembre, 498 cas et 209 décès avaient été signalés, principalement chez des jeunes adultes. Les contraintes logistiques liées au climat, à la limitation de l'accès aérien et à la minimalisation de l'accès du fret aérien à certaines régions compliquent considérablement l'acheminement des secours humanitaires au Congo.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

Bien que l'approche sectorielle n'ait pas été officiellement adoptée au Congo, pour l'équipe de pays des Nations Unies, l'UNICEF est le chef de file du groupe sectoriel (*cluster*) chargé de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH). Il coordonne aussi le groupe sectoriel pour l'éducation avec l'UNESCO et fournit un appui important dans les secteurs de l'éducation et de la protection. En 2011, l'UNICEF continuera de travailler avec le Gouvernement du Congo, d'autres institutions des Nations Unies et des ONG afin de répondre aux besoins de 210 000 personnes dont 80 095 garçons et 74 375 filles.

- Des interventions relatives à la nutrition (prévention, détection et traitement de la sous-nutrition) ainsi qu'un suivi profiteront à 69 470 enfants et 45 000 femmes enceintes ou allaitantes. Leur accès aux soins de santé primaires sera également amélioré grâce à un approvisionnement en vaccins, médicaments essentiels, kits contre le choléra et autres produits de santé.
- Une eau propre et de bonnes installations d'assainissement sont indispensables à la santé. Les efforts du groupe sectoriel WASH seront concentrés sur les réfugiés afin de maintenir leur approvisionnement en eau actuel et d'apporter de l'eau propre et des moyens d'assainissement à 25 000 familles réfugiées jusqu'alors inaccessibles.
- Environ 85 000 enfants en âge préscolaire ou en âge d'aller à l'école primaire auront l'occasion d'accéder à une éducation de qualité, avec notamment des programmes d'éducation en situation d'urgence adaptés aux enfants. L'UNICEF participera à la construction de 83 centres d'éveil temporaires, au maintien des 63 centres existants, et à la promotion des pratiques d'hygiène essentielles via l'éducation par les paires.
- Deux centres d'accueil « portes ouvertes » de soins psychologiques pour les enfants et les femmes rescapés de violences et d'abus sexuels ouvriront à Impfondo et Betou; des kits de protection et du matériel de loisirs seront mis à disposition à la Direction départementale des affaires sociales d'Impfondo.
- L'UNICEF, en collaboration étroite avec le Gouvernement et l'Organisation mondiale de la Santé, appuie les campagnes de vaccination de masse ciblant la population entière en garantissant la disponibilité des vaccins, ainsi que la mobilisation sociale avec notamment la promotion de l'hygiène. L'UNICEF continuera dans cette voie jusqu'à l'interruption de la transmission du poliovirus sauvage.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

L'UNICEF demande 4 830 000 dollars É.-U. pour mener à bien son activité prévue au Congo pour 2011. Une réponse rapide des donateurs aux besoins désespérés des femmes et des enfants permettra d'améliorer leur bien-être et leur développement.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue pour le Congo en 2011, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2011.

1. HCR, « UNHCR gains access to 35,000 refugees in RoC », 4 mai 2010. Voir <http://www.unhcr.org/4be00db16.html> (en anglais).
2. HCR, « UN seeking funding for tens of thousands of Congo refugees », 9 mars 2010. Voir <http://www.unhcr.org/4b9626669.html> (en anglais).
3. Certains quartiers de Brazzaville et de Pointe Noire, et trois autres districts de Pool et Bouenza sont considérés comme vulnérables au choléra. Les chiffres relatifs à la population datent des résultats préliminaires du recensement de 2007.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **4 830 000**



LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

En 2010, l'UNICEF a estimé que 5 973 032 dollars É.-U. étaient nécessaires pour son aide humanitaire au Congo. En octobre 2010, 1 995 016 dollars É.-U. avaient été reçus, soit 33 % de l'objectif, notamment grâce à deux séries de dons du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires des Nations Unies. Grâce à ces fonds, l'UNICEF a fourni des médicaments et équipements essentiels pour des accouchements sûrs et des interventions chirurgicales de base pour 2 400 réfugiées et 12 000 enfants. Des traitements contre la malnutrition aiguë sévère ont été fournis à 30 centres de soins. Sur 18 puits prévus à Betou, Dongou et Impfondo, 15 ont été construits. L'UNICEF a appuyé l'éducation de 8 593 enfants réfugiés d'âge préscolaire en fournissant 102 kits d'écoliers, 72 kits de loisirs et 60 kits de développement du jeune enfant. L'UNICEF a préparé des trousseaux de protection comprenant des kits de prophylaxie post-exposition pour le VIH afin d'aider les femmes et les enfants rescapés des violences, des kits de réunification pour faciliter le regroupement familial en cas de séparation et du matériel de loisir pour les enfants et les femmes.



Côte d'Ivoire

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

Les difficultés rencontrées par les femmes et les enfants en Côte d'Ivoire sont liées aux conséquences générées par le conflit interne qui a ravagé plusieurs régions entre 2002-2007 et brisé la cohésion sociale d'un pays qui compte 20,6 millions de citoyens. Toutes les parties au conflit ont maintenu une présence armée dans le pays, rendant les femmes et les enfants particulièrement vulnérables aux violences sexuelles, à la prostitution et au travail dans des conditions d'exploitation. La période qui a suivi les élections présidentielles de novembre 2010 a été marquée par un retour de l'instabilité et de graves tensions. Plusieurs incidents violents témoignent de la dégradation du climat politique en Côte d'Ivoire. Les risques d'une recrudescence des tensions sont considérables.

On estime qu'au moins 500 000 personnes déplacées se trouvent encore à l'intérieur du pays; les personnes qui rentrent chez elles, notamment dans l'ouest du pays, sont souvent confrontées à des conflits lorsqu'elles rentrent sur les terres qu'elles avaient laissées¹. Avec près de 49 % de la population vivant en dessous du seuil national de pauvreté², les besoins humanitaires sont enracinés dans la pauvreté et encore aggravés par des catastrophes naturelles récurrentes, comme les inondations qui ont eu lieu à Abidjan en juin 2010 et qui ont touché 1 000 foyers.

LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

L'UNICEF a réussi à faire des progrès pour les femmes et les enfants touchés par les situations d'urgence en Côte d'Ivoire en 2010 : près de 9 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère ont été traités dans des unités de soins ambulatoires et 1 200 dans des centres d'alimentation thérapeutique; plus de 5,5 millions d'enfants de moins de cinq ans ont reçu des traitements vermifuges et environ 6,1 millions ont bénéficié de compléments de vitamine A; au moins 12 000 personnes ont pu avoir accès à l'eau potable, 28 villages ont été déclarés officiellement « villages d'où la défécation à l'air libre a été bannie », et 1 400 foyers ont pu avoir accès à des latrines. L'UNICEF a aidé à améliorer la préparation aux situations d'urgence au sein du secteur de l'éducation grâce au renforcement des capacités de 30 gestionnaires de l'enseignement du gouvernement. Plus de 60 rescapés de violences sexuelles – des filles pour la plupart – ont reçu une assistance médicale et psychosociale ainsi que des conseils d'ordre juridique.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

L'UNICEF dirige actuellement les groupes sectoriels (*clusters*) pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) et pour la nutrition, et co-préside le groupe sectoriel pour l'éducation avec Save the Children. En partenariat avec le Gouvernement de la Côte d'Ivoire, d'autres institutions des Nations Unies et des ONG, l'UNICEF apportera son aide à 6,9 millions de personnes en 2011, dont 4 millions d'enfants.

- Près de 33 % des enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition aiguë sévère dans les régions du nord et de l'ouest du pays (15 000 enfants) seront traités; 6,2 millions d'enfants de moins de cinq ans recevront des suppléments de vitamine A et 5,8 millions d'enfants de moins de cinq ans recevront des traitements vermifuges.
- Cinq organisations partenaires ivoiriennes renforceront leurs capacités en matière de préparation et de réponse aux situations d'urgence grâce à des formations et un soutien apporté par l'UNICEF, notamment en prévention des catastrophes et en planification des secours. Les fournitures médicales d'urgence seront consolidées et prépositionnées afin de répondre aux besoins de 20 000 personnes pouvant être touchées par une crise.
- L'UNICEF améliorera la capacité de 210 fournisseurs de soins en organisant des formations spécifiques sur les ordonnances médicales, les soins psychosociaux, l'orientation et l'assistance aux survivants.
- Afin d'éloigner la menace mortelle des maladies d'origine hydrique, des équipes de suivi et de contrôle de la qualité de l'eau et l'épidémie de choléra seront mises en place dans 50 communautés à risque dans les zones du Zanzan et des Montagnes.
- Près de 20 000 enfants âgés de 3 à 15 ans bénéficieront d'un enseignement consacré aux urgences et de matériel pédagogique. Ils auront aussi la possibilité de poursuivre leur éducation, de façon formelle et non formelle, et auront accès à des activités psychosociales et récréatives, telles que des informations sur les aptitudes à la vie quotidienne, sur la santé et l'hygiène. Dans 150 communautés à risque, des groupes communautaires sur la protection de l'enfant recevront une formation sur la prévention, le suivi, l'orientation et la dénonciation des violations graves des droits des enfants.
- En accord avec le plan de préparation et de réponse aux situations d'urgence, le bureau de pays de l'UNICEF se tient prêt à déployer une aide immédiate aux femmes et aux enfants qui pourraient être touchés par un conflit éventuel à la suite des élections.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

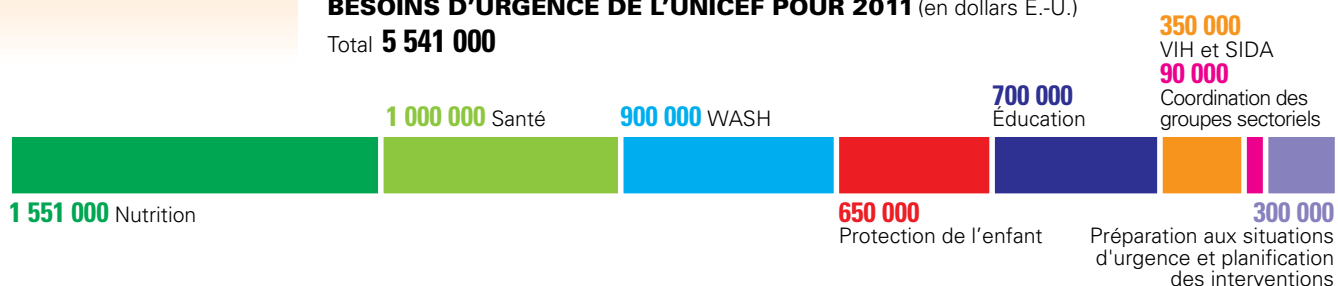
L'UNICEF demande 5 541 000 dollars É.-U. pour son action humanitaire en Côte d'Ivoire pour l'année 2011, afin d'aider les femmes et les enfants à surmonter les conséquences de ces années de conflit armé. L'UNICEF a aligné sa demande sur les besoins identifiés par la Procédure d'appel global (CAP) de 2011.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue pour la Côte d'Ivoire en 2011, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2011 ou le site Internet du Bureau de pays à l'adresse www.unicef.org/cotedivoire/french.

1. Centre de suivi des déplacements internes (IDMC), 'Côte d'Ivoire : La recherche de solutions durables continue tandis que la procédure électorale va de l'avant', IDMC Conseil norvégien pour les réfugiés, Genève, 22 septembre 2010, pp. 1, 4.
2. Institut national de la statistique, 'Enquête sur le niveau de vie', INS, Abidjan, Côte d'Ivoire, 2009.
3. Akwaba, Animation rurale de Korhogo (ARK), Association de Soutien à l'Auto-promotion sanitaire (ASAPSU), Caritas Abidjan et Caritas Man.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **5 541 000**





Niger

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

La grande crise humanitaire qui a frappé le Niger en 2010 a privé la population d'un élément essentiel à sa survie : la nourriture. La famine s'est propagée à travers la région du Sahel, où le changement climatique, le taux de croissance et des techniques agricoles désuètes ont privé les populations de leurs moyens de subsistance. Au Niger, l'insécurité alimentaire a menacé 7,1 millions de personnes, soit presque la moitié de la population du pays¹. Les enfants ont été les plus durement touchés. La malnutrition aiguë chez les enfants a atteint 16,7 %, avec un pic de 26,1 % chez les moins de deux ans². Une aide humanitaire sans précédent est venue appuyer la réponse du Gouvernement nigérien et a permis d'éviter un nombre élevé de décès. Plus de 200 000 tonnes d'aide alimentaire³ ont été distribuées aux familles vulnérables, et plus de 300 000 enfants ont été traités contre la malnutrition sévère aiguë dans des centres d'alimentation thérapeutique⁴. Les pluies abondantes pendant la seconde moitié de 2010 ont donné l'espoir d'obtenir de bonnes récoltes, mais les inondations et des flambées de choléra et de paludisme ont aggravé une situation déjà très précaire et accentué la détresse de la population. Bien que les perspectives de l'alimentation en 2011 soient meilleures qu'en 2010, on estime que les taux de malnutrition chronique et aiguë resteront élevés. Le pays doit faire face à une pauvreté généralisée, à des infrastructures sanitaires insuffisantes et des centres éducatifs inadéquats. Dans le nord du pays, la présence d'Al-Qaïda complique davantage l'accès humanitaire.

LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

En 2010, l'UNICEF a estimé que les fonds nécessaires pour son action humanitaire au Niger s'élevaient à 38 735 292 dollars É.-U. En octobre 2010, un total de 27 205 183 dollars avait été reçu, soit 70 %. Ces fonds ont permis à l'UNICEF de soigner plus de 300 000 enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition sévère aiguë grâce à un réseau national de 822 centres sanitaires, dont les opérations ont été renforcées par la formation (700) et le recrutement d'agents sanitaires (122). En partenariat avec le Programme alimentaire mondial et 20 ONG nationales et internationales, l'UNICEF a cofinancé les coûts opérationnels d'une opération de couverture nutritionnelle qui a atteint 675 000 enfants âgés de 6 à 23 mois. Pour améliorer la sécurité alimentaire des foyers vulnérables et prévenir le mauvais usage des compléments nutritionnels, l'UNICEF a mis en place un programme d'allocation monétaire d'urgence destiné à 35 000 familles. Les familles touchées par les inondations dans les régions de Maradi, de Niamey et de Zinder ont reçu de l'eau propre et des équipements sanitaires, ainsi que 33 191 trousses familiales d'urgence. Une assistance psychosociale et des campagnes de sensibilisation ont permis de protéger 13 000 femmes et enfants touchés par les inondations contre les sévices, la violence et l'exploitation. La réparation des écoles endommagées à la suite des inondations a permis à 7 000 élèves de retourner à l'école.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

En tant que chef de file du groupe sectoriel (*cluster*) de la nutrition, de la protection et de l'eau, assainissement, et hygiène (WASH), l'UNICEF continuera à collaborer avec le Gouvernement nigérien, d'autres institutions des Nations Unies et des ONG locales et internationales, ainsi que les communautés d'accueil pour subvenir aux besoins de plus de 2 millions d'enfants.

- Dans 822 centres d'alimentation thérapeutique, 200 000 enfants âgés de 6 à 59 mois recevront un traitement pour la malnutrition sévère aiguë. Plus de 500 000 enfants bénéficieront d'une couverture nutritionnelle pendant la période de disette.
- L'UNICEF assurera la vaccination de 200 000 enfants contre la méningite, fournira 400 000 moustiquaires traitées à l'insecticide et apportera des médicaments et du matériel aux centres de santé pour soigner 1,6 million de cas pédiatriques de paludisme et 1 500 cas de choléra.
- 200 000 ménages recevront des comprimés de purification de l'eau et 5 000 puits seront traités avec de l'hypochlorite de calcium. Des citernes et des latrines seront installées dans les zones touchées par les inondations et des points d'eau seront rétablis dans les écoles, les hôpitaux et les centres de santé.
- L'UNICEF va promouvoir et protéger les droits des enfants et des femmes touchés par des catastrophes naturelles en leur fournissant une assistance psychosociale, une protection contre la violence et les sévices, des informations grâce aux médias locaux, et la formation de 400 agents humanitaires et de 240 prestataires de services, dont la police, des agents de santé et des travailleurs sociaux.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

L'UNICEF demande 37 062 000 dollars É.-U. pour mener à bien les activités prévues au Niger. Cette demande entre dans le cadre de la Procédure d'appel global (CAP). Un financement généreux et rapide est nécessaire pour prévenir les décès infantiles dus à la malnutrition et la maladie.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue pour le Niger en 2011, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2011.

1. Institut National de la Statistique, "Enquête sur la vulnérabilité et la sécurité alimentaire au Niger", INS-Niger, Niamey, avril 2010.
2. Institut National de la Statistique et Ministère de la santé publique, "Enquête nationale sur la nutrition", INS-Niger, Niamey, juin 2010.
3. Cellule crises alimentaires, Cabinet du Premier ministre, *Projet de plan de soutien aux populations vulnérables 2010-2011*, République du Niger, Niamey, octobre 2010, p. 13.
4. Fonds des Nations Unies pour l'enfance, "Scaling-Up" Niger 2010' (Renforcement du Niger 2010), UNICEF Niger, Niamey, novembre 2010, p. 1.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **37 062 000**





LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

En 2010, l'UNICEF a estimé que les fonds nécessaires pour son action humanitaire en République centrafricaine s'élevaient à 15 187 221 dollars É.-U. En octobre 2010, un total de 5 652 257 dollars a été reçu, soit 37 % de la somme demandée pour 2010. Parmi les résultats essentiels, on note que 750 000 enfants ont été protégés contre la maladie grâce à des vaccinations de routine et la première étape d'une campagne de vaccination contre la fièvre jaune. Avec l'aide de l'UNICEF, des groupes armés ont démobilisé 108 enfants et plus de 172 000 jeunes enfants ont été inscrits à l'école maternelle.

République centrafricaine

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

La République centrafricaine s'efforce, au prix de grandes difficultés, de subvenir aux besoins de sa population tout en tentant de mettre un terme au conflit politique interne qui sévit depuis 2003. Depuis quelques années, le pays accueille également des milliers de réfugiés venant des pays voisins. Environ 30 % seulement de la population centrafricaine a accès à de l'eau propre et la proportion qui a accès à des services d'assainissement¹ est encore plus faible. Les tendances en matière de maladie et de sous-nutrition sont alarmantes. Les enfants sont souvent victimes de violences sexuelles et sont obligés de rejoindre des groupes armés. Étant donné l'environnement précaire dans lequel se trouve la plupart des femmes et des enfants du pays, l'assistance humanitaire (telle que la vaccination essentielle et l'éducation en matière de SIDA) n'est souvent que temporaire.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

L'UNICEF dirige les groupes sectoriels (*clusters*) pour l'éducation ainsi que pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH); il co-préside les groupes sectoriels pour la nutrition, le logement et les produits non alimentaires en République centrafricaine. De plus, l'UNICEF participe activement au travail des groupes chargés de la santé, la protection, la logistique et la sécurité alimentaire. En 2011, l'UNICEF continuera de collaborer avec le Gouvernement centrafricain, les autres institutions de l'ONU, les ONG locales et internationales ainsi que les communautés d'accueil pour satisfaire aux besoins de centaines de milliers d'enfants et d'adultes.

- L'UNICEF développera des réseaux de protection communautaire pour éviter le recrutement d'environ 30 000 enfants qui courent le risque d'être enrôlés par des groupes armés ou des forces gouvernementales.
- Près de 175 000 personnes (dont 71 000 enfants et 9 000 patients hospitalisés) auront accès à de l'eau salubre une fois que 50 nouveaux points d'eau auront été construits et 300 points d'eau existants auront été réhabilités.
- Plus de 170 000 enfants en âge d'aller à l'école auront accès à des écoles sûres une fois que 129 espaces d'apprentissage et de rééducation temporaires et 65 salles de classe auront été réhabilités ou mis en place dans les régions éloignées et touchées par la crise.
- 204 000 femmes et 650 000 enfants seront traités contre la sous-nutrition, ou obtiendront de l'aide afin d'éviter la sous-nutrition, une fois que des fournitures seront acheminées vers 55 centres de traitement, dont 17 nouveaux centres d'alimentation thérapeutique pour patients ambulatoires, dans les préfectures de Bamingui Bangoran, Haut Mbomou, Nana Mambere et Vakaga.
- Quelque 900 000 personnes (dont 156 000 enfants) seront en mesure d'éviter des maladies mortelles grâce au renforcement des programmes de vaccination.
- Environ 7 000 jeunes hommes et femmes en âge de procréer et 10 000 femmes auront reçu des informations sur la prévention et les soins en matière de VIH et SIDA.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

L'UNICEF demande 11 763 000 dollars É.-U. pour mener à bien les activités prévues. L'UNICEF a fait coïncider sa demande avec les besoins identifiés par la Procédure d'appel global (CAP) de 2011. Les femmes et les enfants de la République centrafricaine, qui luttent pour survivre dans des conditions rendues précaires par le délabrement de l'infrastructure sociale et la répercussion des crises survenues dans les pays voisins, ont besoin de l'aide urgente que ces fonds peuvent financer.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue pour la République centrafricaine en 2011, veuillez consulter le site www.unicef.org/french/hac2011.

1. Communiqué Final, Table Ronde Sectorielle Eau et Assainissement en RCA, Bangui, République Centrafricaine, 8 octobre 2009, p. 3.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **11 763 000**





LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

En 2010, l'UNICEF estimait que 122 500 000 dollars É.-U. étaient nécessaires pour son action humanitaire en République démocratique du Congo. En octobre 2010, un total de 54 647 298 dollars É.-U. avait été reçus, soit 45 % de l'objectif. Certes, si tout l'argent demandé avait été reçu, l'aide humanitaire aurait pu toucher une plus grande proportion de la population se trouvant dans le besoin, mais l'UNICEF a pu améliorer la situation des enfants et des femmes d'un certain nombre de manières. Parmi celles-ci, notons la distribution de kits de secours à plus de 134 000 familles et de matériel indispensable pour l'eau, l'hygiène et l'assainissement à 588 000 personnes ainsi que la prestation de soins à 2 500 personnes atteintes du choléra. En outre, plus de 55 000 enfants ont pu disposer d'un meilleur accès à l'éducation et 47 300 enfants vulnérables ou affectés par les conflits ont fréquenté des espaces amis des enfants.

République démocratique du Congo

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

Les conflits en cours, ceux qui ont éclaté récemment et l'insécurité ambiante, combinés aux inondations chroniques, au choléra et à une malnutrition ayant atteint le seuil d'alerte, font de la République démocratique du Congo un des pays où sévit une des pires crises humanitaires de la planète et une des plus longues. Depuis la fin des années 1990, des vagues de violences ont obligé des centaines de milliers de personnes à fuir leurs habitations; à la fin 2010, la population déplacée était estimée à 1,7 million de personnes, dont plus de la moitié étaient des enfants¹. La violence sexuelle s'y poursuit dans des proportions catastrophiques. Les enfants et les jeunes sont systématiquement enrôlés de force dans les groupes armés. À cause du conflit actuel dans l'est et le nord-est ainsi que du mauvais fonctionnement, voire l'inexistence, des infrastructures, il est extrêmement difficile de faire parvenir l'aide humanitaire auprès des communautés qui en ont besoin.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

L'UNICEF et son réseau de partenaires ont pris la tête des efforts concernant l'intervention humanitaire et la coordination en République démocratique du Congo. En 2011, l'UNICEF collaborera avec le Gouvernement, d'autres institutions de l'ONU, des ONG locales et internationales ainsi qu'avec les communautés sinistrées pour répondre aux besoins de plus de 4 millions de garçons, de filles et de leurs familles. En tant que chef de file des groupes sectoriels (*clusters*) chargés de la nutrition, de l'eau, assainissement, hygiène (WASH), de l'éducation, de l'hébergement de secours et des articles non alimentaires et du sous-groupe sectoriel chargé de la protection de l'enfant, l'UNICEF joue un rôle central dans la préparation, la coordination et l'apport de conseils techniques liés à aux opérations humanitaires dans le pays.

- Le programme phare de l'UNICEF, Réponse rapide aux mouvements de population, touchera plus de 1,7 million de déplacés, de rapatriés et de personnes se trouvant dans des communautés d'accueil et leur apportera une aide intégrée pour les articles non alimentaires, des matériaux pour le logement, pour l'éducation en situation de crise et pour obtenir du matériel de base en eau, en assainissement et en hygiène.
- Pour lutter contre la malnutrition grave, l'UNICEF apportera des aliments thérapeutiques, du matériel et des médicaments et assurera la mise en place de programme coordonnés destinés à soigner 122 000 enfants atteints de malnutrition sévère aiguë.
- Environ 1,5 million d'enfants de moins de 5 ans se trouvant dans les zones touchées par les conflits seront vaccinés contre la rougeole et recevront un traitement vermifuge et des suppléments en vitamine A.
- Plus de 800 000 des personnes déplacées du pays, soit 40 %, auront accès à des systèmes d'eau et d'assainissement adéquats et des programmes d'assainissement menés dans les communautés de déplacés et de rapatriés exposées au choléra toucheront 140 000 personnes.
- Des programmes d'éducation dans les situations d'urgence pour 150 000 enfants vulnérables et enfants et jeunes affectés par les conflits leur apporteront un sentiment de normalité et de protection. 70 000 de ces enfants recevront une aide psychosociale appropriée, les enseignants et les personnes les ayant à charge recevant les outils pour répondre aux besoins émotionnels des enfants.
- Environ 50 000 enfants déplacés et rapatriés auront accès à l'environnement protecteur des espaces amis des enfants; l'UNICEF aidera également à la libération et la réinsertion de 3 000 enfants auparavant associés avec des groupes et des forces armées et facilitera l'identification et la réunification avec leur famille de 2 000 enfants non accompagnés.
- Des opérations tenant compte de leur âge et de leur sexe aideront 15 000 rescapés de la violence sexuelle et sexuelle dans les zones de conflit et de déplacement; quelque 22 000 femmes victimes de sévices sexuels et de violences recevront un traitement médical.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

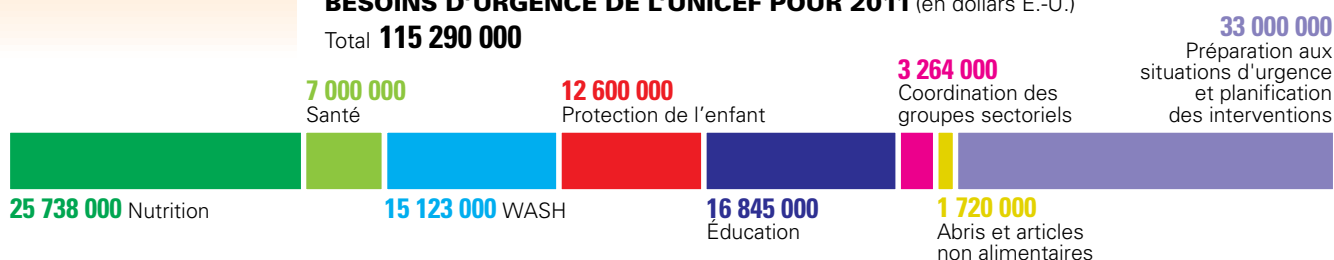
L'UNICEF demande 115 290 000 dollars É.-U. pour mener à bien ses activités humanitaires en République démocratique du Congo. Cette demande est alignée sur le Plan d'action humanitaire 2011 (PAH). Un financement immédiat et complet est nécessaire pour appuyer la protection et le rétablissement des enfants et des femmes

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue pour la République démocratique du Congo en 2011, veuillez consulter le site Internet www.unicef.org/french/hac2011.

1. Haut Commissariat aux réfugiés des Nations Unies, « Personnes déplacées à l'intérieur du pays » Fiche d'informations : République démocratique du Congo, UNHCR, Genève, avril 2010, p. 1.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **115 290 000**





LE FINANCEMENT HUMANITAIRE EN ACTION : LES FAITS MARQUANTS DE 2010

En 2010, L'UNICEF avait estimé que 51 237 840 dollars É.-U. étaient nécessaires pour financer son travail humanitaire au Tchad. En octobre 2010, un total de 18 801 849 dollars É.-U. avaient été reçus, représentant 37 % de la demande. Avec ce niveau de financement, l'UNICEF a pu améliorer la vie des enfants confrontés à des risques de santé et de nutrition à cause des déplacements et des pénuries alimentaires chroniques. L'UNICEF a contribué à l'amélioration de la couverture vaccinale, de 23 % à 95 % pour les enfants de moins d'un an dans les camps de réfugiés, les sites pour personnes déplacées et les communautés d'accueil villageoises. Le nombre d'enfants bénéficiant d'une alimentation thérapeutique est passé de 12 000 en 2009 à 46 000 en novembre 2010, diminuant ainsi la mortalité et la morbidité élevées liées à la sous-nutrition qui caractérise la région. En 2010, pendant la saison des pluies, les pluies très abondantes ont inondé des régions qui ont l'habitude d'être touchées, et dans les régions ouest et sud du pays, la montée des rivières Chari et Logone qui sillonnent ces régions a provoqué des dangers supplémentaires. Ces graves inondations ont favorisé la flambée de choléra qui a touché de nombreuses régions. Grâce à l'assistance technique de l'UNICEF et à son approvisionnement en équipement médical et en médicaments au Gouvernement du Tchad, le taux de décès imputables au choléra a pu passer de 19 % à 3 % dans les régions de Guéra, Kanem, Lac, Mayo-Kebbi Est, Mayo-Kebbi Ouest et N'Djamena.

Tchad

ENFANTS ET FEMMES DANS LA CRISE

Au Tchad, environ deux millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire. Pour beaucoup d'entre elles, la sous-nutrition et l'insécurité alimentaire chronique font désormais partie du quotidien car, dans la région du Sahel, la production alimentaire demeure paralysée par l'extrême sécheresse, la rareté des ressources et la désertification progressive. Les conflits civils des pays voisins ont aggravé cette épreuve, obligeant plus de 300 000 personnes de la région du Darfour, au Soudan, et de la République centrafricaine à venir se réfugier au Tchad¹. C'est ce même conflit qui a déplacé environ 170 000 résidents tchadiens des régions frontalières avec le Darfour². La santé des personnes déplacées ou vivant dans des camps de réfugiés est particulièrement exposée aux risques d'épidémie de choléra, de méningite et de rougeole. L'accès inadéquat aux soins de santé primaires, à l'eau salubre et à l'assainissement ainsi que la faible couverture vaccinale compromettent encore davantage la santé des personnes au Tchad. À l'est du Tchad, l'enrôlement des enfants dans les groupes armés demeure un problème crucial. Les inquiétudes quant au bien-être des enfants et des femmes se sont accrues avec le départ de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad en novembre 2010.

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS ET RENFORCER LA RÉSILIENCE EN 2011

L'UNICEF Tchad est chef de la coordination des groupes sectoriels (*clusters*) pour l'eau, assainissement et hygiène (WASH), la nutrition et l'éducation. En 2011, l'UNICEF continuera de travailler avec le Gouvernement du Tchad, d'autres institutions des Nations Unies, ONG et communautés d'accueil pour répondre aux besoins de 2,5 millions de personnes, dont 300 000 femmes, 765 000 filles et 735 000 garçons.

- Pour dispenser des services de santé de base aux populations les plus vulnérables, l'UNICEF se chargera des campagnes de vaccination de routine ou supplémentaires contre la polio, la méningite, la rougeole et le tétanos, l'objectif étant d'atteindre les 2,6 millions d'enfants de moins de cinq ans du pays.
- Afin de réduire la mortalité infantile liée à la maladie, l'UNICEF garantira l'accès à l'eau salubre, à l'assainissement et à une meilleure hygiène pour 505 000 réfugiés, personnes déplacées et pour les personnes qui se trouvent dans des communautés d'accueil au Tchad, en particulier dans la ceinture sahélienne ainsi qu'à l'est et au sud.
- L'UNICEF assurera l'accès à un enseignement de qualité pour 561 000 enfants d'âge préscolaire et scolaire dans l'est et le sud du Tchad, grâce au recrutement et à la formation d'enseignants dans les régions les plus touchées par les déplacements et grâce à la construction de 300 structures d'enseignement au sein des camps de réfugiés.
- L'UNICEF soutiendra les services de protection pour 60 000 enfants déplacés et réfugiés (dont environ 50 % de filles), et 240 000 jeunes (110 000 garçons et 130 000 filles) seront sensibilisés à la prévention du VIH dans les écoles et centres pour la jeunesse par des enseignants formés et des pairs éducateurs.

BESOINS DE FINANCEMENT POUR 2011

L'UNICEF a besoin de 45 639 000 dollars É.-U. pour son activité humanitaire au Tchad en 2011. Ces besoins sont conformes aux demandes de l'UNICEF dans sa Procédure d'appel global de 2011 (CAP). Des niveaux de financement adéquats sont nécessaires afin de maximiser les progrès en matière de bien-être et de développement pour les femmes et les enfants au Tchad.

Pour toute information supplémentaire sur les réalisations de 2010 et l'action humanitaire prévue pour le Tchad en 2011, veuillez consulter le site Internet www.unicef.org/french/hac2011.

1. Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, « 2010 UNHCR Country Operations Profile: Chad », HCR, Genève, <www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/page?page=49e45c226>, accès le 14 décembre 2010.
2. Nations Unies, « Tchad : Appel consolidé 2011 », Bureau de la coordination des affaires humanitaires, New York, novembre 2010, p. 1.

BESOINS D'URGENCE DE L'UNICEF POUR 2011 (en dollars É.-U.)

Total **45 639 000**



Légendes photo

COUVERTURE

BÉNIN

© UNICEF/NYHQ2010-2203/Asselin

Un garçon évite les eaux de crue au retour de l'école dans le département de Mono. Une augmentation spectaculaire du nombre de catastrophes naturelles met sérieusement à l'épreuve les capacités locales et aggrave la vulnérabilité des enfants et des femmes.

RENFORCER LA RÉSILIENCE, PROTÉGER LES ENFANTS : L'UNICEF ET L'ACTION HUMANITAIRE

PAKISTAN

© UNICEF/NYHQ2010-1797/Ramoned

Des enfants déplacés par de gigantesques inondations fréquentent une école provisoire dans un camp appuyé par l'UNICEF dans la ville de Sukkur. Les dispositifs d'alerte précoce et d'action rapide sont essentiels pour alléger les souffrances.

Page viii.

APPUI GLOBAL AUX INTERVENTIONS, D'URGENCE DE L'UNICEF

HAÏTI

© UNICEF/NYHQ2010-1299/Ramoned

Une fille transporte de l'eau dans un camp de Port-au-Prince pour déplacés à la suite du séisme du 12 janvier. Avec les inondations au Pakistan, ces deux crises figuraient parmi les quelque 200 auxquelles l'UNICEF, chaque année, fait face.

Page 13.

ASIE-PACIFIQUE

© UNICEF/NYHQ2010-1628/Ramoned

Une fille près d'une tente dans un camp de personnes déplacées par les inondations à Sukkur, au Pakistan. En 2010, la mousson a affecté 20 millions de personnes au Pakistan. En 2009, 89 % des victimes de catastrophes naturelles vivaient en Asie.

Page 17.

AFGHANISTAN

© UNICEF/NYHQ2010-0790/Holt

Une jeune femme avec sa fille devant sa maison, dans la province de Helmand. Ni la femme ni aucun de ses 17 frères et sœurs ne vont à l'école. Cinq millions d'enfants afghans, surtout des filles, n'ont pas accès à l'éducation.

Page 20.

MYANMAR

© UNICEF/NYHQ2008-0352/Dean

Des ouvriers reconstruisent une maison endommagée par un cyclone à Yangon Pauk dans la division d'Irrawaddy. Le cyclone Nargis a fait des millions de sinistrés en 2008. Le cyclone Giri, en 2010, a laissé des milliers de personnes sans abri.

Page 21.

PAKISTAN

© UNICEF/NYHQ2010-1636/Ramoned

Des enfants déplacés préparent un repas près d'un camp, à Sukkur, dans le Sindh. Les inondations de 2010, à la suite des pluies de mousson, ont fait 20 millions de sinistrés, une crise colossale pour un pays confronté aussi à un conflit et à la pauvreté.

Page 22.

PHILIPPINES

© UNICEF Philippines/2010/Palasi

Un garçon participe à des activités de loisirs dans une garderie de la province d'Isabela, l'une des régions affectées cette année par des typhons. Les Philippines vivent régulièrement des cycles de catastrophes naturelles et de conflits.

Page 23.

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE

© UNICEF/NYHQ2004-0536/Horner

Une femme nettoie des poulets près d'une citerne d'eau de l'UNICEF dans la province du Hwanghae du Nord. Une série de catastrophes naturelles et la réduction de l'aide alimentaire internationale ont provoqué une grave pénurie alimentaire.

Page 24.

SRI LANKA

© UNICEF/2007-2642/Haviv

Une fille fait la queue avec sa mère dans une clinique pour la nutrition à Vaharai, district de Batticaloa. Le pays poursuit son redressement après 30 années de guerre alors que les réfugiés et les déplacés sont en train de retourner chez eux.

Page 25.

EUROPE CENTRALE ET DE L'EST ET COMMUNAUTÉ D'ÉTATS INDÉPENDANTS

© UNICEF/NYHQ2010-1249/Volpe

Zulhumar Amanbaev embrasse son fils, Abdulmutalib, chez eux à Jalal-Abad, au Kirghizistan. Les catastrophes naturelles au Tadjikistan et la crise politique au Kirghizistan ont déplacé des centaines de milliers de personnes et compromis la santé des enfants.

Page 27.

KIRGHIZISTAN

© UNICEF/NYHQ2010-1249/Volpe

Des frères dans les ruines de leur maison incendiée dans la cité méridionale de Jalal-Abad. Les tensions inter-ethniques restent élevées depuis les violences de juin 2010, aggravant les pénuries dans un des pays les plus pauvres d'Asie centrale.

Page 30.

TADJIKISTAN

© UNICEF Tajikistan/2010/Sodiqov

Une fille reçoit un vaccin anti-polio oral lors d'une campagne de vaccination nationale. La première flambée de polio connue par le pays depuis 1997 a touché 458 personnes, dont près de 90 % sont des enfants de moins de 15 ans.

Page 31.

AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE

© UNICEF/NYHQ2007-0004/Kamber

Des enfants descendent une rue encombrée de débris à Mogadishu, la capitale de la Somalie. Le conflit et les crises liés aux catastrophes naturelles continuent d'affecter gravement des millions de personnes en Afrique de l'Est et australe.

Page 33.

BURUNDI

© UNICEF Burundi/2009/Amani

Un enfant auparavant associé à un groupe rebelle est réuni avec sa mère dans la province de Bujumbura. Les troubles politiques de plus en plus graves font courir aux enfants le risque de violences et de recrutement par des groupes armés.

Page 36.

ÉRYTHÉE

© UNICEF/NYHQ2008-1641/Pirozzi

Un agent de santé mesure la circonférence du bras d'un jeune enfant pour évaluer son statut nutritionnel. La sous-nutrition chez les enfants est un résultat de l'instabilité politique, de l'instabilité alimentaire et de catastrophes naturelles successives.

Page 37.

ÉTHIOPIE

© UNICEF/NYHQ2009-2272/Holt

Asiya Abdu, enceinte de son cinquième enfant, dans l'habitation qu'elle partage avec 20 membres de sa famille dans le village d'Undada. La pauvreté, la sécheresse et les inondations successives continuent de menacer le bien-être des enfants et des femmes.

Page 38.

KENYA

© UNICEF/NYHQ2006-0163/Kamber

Une femme masai fait la lecture à ses enfants dans le village de Kajiado, près de Nairobi. Seulement 4 des 80 vaches de la famille ont survécu à la récente sécheresse. A ce jour, plus de 40 000 enfants kenyans sont atteints de malnutrition sévère aiguë.

Page 39.

MADAGASCAR

© UNICEF/NYHQ2009-1246/Pirozzi

Des enfants font la queue pour déjeuner dans une école primaire du district de Soavinandriana dans la région d'Itasy. Les catastrophes naturelles successives et la pauvreté vont sans doute aggraver le statut nutritionnel de plus de 100 000 enfants.

Page 40.

OUGANDA

© UNICEF/NYHQ2010-1461/Noorani

Une famille assise devant chez elle dans le village de Busoru III après des pluies récentes. L'Ouganda se relève d'une grave crise humanitaire dans le nord. Les déplacements, la sous-nutrition et un mauvais assainissement affectent de nombreuses personnes.

Page 41.

SOMALIE

© UNICEF/NYHQ2009-0639/Kamber

Son fils à la main, une femme regarde à travers un buisson, dans un camp pour personnes déplacées par la sécheresse et le conflit, près de Dhusamareb. Environ 2 millions de personnes, soit 27% de l'ensemble des Somaliens, ont besoin d'aide humanitaire.

Page 42.

ZIMBABWE

© UNICEF/NYHQ2008-1488/Nesbitt

Une femme et une fille attendent d'être soignées contre le choléra dans un dispensaire de la province du Mashonaland occidental. Les enfants et les femmes restent menacés par les crises politiques et économiques, le VIH et l'insécurité alimentaire.

Page 43.

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

© UNICEF/NYHQ2007-0737/Kamber

Pendant une panne d'électricité, Aman, 7 ans, allume des bougies dans sa maison de Damas, en Syrie. Sa famille et elle sont des réfugiés irakiens. De nombreux enfants et femmes de la région n'ont pas accès au système de protection sociale.

Page 45.

DJIBOUTI

© UNICEF Djibouti/2004/Pirozzi

Une fille participe à une animation, dans une école de Balbala, près de Djibouti. La sécheresse, l'insécurité alimentaire et les conflits qui persistent dans les pays voisins compromettent le bien-être des enfants et des femmes du pays.

Page 48.

IRAQ

© UNICEF/NYHQ2010-0694/Kamber

Un garçon dans une rue encombrée d'immondices dans la ville de Nasariyah, dans le gouvernorat de Dhi Qar. Depuis le début de la guerre, en 2003, les violences ont déplacé des millions d'Iraqiens, détruit des infrastructures et aggravé la pauvreté.

Page 49.

SOUDAN

© UNICEF/NYHQ2006-0559/Noorani

Des enfants et des femmes font la queue pour recueillir de l'eau dans le camp d'Abu Shouk, près d'El Fasher, la capitale de l'État du Nord-Darfour. Après des années de conflit, environ 4,3 millions de Soudanais sont toujours déplacés.

Page 50.

TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPÉ

© UNICEF/NYHQ2009-0154/Pirozzi

Le climat de violence et de détresse dans le Territoire palestinien occupé se matérialise dans le dessin d'une fille réalisé à l'école de Qabatya, en Cisjordanie. De nombreux enfants palestiniens ont besoin d'une aide psychosociale constante.

Page 51.

YÉMEN

© UNICEF/NYHQ2009-1734/Brekke

Une femme lave son fils devant leur tente du camp d'Al-Mazrak, à Hajja. Des crises profondes et un sous-développement chronique, caractérisé par de graves pénuries alimentaires, sanitaires et autres ont déplacé des centaines de milliers de personnes.
Page 52.

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

© UNICEF/NYHQ2010-2639/LeMoyne

Une fille dans sa maison de Port-au-Prince, gravement endommagée par le séisme du 12 janvier 2010 en Haïti. Les catastrophes naturelles sont à l'origine des principales crises de la région, où il existe une grande disparité entre riches et pauvres.
Page 53.

COLOMBIE

© UNICEF/NYHQ2009-1773/Markisz

Carlitos, 8 ans, devant sa maison bâtie sur un terrain où se trouvent des déchets toxiques dans un quartier pauvre de Medellín. Des décennies de conflit, la violence liée à la drogue et de récentes inondations ont déplacé des millions de personnes.
Page 56.

GUATEMALA

© UNICEF/NYHQ2007-2754/Versiani

Une fille marche dans Salquil Grande, un village du département d'El Quiché. En 2010, des pluies irrégulières et des températures anormalement élevées ont réduit la production alimentaire, entraînant des taux élevés de sous-nutrition chez les enfants.
Page 57.

HAÏTI

© UNICEF/NYHQ2010-2128/Dormino

Des sœurs sont soignées contre le choléra dans le département de l'Artibonite. L'épidémie, qui a débuté en octobre 2010, a porté un coup aux efforts de redressement après le séisme du 12 janvier, qui a tué 222 000 personnes et en a déplacé 2 millions d'autres.
Page 58.

AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE

© UNICEF/NYHQ2010-1160/Gangale

Des femmes amènent leurs enfants pour des examens nutritionnels à Nokou, au Tchad. Les sécheresses, de lourdes pressions sur des ressources naturelles et des techniques agricoles périmées ont paralysé la production alimentaire dans la région du Sahel.
Page 59.

BURKINA FASO

© UNICEF Burkina Faso/2009/Tarpilga

Une fille déplacée par les inondations de 2009 mange des aliments thérapeutiques à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso. La pauvreté, les inondations et les épidémies continuent de défier le pays malgré un déclin récent des taux de malnutrition aiguë.
Page 62.

CAMEROUN

© UNICEF/NYHQ2010-2322/Bouvet

Martine Daoundala assise devant sa maison avec sa fille dans le village de Ziver. Les enfants et les femmes de l'est et du nord du Cameroun ont du mal à partager un accès limité aux différents services sociaux avec une population fluctuante de réfugiés.
Page 63.

CONGO

© UNICEF/NYHQ2010-2803/Asselin

Une fille porte un garçon à Djambala où l'UNICEF a participé à une campagne de vaccination contre la polio à la fin 2010, lors de la flambée mortelle dans le pays. L'épidémie avait son foyer autour de la cité portuaire de Pointe-Noire.
Page 64.

CÔTE D'IVOIRE

© UNICEF/NYHQ2010-2469/Kamber

Une fille porte un bol dans un marché, à Adjamé, un quartier pauvre d'Abidjan. Le conflit actuel, y compris les élections nationales violemment contestées, ont exposé les enfants et les femmes à diverses formes d'exploitation et de violence sexuelle.
Page 65.

NIGER

© UNICEF/NYHQ2010-1593/Holtz

Une fille boit un mélange de mil, de lait et de sucre dans un village du département de Maradi. De faibles pluies, des méthodes d'agriculture périmées et la pression démographique entraînent une insécurité alimentaire qui menace 50 % de la population.
Page 66.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

© UNICEF Central African Republic/2009/de Hommel

Des enfants dans la ville de Boura. Une grande pauvreté, la reprise du conflit et l'afflux de réfugiés à partir des pays voisins exposent les enfants du pays aux maladies et à l'exploitation.
Page 67.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

© UNICEF/NYHQ2008-1328/Asselin

Des adolescentes victimes de violence sexuelle attendent d'être examinées dans un hôpital de Goma. Fin 2010, environ 1,7 million de Congolais étaient toujours déplacés par le conflit et la violence sexuelle se poursuivait à un rythme catastrophique.
Page 68.

TCHAD

© UNICEF/NYHQ2010-1152/Asselin

Un garçon assis dans un centre de transit et d'orientation pour enfants qui étaient associés aux forces ou groupes armés à N'Djamena. Ce type de recrutement reste un problème grave dans l'est du Tchad.
Page 69.

UNICEF

Bureau des programmes d'urgence
Palais des Nations
1211 Genève 10, Suisse

www.unicef.org/french/hac2011

Photo de couverture : © UNICEF/NYHQ2010-2203/
Asselin
Bénin, 2010

© Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
Mars 2011

ISBN : 978-92-806-4573-6